

Date : Mercredi 29 Janvier 2025

Horaire : 19:00

- 1 Procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 septembre 2024
Rapport - Procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 septembre 2024
- 2 Ordre du jour
Convocation - Ordre du jour
- 3 1. Maintien ou non de la 1ère Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations
Délibération
- 4 2. Détermination du nombre d'Adjoints au Maire et fixation de l'ordre des Adjoints
Délibération
- 5 3. Indemnités de fonctions des élus municipaux
Délibération
- 6 4. Mise à jour de la composition des commissions municipales
Délibération
- 7 5. Décision modificatives n°4 du budget principal
Délibération
- 8 6. Décision modificative n°5 « technique » du budget principal
Délibération
- 9 7. Autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal
Délibération

- 10 8. Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025
Délibération
- 11 9. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme pour l'année 2025
Délibération
- 12 10. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association CHR Capbreton Hossegor Rugby pour l'année 2025
Délibération
- 13 11. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club pour l'année 2025
Délibération
- 14 12. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour l'année 2025
Délibération
- 15 13. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Pelote pour l'année 2025
Délibération
- 16 14. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Transforms SLB pour l'année 2025
Délibération
- 17 15. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Sports de combats pour l'année 2025
Délibération
- 18 16. Communauté de communes MACS- Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une opération d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres
Délibération

- 19 17. Communauté de communes MACS- Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables
Délibération
- 20 18. Communauté de communes MACS – Signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)
Délibération
- 21 19. Communauté de communes MACS- Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols
Délibération
- 22 20. Communauté de communes MACS-Avis sur la 4ème modification du PLUI
Délibération
- 23 21. Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations
Délibération
- 24 22. Dépôt d'une déclaration préalable pour des travaux à la concession « Lake House » Plage du Rey
Délibération
- 25 23. Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des logements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert
Délibération
- 26 24. Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine
Délibération

- 27 25. Demande de dérogation au cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON
Délibération
- 28 26. Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms.
Délibération
- 29 27. Modifications des tarifs du Golf d'Hossegor
Délibération
- 30 29. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux de rénovation de la ferme de Bielle
Délibération
- 31 30. Dérogation au repos dominical
Délibération
- 32 31. Reprise de 93 concessions funéraires en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune
Délibération
- 33 32. Motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité – Unesco
Délibération
- 34 33. Modification du régime indemnitaire de la filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de Fonction et d'Engagement (ISFE)
Délibération
- 35 34. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)
Délibération

- 36 35. Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour l'année 2024
Délibération
- 37 36. Participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux
Délibération
- 38 37. Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation
Délibération
- 39 38. Modalités de prise en charge des frais de déplacements professionnels des agents communaux
Délibération
- 40 39. Approbation du règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail pour le personnel communal
Délibération
- 41 40. Présentation du rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023
Délibération
- 42 41. Validation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels DUERP
Délibération
- 43 42. Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan d'action triennal 2024-2026
Délibération
- 44 **DECISIONS DU MAIRE :**
Liste des décisions contractées du 20 septembre 2024 au 9 décembre 2024
Délibération - Décision du Maire
Délibération - Décision du Maire

Délibération - decision du Maire
Délibération - Décision du Maire
Délibération - Décision du Maire
Délibération - Décision du Maire
Délibération - Décision du Maire
Délibération - Décision du Maire
Délibération - Décision du Maire
Délibération - Décision du Maire



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 27 septembre 2024

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt septembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC a donné procuration à Michel VILLEGGER, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Elsa BECKER a donné procuration à Caroline CHABRES-DUC, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Henri ARBELLE

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL

27 SEPTEMBRE 2024

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 27 septembre 2024 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 28 juin 2024

FINANCES

1. **Décision modificative n°3 du budget principal**
2. **Autorisations de programme et crédits de paiement - décision modificative n°3/2024 du budget principal**
3. **Clôture budget annexe Casino au 31 décembre 2024**

INTERCOMMUNALITE

4. **Communauté de communes MACS- Convention de contribution de la commune en faveur de l'Etablissement Public Foncier "LANDES FONCIER" (EPFL)**
5. **Communauté de communes MACS-Modification des attributions de compensation**
6. **Communauté de communes MACS-Versement d'un fonds de concours communal pour les travaux de réaménagement de la signalisation de police pour la « ville apaisée » à Soorts-Hossegor en faveur des modes de déplacement actif**
7. **Communauté de communes MACS-convention portant sur la mise à disposition de matériels informatiques dans les cantines municipales**
8. **Convention relative au fonctionnement de la fourrière animale du Chenil de Birepoulet à Capbreton**

TRAVAUX

9. **Servitude de passage Lotissement « La Cantère »**

MARCHES PUBLICS- DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

10. **Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Casino**

11. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Tennis
12. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Trinquet
13. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Golf

AFFAIRES GÉNÉRALES

14. Signature de conventions de prêt à usage en domaine public privé pour la mise en place d'infrastructures nécessaires au déploiement du réseau FTTH (Fiber To The Home)
15. Contrat de prêt à usage avec les ostréiculteurs d'Hossegor pour la mise à disposition d'une aire de stockage sur la parcelle cadastrée AM 17 lieu-dit « Hargous »
16. Convention de mise à disposition d'intervenants à titre gracieux avec les associations sportives communales dans le cadre des missions du service municipal des sports.

RESSOURCES HUMAINES

17. Signature d'une convention de mise à disposition d'un agent communal à l'association Sportive Hossegor Pelote (ASH Pelote)
18. Convention avec le Centre de Gestion des Landes CDG 40 pour l'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.
19. Convention avec le Centre de Gestion des Landes CDG 40 pour la mise à disposition du service d'aide et de conseil en organisation du travail.

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions contractées du 21 juin 2024 au 20 septembre 2024

INFORMATIONS DIVERSES

Soorts-Hossegor, le 20 septembre 2024
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de la séance

Christophe VIGNAUD :

Bonsoir à tous, vous êtes prêts ? Vous pouvez vous asseoir, on va commencer, il manque deux personnes, Quentin et Paul.

Quentin, normalement, devrait être là, et Paul, arrive un peu en retard.

Mais on va commencer, si vous en êtes d'accord. Je vais vous donner les procurations et vous faire passer la feuille d'émargement, pour qu'on puisse commencer.

Donc, bonsoir à tous et à toutes, à ceux qui nous suivent en ligne et à ceux présents dans la salle.

C'est un conseil municipal de rentrée, après une saison estivale qui, j'espère, a été bénéfique pour les uns et les autres.

Globalement, on peut dire que la saison a été relativement correcte, au dire des acteurs qu'on a pu rencontrer, même s'il est vrai qu'au niveau de la météo le mois de mai a été très mauvais, un mois de juillet moyen, mais qui ont été rattrapés par le mois d'août.

Et puis avec un septembre-octobre avec pas mal d'événements.

D'ailleurs, on aura l'occasion de faire un état des lieux lors de la prochaine réunion publique qui se tiendra le 15 octobre à 18h30 au Trinquet. Ce qui nous permettra d'échanger avec nos administrés sur tous les sujets qui peuvent être importants.

L'été a été marqué par de nombreux événements et projets qui ont dynamisé notre village et renforcé les liens entre nos habitants.

Les festivités estivales, qu'il s'agisse de marchés locaux, de concerts en plein air, d'animations variées, de cinéma, ou encore des initiatives sportives, et Emmanuelle (BESCHERON) pourrait être un des exemples.

Cela a été un véritable succès grâce à l'implication des associations, qui sont très nombreuses ici, à la participation active de nos citoyens.

Je tiens donc à les féliciter, les remercier pour tout ce qui a été fait cet été, et ils ont contribué grandement à la réussite de ces événements.

C'est l'occasion de nous préparer à de nombreux défis que nous avons encore à relever, tous ensemble.

Et ils sont nombreux et variés, comme le maintien de la ville propre, qui est un vrai sujet et qui est toujours difficile à tenir, la sécurité, qui est aussi un vecteur très important pour nous, l'éducation, ainsi que la qualité de vie au quotidien, tous ces sujets plus importants les uns que les autres. Tout ça reste à cœur dans nos préoccupations et ce sont des grands challenges à relever.

D'ailleurs, on a des projets importants et structurants, que vous connaissez tous, qui vont voir le jour ici ou là avec le temps, notamment le Sporting Casino, qui représente un enjeu majeur pour l'avenir de la commune.

On doit aussi poursuivre nos efforts au niveau de la rénovation urbaine, du soutien à l'économie locale, la sécurité avec nos caméras, puisqu'on va les déployer, d'autres pistes cyclables pour finir ce fameux maillage dont je vous parle tout le temps.

Et puis prévoir l'avenir autour des projets comme la ferme de Bielle, la plaine des sports, les logements pour les saisonniers, les logements pour nos jeunes en accession raisonnable, et l'accompagnement pour les personnes les plus vulnérables, avec bientôt la tenue de la semaine bleue et la présence du CCAS de façon importante.

Tout ce travail, on doit l'accomplir. C'est important, et je suis convaincu qu'avec la détermination de tous, nous devrions arriver à tenir nos engagements et nos objectifs.

Je voulais aussi vous donner quelques informations, dates et prochains rendez-vous.

Donc ce soir, il devait y avoir un concert à la centrale qui a été annulé à cause du vent et de la pluie dans le cadre du Quiksilver Festival.

Demain, il y a le centenaire du Pont « Mercédès » qui commence dès 11 heures jusqu'à 15 heures avec du folklore, des animations, des expositions, la journée de mémoire de la construction du pont qui a 100 ans.

Ce samedi soir, il y aura un concert place des Landais et en journée ce week-end, le Quiksilver Festival continuera sur la plage Centrale et aux Guardians, ce sera en fonction de la houle, et vous aurez la possibilité de voir Kelly Slater, notre médaillé olympique Kauli Vaast et d'autres surfeurs de renoms qui sont présents. Donc un week-end assez chargé.

Ensuite, le 15 octobre une réunion publique à 18h30. On abordera donc tous les sujets.

Nous avons également une réunion de quartier le 12 novembre à 18h30.

Donc voilà, donc encore quelques soirées en perspective animées et qui seront à mon avis très constructives.

On va passer à l'ordre du jour mais avant on doit approuver le procès-verbal de la séance du conseil municipal précédent. L'appel je ne l'ai pas fait, vous voulez que je le fasse ?

En fait, j'ai fait comme à la MACS, c'est à dire on ne fait pas l'appel, on donne que les procurations. Si cela vous convient. Donc on va passer à l'approbation du procès-verbal du conseil précédent.

Est-ce que vous avez des questions ? On fait le vote et après tu veux parler ?

Lionel BARBERIS :

Si, j'ai quelque chose à dire sur le procès-verbal, avant ou après comme vous voulez.

Sur le procès-verbal, je voulais juste signaler qu'à suite de mon l'intervention de la dernière fois, le procès-verbal est très bien fait cette fois-ci. Merci beaucoup en tout cas d'en avoir tenu compte. Certes, et je suis désolé, il fait 150 pages, il est relativement conséquent mais il est très fidèle à nos échanges.

Je voulais vous remercier, et remercier les services d'avoir respecté les propos qui ont été tenus, parce que je sais qu'il y a eu beaucoup de travail derrière pour le rédiger.

Christophe VIGNAUD :

Ce sont surtout les services, et il est important que ce procès-verbal retrace nos échanges, donc on va voter et après je te laisse la parole.

Est-ce qu'il y a des remarques, d'autres remarques ? Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? A l'unanimité, parfait, donc je te redonne la parole.

Lionel BARBERIS :

Merci beaucoup monsieur le maire. Je voulais juste faire écho, je vous en avais parlé à la suite du conseil du mois de juin.

À la suite du conseil du mois de juin, il y a une vidéo qui est apparue sur les réseaux sociaux vous désignant, monsieur le maire, comme un "dictateur" qui ne laisserait pas la parole aux élus que nous sommes.

Comme vous le savez, je ne suis pas toujours d'accord avec vous sur la manière de piloter notre commune, tant au niveau administratif que politique. Je pense que le conseil d'aujourd'hui ne fera pas exception à cette règle en tout cas.

Mais nous avons pour tradition de respecter notre démocratie en ne pratiquant pas ce type de décrédibilisation qui nous le pensons est contre-productif à la bonne tenue des débats.

Nous sommes tous des élus engagés et respectueux du bon fonctionnement de nos institutions. Nos échanges peuvent paraître tendus mais nous savons monsieur le maire que vous, comme nous, êtes attachés à ce que tout le monde puisse s'exprimer en toute liberté au sein de notre assemblée et nous tenons à vous en remercier. Vous avez donc tout notre soutien dans cette affaire.

Christophe VIGNAUD :

Je tiens à te remercier, Lionel, d'avoir pris le temps de parler de ça. Juste pour information, j'ai déposé plainte. J'ai déposé une plainte contre les personnes qui avaient envoyé et qui avaient reçu cette vidéo, ton voisin d'ailleurs.

Aujourd'hui je n'ai aucun retour de la part de la gendarmerie. La gendarmerie fait des investigations par rapport à cela. Il semblerait qu'il y a eu un piratage mais pour l'instant, on attend. Il semblerait aussi qu'ils soient sur une piste pour une adresse IP.

Donc voilà, les propos qui sont tenus, ne sont pas du tout les propos qui sont les miens puisque c'est en fait un discours qui a été copié de Vladimir Poutine sur la guerre en Ukraine. Ça n'a plus rien à voir. Donc je te remercie. C'est sûr que je pense que c'est assez bas, que ça ne sert à rien, qu'il y a d'autres sujets sur lesquels on peut débattre, et sur lesquels nous pouvons ne pas être d'accord.

On est tout à fait conscients de certaines visions qui ne sont peut-être pas les mêmes, ou en tout cas la manière dont on pourrait les mener. Maintenant on verra la suite. Je pense que ça sortira un jour ou l'autre et qu'il faut être relativement patient. Ce qui est mon cas. Et puis justice se fera au moment venu. Pour ma part, c'était clair et il était normal et classique d'aller porter plainte pour faire diligenter une enquête et pour savoir exactement quels étaient les moyens qui avaient été mis en place pour décrédibiliser ce genre de choses. Voilà. En tout cas merci de l'avoir noté.

FINANCES

1. Décision modificative n°3 du budget principal

Christophe VIGNAUD :

On va passer aux finances et je vais laisser la parole à Édouard (DUPOUY) qui va vous parler du point numéro 1, les DM sur le budget numéro 3.

Édouard DUPOUY :

Merci Monsieur le maire, bonsoir à tous. Donc le premier point c'est la décision modificative du budget principal. Je ne vous rappelle pas quoi il s'agit. Nous l'avons l'habitude, ce sont des modifications, des ajustements. Vous avez reçu et pris connaissance du détail de cette décision modificative. On est rentré notamment dans le détail en commission finance.

Je vous propose peut-être de vous épargner une présentation détaillée car honnêtement il n'y a pas de sujet majeur. Et puis les montants sont peu significatifs. On a des sujets classiques à savoir des reclassements de compte à compte. Il y a des ajustements à la suite d'un niveau d'information plus précis que l'on n'avait pas à l'époque du vote du budget et puis on a traditionnellement les subventions aux associations pour les manifestations qui sont affectées à la suite de la réception des éléments justificatifs. Voilà donc ça, c'est classique. S'il y a des questions, j'y répondrai.

Je profite aussi pour votre parfaite information concernant les subventions aux associations de vous informer que le dossier de demande est disponible en ligne. Il est à retourner en mairie avant le 30 novembre 2024.

La commission finance élargie se réunira le 13 janvier à 14 heures et vous avez dû recevoir des notifications et une invitation transmise par Mélanie que je remercie. Donc voilà toutes les associations ont été averties par mail de ce dossier.

Je profite également de cette délibération pour faire un point rapide sur l'état de notre budget à date. S'agissant des recettes, notamment des droits de mutation que l'on suit de près. On a atteint à date le montant budgété qui était de 1,2 million, un montant assez prudentiel.

Donc à partir de maintenant l'ensemble des recettes que l'on va recevoir ce sera que du bonus. S'agissant des charges, plus précisément des charges de personnel, qui représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement que l'on surveille attentivement, à date on se trouve à un niveau de consommation qui est similaire aux années précédentes donc à ce stade, on n'a pas d'inquiétude particulière là-dessus. Est-ce qu'il y a des questions ou des interventions ?

Lionel BARBERIS :

Oui, il y a des remarques sur la DM effectivement. La masse salariale, elle est peut-être constante mais elle a augmenté de 22% depuis le début du mandat. Ce qui est quand même conséquent je le rappelle. En plus pour le résultat qu'on connaît sur les services, mais nous aurons l'occasion d'en parler sur d'autres délibérations.

Effectivement, ce qui m'interroge à travers ça c'est que par exemple sur l'investissement, on a une étude de faisabilité sur le complexe sportif qui est passé dans une décision modificative.

Ça m'interroge beaucoup sur la stratégie politique que vous menez, puisqu'en fait dans une DM on met en place une programmation pour savoir ce qu'on va faire du complexe sportif. Une vraie programmation, fait qu'on l'aurait inscrit au budget, c'est à dire qu'à savoir on aurait déjà travaillé là-dessus depuis longtemps.

Là en fait, on fait quelque chose à un an et demi des élections pour avoir un programme avant les élections, très bien. Ça permettra de présenter quelque chose à la population pourquoi pas. Moi ce que je note c'est que depuis 4 ans et demi au niveau sportif il ne se fait pas grand-chose sur la partie investissement.

Et que pendant ce temps d'autres communes comme à côté on peut le voir à Capbreton, entre le terrain synthétique, la piste d'athlétisme, ils ont fait le pôle, le cirque, etc. Il y a quand même des investissements conséquents y compris le centre de haute performance.

Et nous de notre côté, on est toujours avec notre vestiaire qui est un Algeco. Alors on fait une programmation, une étude de programmation, on sort ça dans une DM, ça veut dire en milieu d'année, fin d'année, là on est en train de se dire tiens si on rajoutait ça.

Ce sont des choses qu'on aurait dû largement anticiper. Donc c'est quelque chose qui m'interroge sur la stratégie politique. D'ailleurs, on a une décision en fin de conseil qui concerne le sporting. C'est du même à acabit en fait. C'est qu'on fait depuis 4 ans et demi des études, on fait travailler des architectes.

Ah, maintenant les travaux sont trop chers, mais ça fait 4 ans et demi que les architectes travaillent. Ça fait 4 ans et demi qu'une commission travaille. Et on nous dit aujourd'hui grosso modo qu'on arrête tout et puis on va demander à un autre cabinet d'étude d'effectuer un travail sur « qu'est-ce qu'on pourrait faire comme mode de gestion, est-ce qu'on ne pourrait pas donner ça à quelqu'un ? ... »

Je pense que vous avez peut-être prévu d'en parler et on développera aussi un peu plus tard. Mais ça montre que dans la stratégie, là on parle de politique évidemment, on ne parle plus de technique sur est-ce qu'il y a une erreur ou pas dans la délibération...

Je trouve que de mettre ça comme ça, en décision modificative, ça montre la fragilité de vos décisions sur la partie investissement. Et d'autant plus que l'investissement, forcément on en a moins aujourd'hui puisque les charges de fonctionnement ont largement augmenté.

Et on est à plus 35% sur le fonctionnement en 0-11 et plus 22% sur la masse salariale. Ça veut dire qu'on a handicapé, on a largement entamé nos capacités d'investissement. Voilà donc pour une analyse un peu comme ça sur une décision modificative, c'est en tout cas l'analyse qu'on en fait, à savoir que sur les travaux notamment, je trouve qu'on navigue à vue et la vraie stratégie aujourd'hui, elle manque.

Et vous êtes là, vous faites comme bon vous semble, en disant on rajoute ça, on peut rajouter autre chose, il n'y a pas de problème. Mais je trouve que si on parle de PPI, si on parle de projection, si on parle vraiment de programmes politiques sur les travaux, là je trouve que ça manque de vision.

Christophe VIGANUD :

Non enfin bon, c'est ta remarque très bien. Tu compares à Capbreton, parce que c'est vrai que tu connais bien Capbreton, ils sont plus dans la partie sportive que nous, oui certes. Mais je te rappelle que nous avons fait quand même pas mal d'investissement, Place des Landais, la police municipale, oui...

Lionel BARBERIS :

Je parle d'investissements sportifs monsieur le maire, là on parle de notre complexe sportif qui ne ressemble à rien.

Christophe VIGNAUD :

Non mais d'accord mais eux ils n'ont pas fait d'investissement sur autre chose, donc faut pas comparer. En plus les communes, ils sont 9 000, on est 3 500 habitants. On a eu des priorités qui n'étaient pas celles que tu peux émettre. Donc voilà, il y a des choses qui doivent se faire par étapes, il y a des urgences. C'est ça que nous avons considéré.

Après, en ce qui concerne le sport, je sais très bien que c'est quelque chose qui m'intéresse, qui me passionne, mais il y avait un temps pour tout, et je pense que ce n'est pas du tout par rapport au 1 an et demi ou 2 ans qui arrive, par rapport à un plan politique ou à un plan d'élection.

Je pense qu'on est arrivé au bout du terme de tout ce que nous devons faire. Il nous reste le Sporting et on en parlera tout à l'heure. Mais voilà, il y a d'autres choses.

Et je l'ai expliqué en préambule, en disant qu'il y avait aussi des pistes cyclables, il y avait encore des aménagements sportifs, il y avait encore des choses à faire pour que la ville soit meilleure, plus propre, plus efficace, oui, mais ce sont des choix qu'on a assumés et qu'on assume.

Et on ira dans une logique, qui est aujourd'hui d'aller vers quelque chose pour rendre quelque chose de fort en termes de sport, mais ce n'était pas le moment. Ce n'était pas notre moment, ce n'est peut-être pas ton timing à toi, en tout cas, c'était le nôtre.

Lionel BARBERIS :

Ce que je tiens à souligner, c'est que même si c'est le timing d'aujourd'hui, il aurait dû avoir déjà prévu largement au BP. Pour le coup, le fait de le mettre dans des décisions modificatives, ça montre qu'on est dans de l'improvisation. En se disant et si on rajoutait ça.

Christophe VIGNAUD :

Non, je ne peux pas te laisser dire ça, il y a le temps de gestation, ça ne se fait pas comme ça.

Le PPI, on l'avait bien programmé sur le PPI et tu l'as travaillé en commission finance avec nous.

Donc non, ce n'est pas quelque chose qu'on sort du chapeau pour dire « tiens, on va faire quelque chose d'ici la fin du mandat », qui pourra peut-être être prolongé ou pas par une équipe ou par une autre, peu importe, ce n'est pas le propos.

Il y avait une lacune dans ce domaine-là, était entièrement raison, nos vestiaires ne sont pas bons et moi, j'en suis contre tout à fait conscient et j'ai honte que nos gamins, que les équipes féminines, que les Pibalous ou que le rugby à 7 se douchent dans un truc comme ça, c'est la seule contrainte qu'on a. Là aussi, c'est l'héritage, tu le sais, je ne vais pas t'apprendre ce que c'est.

C'est l'héritage, on a hérité d'un terrain de sport où les tribunes ont été descendues, il y avait un projet qui avait été mis en place et qui n'a pas été suivi, parce que ce n'était non plus pas la priorité de mon prédécesseur à ce moment-là.

Lionel BARBERIS :

En tout cas, c'est pour ça que je le souligne et c'est effectivement, comme vous le dites très bien, c'est que ça n'a pas été une priorité.

Or, les enfants, tout le monde, les vestiaires qui ne sont pas aujourd'hui corrects.

Et je trouve que 4 ans et demi après le début du mandat, ça aurait dû être un sujet prioritaire. En tout cas, c'est notre vision. Cela étant, je comprends que ça ne soit pas la vôtre. Vous avez voulu porter d'autres investissements.

Christophe VIGNAUD :

Il y a eu des urgences...

Lionel BARBERIS :

Ça en est une. Pour nous, l'état du sport en termes d'équipements...Surtout que vous créez une école des sports, monsieur le maire.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais c'est pour ça. Et là, ça devient cohérent.

Lionel BARBERIS :

Ça aurait été cohérent d'avoir les infrastructures pour faire l'école des sports.

Christophe VIGNAUD :

Non mais c'est cohérent et dans la logique. C'est-à-dire que ce n'est peut-être pas dans ton timing à toi ou dans ton cursus intellectuel de dire qu'il fallait le faire avant.

Oui, on n'est peut-être pas d'accord sur le timing, on est d'accord sur la finalité, tu es d'accord là-dessus. Je pense que tu es d'accord sur le fait qu'il faille faire des vestiaires, qu'il faille faire des tribunes.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le maire, j'ai été de 8 ans directeur des sports d'une grande collectivité. J'ai mené des programmes comme ça, notamment des écoles de sport. Il y en avait 5 à Saint-Etienne. Et pour le coup, avec 78 000 licenciés, ça commence à peser.

Christophe VIGNAUD :

Mains ne compare pas Saint-Etienne avec Soorts-Hossegor, s'il te plaît.

Lionel BARBERIS :

Mais c'est 400 personnes au service des sports. Mais pour le coup, c'est de l'équipement. On avait 70 terrains de foot à Saint-Etienne, vous vous en doutez. C'est sûr qu'on avait de l'équipement. Mais on avait aussi une logique de programmation, on avait une logique en termes d'écoles des sports et simplement, aujourd'hui, on pense que, 4 ans et demi après le début du mandat, on aurait aimé que ce soit quelque chose qui se traite beaucoup plus tôt.

Là, on est bons pour faire un programme avant les élections, c'est dommage. On aurait dû avoir des vestiaires avant.

Christophe VIGNAUD :

Alors on n'est pas d'accord sur le timing, mais on est d'accord sur la finalité. Et moi, c'est ça qui m'importe, il n'y a pas que des vestiaires. Parce que tu sais très bien que dépenser 700 000 ou 800 000 euros dans des vestiaires uniquement, ça ne nous paraît pas raisonnable.

Et donc on a pensé quelque chose de plus grand qui puisse accueillir l'ensemble des sports, l'ensemble des associations et qui soit quelque chose qui soit réellement un marqueur, qui n'existe pas dans la ville depuis très longtemps.

Et tu as entièrement raison, quand tu prends le comparatif de Capbreton, ils ont des éléments qui sont probants et qui font qu'aujourd'hui, ils sont vraiment bien, ils ont des installations qui sont superbes.

Moi, j'en rêve de ça.

Lionel BARBERIS :

Je sais, ils ont de belles installations. Mais bon, ils ont investi.

Christophe VIGNAUD :

Mais ils ont un héritage aussi qui est là-dessus. Ici, l'héritage, il n'était quand même pas super bon là-dessus. Je suis désolé.

Lionel BARBERIS :

Après, vous dites qu'on va avoir un beau projet, etc... Je suis impatient d'être à la commission. Parce que pour l'instant, on n'a pas encore vu de propositions.

Christophe VIGNAUD :

Moi, je suis comme toi. C'est-à-dire que je ne sais pas ce qui va se passer. Il y a un cahier des charges, il y a eu des réunions qui ont été faites avec les techniciens. Et j'espère qu'on aura quelque chose de bon. En tout cas, on aura notre mot à dire sur la finalité de la chose.

Edouard, à toi.

Edouard DUPOUY :

Oui.

Christophe VIGNAUD :

Vous pouvez rajouter quelque chose ?

Edouard DUPOUY :

Bon, alors, si je rajoute quelque chose, je rajoute quelque chose de concret. Parce qu'on parlait de technique, de vision politique, moi, il y a un point sur lequel je pense que tu avais un boulevard Lionel, et je ne comprends pas pourquoi tu n'es pas intervenu là-dessus.

Parce que le timing, bon... ça se discute. Moi, ce qui me choque le plus, c'est quand on fait des choix d'investissement qui ne portent pas leurs fruits. Et quand on gaspille un peu de l'argent public.

Et typiquement, je vais vous donner un exemple, il y a trois ans, lors de la présentation du budget, je vous avais évoqué, tu en as parlé tout à l'heure, c'était le choix d'augmenter les charges de personnel, le fameux chapitre 12, et la masse salariale.

Il y avait un projet derrière, c'était de créer un poste de chef de l'urbanisme pour restructurer le service.

Et puis notamment, de reprendre une compétence qui avait été initialement à la MACS, si je ne dis pas de bêtise sur l'instruction, on a récupéré cette compétence.

Malheureusement, je suis obligé de le dire, au bout de trois ans, le constat est sans appel. C'est un échec. On a un service qui ne fonctionne pas. On a une cheffe de service qui est partie, qui a été remplacée. On a des agents qui sont en arrêt de travail. On a des administrés qui ne peuvent plus réaliser leurs démarches auprès de la mairie. Et puis, on n'a pas de solution.

Et moi, c'est ça qui me gêne, c'est qu'au bout de trois ans, on a fait cette augmentation-là et ça ne porte pas ses fruits.

Donc, j'aimerais juste rappeler que c'est notre responsabilité d'assurer le bon fonctionnement du service public. Parce qu'on est tous responsables dans cette salle-là-dessus.

Et puis, au vu de la situation, je pense qu'on a le devoir, peut-être dès ce soir, tous ensemble, de répondre à des questions qui me paraissent assez simples et évidentes pour les citoyens.

La première que je pose à tous, avons-nous identifié les causes de ces dysfonctionnements ? Est-ce qu'on sait pourquoi ?

Ça peut être des causes systémiques, on a parlé à plusieurs reprises du droit du travail, ça peut être des causes managériales.

Le second point, c'est quel plan d'action pour faire face à ce dysfonctionnement ? Je pense honnêtement qu'on est en danger et qu'il faut agir vite.

Et il est hors de question, comme j'ai pu l'entendre cette semaine, d'attendre tranquillement mars 2026, afin de tout ceci s'arrêter comme par magie, je n'y crois pas une seconde.

Et puis, troisièmement, question peut-être un peu provocatrice, mais au vu de la situation et de notre défaillance sur ce service-là, ne faut-il pas retransférer cette compétence à la communauté commune de MACS ?

Ça, je pense que ce sont trois questions plus intéressantes que le timing de l'investissement.

Lionel BARBERIS :

Merci Édouard de faire cette intervention puisque ce n'est pas que j'ai laissé le chemin vacant. Enfin, je n'ai pas laissé les choses vacantes, c'est que j'attendais la délibération qui est en fin de conseil sur l'organisation des services.

Puisqu'effectivement, ce que tu soulèves est totalement vrai. Nous avons une fois de plus, pris de la compétence de MACS, si ce n'est la voirie ou on passe des conventions, si ce n'est si, si ce n'est ça, on s'est senti encore plus fort que les autres pour prendre une compétence qui est celle de MACS sur l'urbanisme, service qui était assuré par MACS d'une certaine manière, et qui donnait satisfaction en tout cas.

Aujourd'hui, cinq personnes au service urbanisme, un service fermé, mais il n'y a pas que le service urbanisme qui souffre aujourd'hui puisque je crois qu'à l'accueil, on a eu 4 absences sur 4 postes.

Je veux dire, on a globalement des services, que ce soit même le cimetière, où je crois que la personne qu'on a embauché comme fossoyeur aujourd'hui est inapte au poste. Je veux dire, on cumule les choses. À la fois, ce n'est pas comme si on ne l'avait pas dit. Ça a été dit, ici. Ça a été dit ne faites pas ci, ne faites pas ça, etc.

Maintenant, on prend une délibération qui fait intervenir un extérieur pour dire ce qu'on a déjà dit depuis 4 ans. Tout ce qui est en train de se passer, on l'a dit.

Vous pouvez tout reprendre, tout a été dit. Qu'il ne fallait pas prendre un fossoyeur, qu'il ne fallait pas faire ça à l'urbanisme... Je pense qu'il n'y a pas de surprise.

Aujourd'hui, on a une délibération qui va dire en fin de conseil, qu'on prend une aide extérieure pour organiser les services. La réalité, c'est que pour moi, c'est un constat d'échec global.

C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on prend un extérieur, je suis intervenant pour les collectivités, j'ai fait plusieurs missions dans les collectivités d'organisation de ce type. C'est soit en début de mandat, soit c'est une nouvelle direction générale.

Lorsqu'on a une nouvelle direction générale qui arrive, on m'appelle pour faire des missions de ce type-là. Je vous ai tout dit. Tout ce que je vous ai pu vous dire ici dans ce conseil s'avère vrai.

Tant pis, aujourd'hui, on est face à un constat d'échec. Effectivement, le service urbanisme est fermé depuis 5 jours.

En tout cas, nous, on a des conséquences qui sont concrètes aujourd'hui dans la ville, c'est-à-dire qu'on a aujourd'hui des citoyens qui ne sont plus servi en urbanisme, sur des demandes qu'ils ont légitimes de travaux et autres. On a du coup des architectes qui ne peuvent pas faire poursuivre leurs dossiers, qui ne sont pas payés par les clients. Et on a des gens qui, aujourd'hui, commencent à avoir du mal à payer leurs salariés. Et maintenant, on a les artisans dont je fais partie.

Je suis chef d'entreprise, et il y a des conséquences concrètes de ce qui se passe à Soorts-Hossegor sur mes chantiers. J'ai des chantiers qui ont été décalés alors que j'avais des équipes bloquées parce que le service urbanisme n'a pas traité les dossiers.

Donc, moi, je veux bien tout. Mais la réalité, c'est qu'aujourd'hui, il y a énormément de gens dans la commune qui sont furieux, énervés, et on peut dire plein de choses.

Du fait du non-traitement de ces dossiers.

Edouard DUPOUY :

On est d'accord. Tu as raison. Ça ne marche pas. Tu ne fais que paraphraser tout ce que je viens de dire. Ce n'est pas la peine de redire ce que je viens de dire. Quelles sont les pistes de solutions ?

Lionel BARBERIS :

Parce que c'est moi qui dois te les apporter aujourd'hui peut-être ?

Edouard DUPOUY :

On est plusieurs autour de la table.

Lionel BARBERIS :

Ça fait des années que je vous dis qu'il faut arrêter ça, et vous continuez. Je viens de vous dire tout ce que je vous ai dit.

Edouard DUPOUY :

On est plusieurs, on peut en parler.

Lionel BARBERIS :

Allez-y, agissez.

Patrice BIANCONE :

Peut-être qu'il faudrait répondre à la première question qu'a posé Édouard tout à l'heure, c'est-à-dire, est-ce qu'on a déterminé les responsabilités ? Ça me semble évident avant d'apporter des solutions. Tu seras d'accord avec moi, Édouard ?

Les responsabilités et ensuite les solutions par rapport aux responsabilités qu'on devra déterminer, ça me semble essentiel.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Excuse-moi Véronique, je me permets. Je me permets de répondre à la question d'Édouard.

Ta toute première question, les causes ont-elles été identifiées ? Oui.

S'est-il passé quelque chose ? Non, je l'ai déjà dit au conseil précédent.

Si un jour vous voulez consacrer une réunion ou des débats, je n'ai aucun souci, on peut même le faire de façon publique, je suis tout à fait disposée à exposer les faits.

Christophe VIGNAUD :

Et les solutions ?

Edouard DUPOUY :

Et le plan d'action. Si tu as identifié les causes, il faut un plan d'action.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'ai demandé des choses. Ça peut être un plan...Alors je ne sais pas si ça s'appelle un plan d'action.

Christophe VIGNAUD :

Attends...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais il y a des choses qui ont été identifiées et il y a des choses en tant qu'options qui ont été demandées et qui n'ont jamais été mises en œuvre. En tout cas pour tenter de... je ne sais pas si ça aurait marché. Mais ça n'a pas été tenté.

Christophe VIGNAUD :

Maintenant on est dans une situation où on est comme ça.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On n'a plus le choix en fait.

Christophe VIGNAUD :

Non, on a toujours le choix.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais aujourd'hui on n'a plus le choix.

Christophe VIGNAUD :

On a toujours le choix de quelque chose. Maintenant quelle est la solution pour pouvoir se sortir de cette situation ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ça fait des années que je dis la même chose. Il a fallu qu'on arrive à cette situation absolument inédite pour qu'enfin, visiblement on se saisisse du problème.

Christophe VIGNAUD :

Non, le problème il a toujours été saisi. Maintenant quelle solution tu proposes ?

Patrice BIANCONE :

Excusez-moi mais je reviens à la charge. Est-ce qu'on peut identifier les causes ?

Est-ce qu'on peut connaître nous, parce qu'on est dans le schwarz absolu si vous permettez l'expression. Donc moi je voudrais connaître les raisons du non-fonctionnement.

Comment se fait-il qu'un service soit effectivement fermé. Je te rejoins à Lionel, ça me surprend et ça dure depuis quand même un peu trop longtemps. J'ai effectivement des amis artisans qui se plaignent aussi. Qui ont des dossiers en cours qui prennent du retard.

Donc je voudrais savoir moi, je pense que tout le monde ici est dans la même situation, savoir pourquoi ça ne fonctionne pas.

Et puis après on peut parler des solutions. Mais si on ne connaît pas les causes, comment réfléchir aux solutions ? Ça me semble logique.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

La cause factuelle c'est que tout le monde est en arrêt maladie.

Patrice BIANCONE :

Mais pourquoi sont-ils en arrêt maladie ? Il y a une épidémie ? Qu'est-ce qu'il se passe ? Il y a une épidémie dans le service ? Quelle est la raison ?

Lionel BARBERIS :

Ce qui est le cas aussi de l'accueil. Donc en fait le service à la population globalement n'est pas rendu.

Christophe VIGNAUD :

A l'accueil c'est fini, tout est rentré dans l'ordre.

Lionel BARBERIS :

Enfin c'est fini, mais tout le monde a tourné au niveau de l'accueil. Je crois qu'il a fallu l'organiser. C'est quand même dramatique.

Christophe VIGNAUD :

Il peut y avoir dans des services, pardon de te couper, mais il peut y avoir des moments de troubles. Et ça a été un peu le cas. Mais aujourd'hui, c'est stabilisé et ça le sera.

Lionel BARBERIS :

Il y a eu quand même des esclandres en plein public.

Christophe VIGNAUD :

Ça c'est un autre sujet.

Lionel BARBERIS :

Oui, mais cela nécessite sûrement des sanctions des choses comme ça. On ne va pas rentrer dans le détail parce que je pense que ce n'est pas le lieu pour le coup effectivement.

Christophe VIGNAUD :

Non, ce n'est pas le lieu mais en tout cas c'est un autre sujet.

Lionel BARBERIS :

Mais il y a des choses qui se sont passées et qui ne sont pas normales.

Jean-Marc LEROY :

Ce sont des sujets qui seront abordés en commission RH la semaine prochaine.

Christophe VIGNAUD :

Voilà, tu es entièrement raison mais c'est quelque chose sur lequel on a été saisi et sur lequel il y a bien entendu des actions.

Après je te donne la parole. Donc l'accueil, c'est quelque chose qui est réglé qui est en train de se régler.

Après concernant l'urbanisme, aujourd'hui c'est vrai. Quelles sont les solutions par rapport à ça ? L'épidémie est là, maintenant qu'est-ce qu'on fait ?

Ce n'est pas parce qu'ils sont tous malades qu'il faut qu'on se regarde en chien de faïence. Alors des actions ont été mises en place, puisqu'on va avoir une aide extérieure qui va nous aider pendant un moment, le temps de savoir s'il y en a qui reviennent ou pas.

Ça c'est le premier point, après Maëlle, tu as peut-être d'autres solutions ?

Lionel BARBERIS :

Monsieur le maire, quand j'interviens dans les collectivités, on a des process d'intervention qui sont très clairs.

Je ne vais pas les détailler ici. Je veux dire intervenir, faire les entretiens individuels, voir ce qui se passe, prendre des décisions, être clair avec notamment la ligne hiérarchique sur ce qui se passe. Parce que je pense qu'il y a des responsabilités qui sont partagées là-dessus à tous les niveaux, de toutes les personnes qui s'occupent de ces services. Et franchement il y a des process qui sont assez clairs et faciles à mettre en place.

Pour le coup, je vous ai suffisamment alerté sur les problèmes que vous alliez rencontrer, que vous rencontrez aujourd'hui. Si en plus il faut que je fasse l'audit, ça va aller !

Sur l'urbanisme, je vous ai dit il ne fallait pas cinq personnes à l'urbanisme.

Non mais l'urbanisme, je vous l'ai toujours dit, quand on en a parlé, je disais attention à l'urbanisme, vous êtes à cinq personnes au service urbanisme, alors qu'il y en avait deux. On a pris trois postes de plus pour avoir aujourd'hui un service fermé.

Edouard DUPOUY :

Mais ça ne répond pas à la problématique. Je reste convaincu que le fait d'avoir cinq personnes, c'est dimensionner le service, le restructurer, ça a du sens. Ce n'est pas ça le problème et on a mis des moyens. Ce n'est pas du tout ça le problème.

Aujourd'hui, on est confronté à un dysfonctionnement. On a mis de l'argent, on a mis des moyens, ça ne marche pas. Pardon, tu ne réponds pas à la marche avant quand c'est fait.

Jean-Marc LEROY :

La vraie question à se poser, c'est pourquoi en ce moment on a quatre personnes en arrêt maladie. Quel type de maladie, j'aimerais bien savoir.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Alors, je me permets de reprendre ce que tu disais. Je comptais le faire, mais je le dis. Je souhaite également à la prochaine commission RH, aborder encore et toujours, puisque ça ne date pas d'hier, la problématique du service urbanisme, parce que pour ma part, je vous alerte sur des problématiques internes RH depuis maintenant des années.

Je persiste, et en commission RH, je vous exposerai ce que j'ai déjà dit, mais je le referai.

Et je serais ravie que toi, Jean-Marc, que tu te saisisse de ce dossier parce qu'encore une fois...

Jean-Marc LEROY :

N'inquiète pas, je vais m'en saisir et j'ai déjà commencé d'ailleurs. Mais au-delà de simplement constater ou dire voilà ce que j'ai dit, moi, j'aimerais bien qu'on me mette sur la table les plans d'action qui ont été proposés pour régler les problèmes. Aujourd'hui, je n'en vois pas. Je n'ai eu connaissance de rien. On ne fait que laisser la situation se dégrader. Alors qu'est-ce qu'on fait ?

Patrice BIANCONE :

Jean-Marc, il faudrait peut-être qu'on nous explique d'abord pourquoi ça ne fonctionne pas et après, on passera aux solutions.

Jean-Marc LEROY :

Je suis d'accord. Mais le problème, c'est pourquoi ça ne fonctionne pas ? Tu as raison. Il n'y a plus personne. Pourquoi il n'y a plus personne ? Mais il faudrait creuser cette question.

Patrice BIANCONE :

Pourquoi ça ne fonctionne pas ? Quel est le problème ? Si on ne connaît pas le problème, comment apporter les solutions ?

Jean-Marc LEROY :

Si quelqu'un a la réponse, je suis preneur. Je veux savoir. D'ailleurs, Maelle tu es responsable du service.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Les causes, je les ai.

Jean-Marc LEROY :

Quelles sont les causes ?

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Ça me paraît très délicat de façon publique de rentrer sur des considérations humaines.

Jean-Marc LEROY :

On reporte ça la semaine prochaine ?

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Je te dis ça par respect pour les agents.

Patrice BIANCONE :

On n'est pas obligé de citer des noms. Pourquoi sont-ils tous absent ? Je ne demande pas des noms, je ne demande pas des têtes à couper. Je demande pourquoi ça ne fonctionne pas.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Patrice, même sans citer de noms, on parle de cinq personnes. Tu te doutes quand même que c'est extrêmement tentant pour moi de rentrer dans les détails.

Mais ça me paraît extrêmement limite. Alors si effectivement, je le dis là, si effectivement il ne se passe encore une fois rien après toutes les belles annonces qui viennent d'être faites, je m'engage effectivement publiquement à donner des détails. Mais ça me paraît irrespectueux vis-à-vis de cinq agents de rentrer dans des détails parce que la problématique est humaine.

Elle va relever d'une façon de travailler, d'une façon de vivre, de savoir-être tout ce qu'on retrouve sur les fiches de postes. Ça me paraît quand même extrêmement déplacé là publiquement de rentrer dans ce détail-là.

Patrice BIANCONE :

On donne raison à l'opposition alors.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Jean-Marc, toi qui es aux RH, est-ce que on peut se permettre ce genre de choses en conseil municipal ou pas ? En revanche sinon je donne un exemple. Sinon, je donne un exemple immédiatement, j'en ai un.

Jean-Marc LEROY :

Je crois que ce n'est pas le lieu.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Il me semble, mais j'ai un très bon exemple.

Jean-Marc LEROY :

Ce n'est pas le lieu d'évoquer ce type de problème dans le détail. Mais il y a quand même des problématiques générales dont on peut parler peut-être.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Il y a des problématiques globales en termes de gestion. Je vous donne un exemple, parce que sinon Patrice va être frustré et pas que lui j'imagine. Je vous donne un exemple.

Patrice BIANCONE :

Pas que moi, Je pense que tout le monde se pose la question.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Quand vous avez une personne, je n'irai pas plus en détail sinon vous saurez, j'irai trop loin, qui agresse un administré, verbalement. Mais ça peut être très violent verbalement. Et que suite à ça, qui est d'après moi une faute et une faute grave.

On lui donne une semaine de congés. Je ne suis pas sûre que ce soit le meilleur signal à envoyer. Ni à nos administrés évidemment, ni même aux autres agents du service. Il aurait dû à ce moment-là y avoir, j'imagine, une sanction. De quelle nature, je ne sais pas. Je ne travaille pas aux ressources humaines.

Jean-Marc LEROY :

Est-ce que tu l'as demandé la sanction ?

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Oui mais apparemment il y a des voies officielles à suivre. Je ne savais pas qu'il fallait peut-être faire un recommandé. Je ne sais pas. Bien sûr que je l'ai demandé, bien sûr. C'est un exemple et je m'arrêterai là parce que même ça je trouve ça plus que limite. Mais je me dois de me justifier.

Christophe VIGNAUD :

Alors, moi je rebondis là-dessus et je te donnerai la parole Lionel. Je rebondis là-dessus. Il y a un esclandre. Très bien. Les sanctions pas données, ou à donner, peu importe. Ok. Mais maintenant quelles sont les solutions ? Moi ce qui m'intéresse, et ce qui nous intéresse tous et je pense que toi tu es le premier chef.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

La solution là en l'occurrence c'était de sanctionner. C'est un exemple. Oui mais multiplié depuis 4 ans. Ça s'accumule.

Christophe VIGNAUD :

Alors sanctionner sur un événement ne fera pas avancer les dossiers qui sont en attente, ne fera pas remettre une ambiance à l'intérieur d'un groupe, sanctionner ne remettra pas les gens du travail, c'est un exemple peut-être parmi tant d'autres cela étant on se retrouve aujourd'hui dans une situation où on aurait peut-être dû sanctionner ou il se peut-être que ça va être sanctionnable, ça c'est une chose mais quelle est la solution derrière qu'est-ce qu'on va faire ? qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui, puisqu'on en a quatre qui sont sur le carreau.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Rétablir l'ordre, la hiérarchie, rétablir les fondamentaux même d'un agent de la fonction publique

Jean-Marc LEROY :

Oui enfin, cela ne règle pas le problème des maladies.

Christophe VIGNAUD :

Non ça fera un arrêt maladie supplémentaire peut-être...

Lionel BARBERIS :

Je ne sais pas, je suis désolé ce n'est pas ce n'est pas pour intervenir sur la partie mais je pense qu'il faut effectivement monsieur le maire il faut un peu élever les débats, je pense qu'il faut peut-être revenir sur le conseil mais surtout en tout cas juste une petite piste parce que là je pense que ça peut être pas mal.

Oui, parce que vous en cherchez, donc je vous en donner... éclaircissez le fonctionnement entre la tête, c'est-à-dire « premier adjoint-maire et direction générale », que chacun soit bien à sa place et à son poste. Que les choses soient claires pour les agents et je pense que les arrêts maladies il y en aura moins. C'est à dire que déjà si vous éclaircissiez le fonctionnement entre vous, ce serait déjà une bonne piste, parce que s'il y a cinq personnes absentes ça veut dire que c'est au-dessus que ça dysfonctionne et juste au-dessus c'est vous trois.

Donc c'est parce que c'est un peu énervant d'entendre ça ici, sachant que les personnes qui parlent sont aussi là les responsables.

Donc on nous dit à nous quelles sont vos solutions ? Voilà écoutez, celui-là de conseil il est gratuit, d'habitude il est payant. Merci Monsieur le Maire

Christophe VIGNAUD :

Merci, cela étant, on a déjà une solution à partir de la semaine prochaine parce qu'on n'a pas attendu pour essayer de trouver des solutions.

Maintenant, on va aller plus en détail. Chacun en prendra sa responsabilité. Moi tu me connais, sur ce sujet-là, je ne refuse rien.

Mais je pense que les uns et les autres, que ça soit à gauche et à droite, et on aura une belle commission RH dans laquelle on pourra s'exprimer.

Lionel BARBERIS :

On aura une belle commission RH. Qui n'a pas eu lieu depuis mars, je le déplore et je l'ai dit et je l'ai écrit. Mais j'aurais préféré qu'on en ait plus.

Christophe VIGNAUD :

Jean-Marc LEROY est arrivé à ce moment-là.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je me permets...

Christophe VIGNAUD :

Les réunions tu as du mal à y venir déjà...

Lionel BARBERIS :

Ah je l'attendais celle-là !

Christophe VIGNAUD :

Non mais c'est parce que...Non mais attends...

Lionel BARBERIS :

Merci monsieur le maire. Merci de me la servir sur un plateau.

Christophe VIGNAUD :

Non, je ne le sers pas sur un plateau. Tu as du mal à y venir parce que tu as une occupation qui te prend du temps.

Lionel BARBERIS :

Je suis juste chef d'entreprise et j'ai plusieurs entreprises. Mais ce n'est pas pour autant que je ne suis pas engagé.

Christophe VIGNAUD :

Mais je n'ai jamais dit le contraire. Mais ça veut dire qu'on essaie de trouver des moments où tu puisses venir.

Lionel BARBERIS :

Oui, vous avez raison monsieur le maire.

Christophe VIGNAUD :

Toutes tes interventions sont intéressantes.

Lionel BARBERIS :

Merci. Mais c'est pour ça que la commission RH a lieu jeudi prochain à 14h.

Christophe VIGNAUD :

Non, c'est parce que j'ai une disponibilité à ce moment-là.

Lionel BARBERIS :

C'est ce que vous dites. Mais c'est 14h00 et on me dit que c'est parce que les personnes qui fixent la réunion, vous êtes à la retraite et vous n'êtes pas disponibles.

Christophe VIGNAUD :

Tu es gentil. Alors ça sur ce sujet-là, tu me le sers sur un plateau, à la retraite tu me dis, une retraite comme ça...

Lionel BARBERIS :

Vous êtes à la disposition de la collectivité.

Christophe VIGNAUD :

Mais même titre que tous les élus.

Jean-Marc LEROY :

C'est bizarre, parce que la commission finance elle est aussi à 14h. Ça ne gêne pas, apparemment.

Lionel BARBERIS :

Ça gêne tout pareil. Alors j'y serai. Je serai à la commission RH parce que je m'organise. Et je suis à la commission finance parce que je m'organise. Mais dire que je ne suis pas aux commissions, c'est quand même déplacé.

Tenez à ce propos parce que je n'ai pas dit que je n'étais pas à la commission RH. Je serai à la commission RH à 14h.

Mais je me suis organisé pour. Je suis chef d'entreprises et je préférerais qu'on ait réunion le soir.

Christophe VIGNAUD :

Mais on ne peut pas faire tous les soirs.

Intervention inaudible

Lionel BARBERIS :

Et donc c'est la même chose pour vous. C'est pour ça, je viens de collectivités où les réunions d'élus étaient tous les soirs.

Christophe VIGNAUD :

Non, on ne peut pas faire tous les soirs.

Lionel BARBERIS :

Et c'est à l'administration à s'adapter.

Christophe VIGNAUD :

On ne peut pas faire tous les soirs parce qu'on a aussi des conseils communautaires, des bureaux communautaires, des conseils des maires.

Lionel BARBERIS :

Il n'y a pas de problème. Mais c'est marrant parce qu'ailleurs ça fonctionne. Moi, j'ai connu des collectivités où en journée on n'avait pas de réunion avec les élus.

Christophe VIGNAUD :

Tu aurais dû rester dans ces collectivités-là, parce qu'elles étaient vraiment mieux que la nôtre.

Lionel BARBERIS :

Alors là, c'est un propos totalement déplacé monsieur le Maire.

Christophe VIGNAUD :

Mais attends, mais tu fais des critiques sur l'organisation.

Lionel BARBERIS :

Mais des critiques de quoi ? Vous me reprochez de ne pas être aux commissions. C'est vous qui attaquez.

Christophe VIGNAUD :

Je te le reproche pas je te dis qu'il est dommage que...

Lionel BARBERIS :

Vous m'attaquez sur mes absences aux commissions. Je suis aux commissions.

Christophe VIGNAUD :

Mais ne t'énerves pas.

Lionel BARBERIS :

Et quand je suis invité, parce que je vous rappelle que la commission, notamment sur l'indemnisation de la place des Landais, d'accord ? Vous avez eu tous les documents. J'étais le seul à ne pas les avoir. Et le cabinet d'Experts comptables qui a analysé les bilans est arrivé en commission. J'étais le seul à ne pas connaître les bilans. En fait, on fait exprès de ne pas me transmettre les bilans...

Christophe VIGNAUD :

J'ai découvert en même temps que toi.

Lionel BARBERIS :

Vous étiez destinataires.

Christophe VIGNAUD :

J'ai découvert en même temps que toi.

Lionel BARBERIS :

Non, vous étiez destinataire du mail avec tous les documents au mois de mai. Et on a eu une réunion en septembre. J'ai découvert les documents. Je suis membre de la commission, je n'étais au courant de rien. Donc c'est facile de dire que "je ne suis pas aux commissions".

Vous avez des élus ici qui sont absents, M. le maire, depuis des conseils et des conseils. Parce qu'eux, ils ont des bébés. Super.

Je veux dire, moi, j'ai des entreprises. Je suis désolé. Mais pour le coup... Non, mais vous trouvez des excuses pour les uns et pas pour les autres.

Donc je trouve ça un peu déplacé et facile. Et quand je dois être là à 14 heures, je suis là à 14 heures. Maintenant, oui, effectivement, il y a une commission Enfance Jeunesse.

Je n'y vais pas parce que quand c'est en journée ou même... Je fais des choix. Je suis obligé. En plus, ça fonctionne. Mais je suis informé et ça fonctionne. Donc je ne critiquerai pas ça.

Mais ce que je veux dire, c'est qu'à des endroits où je suis présent, les commissions RH, j'ai toujours attelé à être présents. Donc je serai là à 14 heures.

Et je rappelle juste que la dernière commission RH était au mois de mars, six mois et entre temps, il y a beaucoup de décisions RH qui ont été prises sans demander l'avis de la commission.

Christophe VIGNAUD :

On sera ravis de te voir à la commission RH.

Lionel BARBERIS :

J'y serai comme j'y suis toujours allé, M. le maire.

Christophe VIGNAUD :

Non, mais alors d'abord, tu ne t'énerves pour rien parce que ce n'était pas une critique.

Lionel BARBERIS :

Mais non, je m'énerve parce que je vous dis que je ne suis pas aux commissions.

Christophe VIGNAUD :

Ce n'était pas une critique. Tu le prends comme une critique et ce n'était pas une critique.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Comment ? Non, ce n'est pas déplacé.

J'ai aussi le droit de dire ce que je pense. Donc voilà. Et ce n'était pas une critique.

Puis, Jean Marc venait d'arriver à ce moment-là. Donc je suis désolé. Donc c'est très bien que tu sois à la commission RH et c'est très bien que tu sois la commission finances.

Et on sera ravis de partager ces moments-là avec toi. Maintenant, on va recadrer le débat parce que ça fait 40 minutes qu'on est là-dessus et j'aimerais bien qu'on passe au vote si vous en êtes d'accord.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'aimerais juste terminer.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais ça serait bien qu'on termine et qu'on passe à autre chose.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, on va terminer. Je rends la parole à Edouard juste après. Je trouve normal d'être interpellée sur ce qui se passe dans le service, concernant les causes, je les ai données, concernant les solutions, à un moment, c'est normal en tant qu'élue, qu'on soit interpellés. Normal, on est là pour ça, mais je ne suis pas directeur général des services.

Donc, je veux bien proposer des choses. Mais ce n'est pas moi la technicienne et encore moins sur les ressources humaines. Cependant, je ne suis pas du genre à reculer devant mes responsabilités.

Et je vous donne juste un simple exemple. Quand je réclame un arrêté favorable et qu'on me le refuse. En m'expliquant que je réclame des actes illégaux, que je sors de mon cadre, etc.

Là, je ne suis plus responsable. Donc, il y a un moment, je veux bien être responsable de beaucoup de choses. Mais ma responsabilité ne peut pas être à géométrie variable.

Christophe VIGNAUD :

Mais tu n'es pas technicienne. Donc, ce n'est pas à toi de le dire.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais visiblement, je le suis au RH.

Christophe VIGNAUD :

Non, non.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Donc, laissez-moi la technicité de l'urbanisme.

Christophe VIGNAUD :

On ne va pas refaire la totalité du match.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et rendez la technicité des ressources humaines à ceux dont c'est le métier.

Christophe VIGNAUD :

On va voter et ça ne sert à rien de toutes les manières de repartir sur ce sujet-là. On va passer aux votes.

Oui, vas-y, Henri.

Henri ARBEILLE :

J'adore le soupir que tu es en train de pousser en me regardant. On sent vraiment de l'amour dans ce message.

Christophe VIGNAUD :

Surtout avec toi, je suis très amoureux.

Henri ARBEILLE :

C'était juste pour recadrer les choses, mettre un peu au-dessus de la mêlée, en disant que ce genre de débat, effectivement, je l'entends. Je ne suis pas là pour réactiver et mettre du feu sur les braises, nous devons l'avoir en interne, à travers toutes les commissions, tous les élus qui soient en commission finance ou pas, concernés.

Et, Edouard, je t'envoie un message en disant qu'on a parlé tout à l'heure d'héritage qui était présent ou pas présent. Là, sur le plan de l'urbanisme, on s'est quand même battus pour protéger notre commune, pour créer le fameux SPR, site patrimonial remarquable.

Et quand j'entends dire là, nous choisirons la pré-instruction et que nous avons décidé, qui est un choix politique que vous assumez encore une fois, de faire l'instruction complète, on l'accepte. Mais personnellement, je ne veux surtout pas entendre dire ce soir, et ça sera mes derniers mots, que l'on va laisser MACS gérer notre SPR, s'il vous plaît.

Alors ça, encore une fois, non, j'espère que tous les élus vous êtes tous d'accords avec moi. On ne va pas faire ce plaisir de laisser à la commune et les communes de gérer notre service urbanisme.

Christophe VIGNAUD :

On n'a jamais dit ça.

Henri ARBEILLE :

Mais ça, je l'ai entendu. Non. C'est tout ce que je veux dire.

Christophe VIGNAUD :

On n'a jamais dit ça et on a dit une chose qui était très simple.

Non, mais Henri, on n'a jamais dit ça. Tu le sais très bien. Il a sorti la solution pour essayer de piquer au vif un peu tout le monde et savoir que si on redonnait la possibilité à MACS de gérer, c'était une des solutions, comme plusieurs pistes, comme il y a plusieurs pistes qu'on peut évoquer quand on parle de finances et d'actions.

Comment ? Non, mais tu peux regarder la solution. Et après, c'est comme le menu au restaurant. Tu n'es pas obligé de le prendre.

Jean-Marc LEROY :

Il faut quand même savoir ou se dire que si le service urbanisme devait continuer, persister, à rester fermé, il va bien falloir trouver des solutions.

Et donc de transférer des compétences à des gens qui sont capables de le faire et de l'assumer.

Henri ARBEILLE :

Non, non, il y a d'autres solutions avant.

Jean-Marc LEROY :

Si nous ne sommes pas capables de les assumer, ça veut dire que nous sommes en défaut.

Christophe VIGNAUD :

Ça ne sert à rien de débattre puisqu'il y a déjà une solution qui est apportée déjà dès lundi. Donc maintenant, c'est de savoir comment on peut réintégrer ou réorganiser ce service avec les agents ou peut-être sans les agents. Je ne sais pas. De toutes les manières. On ne va pas tergiverser pendant trois ans.

Lionel BARBERIS :

La seule chose, c'est qu'il y a une urgence pour les artisans, monsieur le maire, pour les architectes, pour les citoyens.

Christophe VIGNAUD :

Il y a urgence pour les artisans, oui, tu as raison, mais aussi pour les pétitionnaires.

Bon, on passe au vote, si vous en êtes d'accord, parce que sinon on est parti pour deux heures, rien que sur ce sujet-là et on a encore quelques petites délibérations derrière.

Edouard DUPOUY :

Pour rappel, on vote la DM.

Christophe VIGNAUD :

Oui, on vote la DM, je t'ai passé le papier ou pas ? Parfait. Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Et qui est pour ?

Délibération n° 240927-01 : Décision modificative n°3/2024 budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 5 septembre 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-02 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-03 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°2 de 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°3/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à -176 000,00 € et en section d'investissement à 190 000,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	011	020	60621		Fourniture de combustible	10 000,00
D	F	011	71	61351		Location matériel roulant	25 000,00
D	F	011	282	61358		Location autres matériel	2 000,00
D	F	011	845	615232		Entretien des réseaux	10 000,00
D	F	011	020	6161		Assurances	20 000,00
D	F	011	020	62268		Autres honoraires	19 000,00
D	F	011	020	6227		Frais d'actes et de contentieux	15 000,00
D	F	65	420	657363		Subventions fonctionnement CCAS	-45 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions (enveloppe manifestations)	-4 000,00
D	F	65	020	65748		Subvention Chantons sous les pins	4 000,00
D	F	65	326	65748		Subvention Fédération Française de surf	10 000,00
D	F	65	020	65748		Subvention ACCA Chasse	1 500,00
D	F	65	025	65818		Autres redevances	-35 000,00
D	F	65	025	65888		Autres charges de gestion courante	35 000,00
D	F	014	020	7398		Reversements, restitutions et prélèvements divers	-176 000,00
D	F	023	01	023		Virement à la section d'investissement	-67 500,00
Dépenses de fonctionnement							-176 000,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	F	73	633	731721		Taxe de séjour - Département	-40 000,00
R	F	73	633	731721		Taxe de séjour - Région GPSO	-136 000,00
Recettes de fonctionnement							-176 000,00

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	I	20	020	2031		Etude faisabilité complexe sportif	10 560,00
D	I	204	020	2041512		Macs fonds de concours zone apaisée	10 000,00
D	I	21	845	2151	9494	Réseaux de voirie, zone apaisée (marché)	-50 000,00
D	I	21	845	2151		Réseaux de voirie, zone apaisée	5 000,00
D	I	21	020	215731		Matériel roulant de voirie (solde après achat polybenne)	-4 600,00
D	I	21	020	2158		Install. Matériel et outillage garage (compresseur)	4 600,00
D	I	21	282	2188		Matériel petit équipement sportif	2 000,00
D	I	27	510	27638		Créances à l'EPFL	-12 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Travaux divers (potentialité d'investissement)	224 440,00
Dépenses d'investissement							190 000,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	I	13	847	1328	9463	Subvention Agence de l'eau - Pluvial Av. de Bordeaux	257 500,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	-67 500,00
Recettes d'investissement							190 000,00

***Après en avoir délibéré,
Avec 22 voix pour
3 voix contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT)
1 abstention (C. DUCAMP)
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°3/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

2. Autorisations de programme et crédits de paiement - décision modificative n°3/2024 du budget principal

Edouard DUPOUY :

Deuxième point, les AP/CP. Donc on a deux modifications. La première, il est nécessaire de modifier l'APCP Voiries.

En fait, on a ajusté un montant de 50 000 € qui était prévu sur l'année 2024 sur l'aménagement. Et donc du coup, on fait le choix de le décaler tout simplement sur l'année 2028. Ça ne change pas le montant global de l'AP/CP.

Et l'autre point, c'est la création d'une nouvelle autorisation de programme. En effet, afin de regrouper et mieux définir les besoins de la collectivité, un marché unique dit de la "sûreté globale" a été préparé.

Il cadrera les besoins en fourniture et déploiement de matériel pour notamment la fibre noire, le raccordement des divers bâtiments publics aux réseaux informatiques, la poursuite du maillage de vidéoprotection, la mise en place du contrôle d'accès aux salles associatives de Soorts.

Donc l'AP/CP s'élève à 1 000 050 €. Il est étalé de 2025 à 2028. Et donc le marché devrait être lancé dans les prochaines semaines et couvrir les besoins potentiels sur 2 ans, 2025 et 2026, et être renouvelable deux fois une année.

J'anticipe une remarque. On aurait pu effectivement mettre en place des AP/CP sur ce domaine précis, en amont, mais il n'est jamais trop tard, et on avance ainsi. Voilà. Est-ce qu'il y a des remarques ?

Encore vous ? Vous avez épuisé votre temps de parole ? *Rires*

Lionel BARBERIS :

Encore moi. Je ne savais pas qu'on avait un temps de parole.

Christophe VIGNAUD :

Oui, c'est comme les trucs, on appuie sur les buzzers.

Lionel BARBERIS :

On va essayer de faire un conseil pas trop long, mais sur certains sujets, il faut quand même qu'on en parle. Juste pourquoi on découvre cet AP/CP sur la "sûreté globale", alors qu'on a eu une commission finance à laquelle j'étais présent, et ça n'a absolument pas été abordé.

Et je trouve que 1 million d'euros sur la table sans l'aborder en commission finance deux semaines avant, ce n'est pas très sérieux, surtout que je ne suis même pas sûr que cette sûreté globale ait été abordée dans une seule commission.

Christophe VIGNAUD :

Si, en commission générale.

Lionel BARBERIS :

La commission générale aborde les sujets du conseil. Là, on engage 1 million d'euros.

Christophe VIGNAUD :

On prévoit...

Lionel BARBERIS :

On prévoit, 1 million d'euros de travaux, sachant que quand j'ai demandé le détail de ce million d'euros, je n'ai pas 1 million d'euros au total, donc j'aimerais savoir pourquoi on engage 1 million d'euros, alors que j'ai un total de 800 et quelques mille euros sur ce qu'on me présente en travaux.

Christophe VIGNAUD :

850 154€

Lionel BARBERIS :

Oui, mais du coup on est à 1 million d'euros de programmation, donc je ne comprends pas pourquoi il y a un tel écart. On prévoit l'inflation peut-être, c'est ça ? On ne sait jamais.

Edouard DUPOUY :

Non mais après tu vas dire, je ne comprends pas. Vous n'avez pas laissé une marge ?

Lionel BARBERIS :

Mais un AP/CP, c'est fait pour être ajusté. Au contraire, il faut l'ajuster. Ça aurait été bien d'avoir le bon chiffre de l'ajuster en fonction des travaux.

Edouard DUPOUY :

Ce qui permettra de l'ajuster à la baisse, s'il faut l'ajuster à la baisse...

Lionel BARBERIS :

Oui, c'est très prudentiel et très professionnel.

Christophe VIGNAUD :

Ce qui n'est pas inclus là-dedans, c'est l'entretien. La partie entretien n'est pas dedans, mais bon, c'est 35 000€.

Lionel BARBERIS :

Non, mais du coup, la Sûreté globale, je vous remercie d'avoir fait le document tout en détail, ça doit vous demander un peu de travail pour faire le détail.

Christophe VIGNAUD :

Pas du tout, on l'avait déjà fait.

Lionel BARBERIS :

On l'avait déjà fait ? Un document qui date d'hier, c'était très bien.

Christophe VIGNAUD :

Parce qu'on l'a sorti comme ça. Mais on l'avait déjà fait.

Lionel BARBERIS :

Merci. Et du coup, on a effectivement l'AP/CP qu'on découvre sur la Sûreté globale, et quelle commission, je ne sais pas si Mathilde s'en est saisi sur la commission sécurité, je ne sais pas si une autre commission qui s'est saisi de ce sujet-là, qui me semble important. Et Quentin, qui pour le coup n'est pas là et qui est la personne qui porte ce projet.

Bon, je regrette simplement que sur des programmes de 1 million d'euros, la commission finance ne soit pas informée.

Edouard DUPOUY :

Bon, moi je constate que tu ne remets pas en cause le fonds de cette AP/CP, ça reste le plus important dans cette histoire.

Lionel BARBERIS :

Le sujet en lui-même, il est cohérent, il me semble bien. Il n'y a aucun problème là-dessus. Si ce n'est que je le répète, quand on fait des commissions, c'est pour qu'elles soient le plus efficaces possible, puisqu'on va éviter de gâcher notre temps en commission, on est tous d'accord. Voilà, merci.

Christophe VIGNAUD :

Je rappelle juste à l'Assemblée qu'on a augmenté les caméras que les équipes précédentes avaient mis en place, et je les remercie parce que c'est réellement important, 86% des résolutions sont réalisées grâce à nos caméras et tu parlais de Capbreton que tu connais.

La gendarmerie de Capbreton vient nous saisir de façon régulière pour les réquisitions.

Lionel BARBERIS :

Le travail sur la fibre noire est intéressant aussi parce que là aussi, je me suis renseigné pourquoi la fibre noire ? Et, pour le coup, le développement qui est prévu est plutôt cohérent, donc merci.

Christophe VIGNAUD :

Alors, c'est cohérent par rapport à un sujet qu'on avait abordé la première année où on n'avait pas de...J'ai perdu le nom. D'organisation des risques, s'il y avait un pépin... Voilà. Et donc, de ce fait, ça nous a forcés à faire une fibre noire pour garder notre indépendance, et avoir la possibilité en temps de crise, quelle qu'elle soit, de pouvoir communiquer entre nous et ça, c'est hyper important. C'est la raison pour laquelle on a poussé cette logique.

Lionel BARBERIS :

Du coup, je reviens sur une question que j'avais posée à un précédent conseil où je n'ai pas eu de réponse. On avait validé une délibération qui actait location d'antenne sur un des bâtiments du Front de mer.

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Lionel BARBERIS :

Est-ce que du coup, ça l'annule ? Est-ce qu'avec la fibre noire, ça empêche cette antenne ?

Christophe VIGNAUD :

Ah non, non. Parce que la location...

Lionel BARBERIS :

Normalement, c'était possible.

Christophe VIGNAUD :

La location de l'antenne, ce n'est pas pour la fibre noire, c'est pour les MNS

Lionel BARBERIS :

Oui, mais les MNS, avec lesquels on pouvait faire passer par la fibre noire.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais on est en train de voir de quelle manière on pourrait...Parce que mettre la fibre noire dans chacun des postes...

Lionel BARBERIS :

C'est une location de moins à payer, quoi.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais mettre dans chacun des postes la fibre noire dont on parle, c'est beaucoup plus compliqué.

Donc c'est la raison pour laquelle on avait mis cette antenne-là. On est en train de voir en revanche un autre système éventuel qui pourrait nous permettre de l'enlever, qui serait au travers du téléphone classique ou éventuellement d'un satellite, le fameux satellite de Starlink, qui ne coûte pas grand-chose et qui le permettrait aussi.

Donc là, il faut aussi qu'on voit si légalement on peut le faire, parce que dans les postes de secours, il est demandé aussi d'avoir un téléphone fixe avec un numéro fixe.

Et c'est la raison pour laquelle la fibre noire n'avait pas été acheminée jusque-là.

Voilà. Donc si vous en êtes d'accord, c'est bon, on veut passer au vote. On veut voter pour ces AP/CP cohérents. Qui est contre ?

Edouard DUPOUY :

Une cohérence sur le vote ?

Lionel BARBERIS :

Non, c'est juste parce que, je le répète, on n'est pas informés.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais ce n'est pas cohérent par rapport à ce que tu viens de dire.

Lionel BARBERIS :

Oui mais là, pour le coup, je découvre les AP/CP et ce sujet-là sur un conseil où même en commission finances, on ne l'aborde pas et je trouve ça vraiment... ce n'est pas normal.

Christophe VIGNAUD :

Ce n'est pas un souci. Qui s'abstient ? Et qui vote pour ? Très bien. Merci beaucoup.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération 240927-02 : Autorisations de programme et crédits de paiement - décision modificative n°3/2024 du budget principal

VU les articles L 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU les délibérations n°240308-05-06 du 8 mars 2024 et n°240628-04 du 28 juin 2024 actant les autorisations de programmes et crédits de paiement pour 2024,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (APCP).

Il précise la nécessité de modifier une autorisation de programme existante.

AP23.0023 : Voirie 2024-2027

AP23.003	AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026
BP 2024	600 000,00	112 000,00	150 000,00	150 000,00
+/-		-50 000,00		
DM3 2024	600 000,00	62 000,00	150 000,00	150 000,00

CP 2027	CP 2028	TOTAL CP
150 000,00	38 000,00	600 000,00
	50 000,00	0,00
150 000,00	88 000,00	600 000,00

Il est également nécessaire de créer une nouvelle autorisation de programme.

En effet, afin de regrouper et mieux définir les besoins de la collectivité, un marché unique dit de « sureté globale » a été préparé. Il cadrera les besoins en fourniture et déploiement de matériel pour :

- La fibre noire ;
- Le raccordement des divers bâtiments publics au réseau informatique ;
- La poursuite du maillage de vidéoprotection ;
- La mise en place du contrôle d'accès aux salles associatives de Soorts.

Les budgets alloués à ces différents points sont déjà inscrits en partie au PPI. Dans le cadre de la préparation budgétaire 2025, ces montants pourront être révisés et leurs calendriers réajustés.

Il est donc proposé la création d'une autorisation de programme estimative pour la Sureté Globale.

AP24.002 : Sureté globale

AP24.002	AP	CP 2025	CP 2026	CP 2027
+/-	1 050 000,00	350 000,00	300 000,00	200 000,00
DM3 2024	1 050 000,00	350 000,00	300 000,00	200 000,00

CP 2028	TOTAL CP
200 000,00	1 050 000,00
200 000,00	1 050 000,00

Le marché devrait être lancé dans les prochaines semaines et couvrir les besoins potentiels sur 2 ans (2025 et 2026) et être renouvelable deux fois un an.

Après en avoir délibéré,

Avec 22 voix pour

3 voix contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT)

1 abstention (C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la création de l'autorisation de programme Sureté Globale et de ces crédits de paiement tels que définis ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

3. Clôture budget annexe Casino au 31 décembre 2024

Edouard DUPOUY

Point numéro 3, la clôture du budget annexe Casino. Là, s'il y a une remarque de ta part, je ne comprends plus rien.

On en a parlé depuis de nombreuses années et l'idée, c'était...

Christophe VIGNAUD :

Ça vient de moi...

Edouard DUPOUY

Ce sont les services de gestion comptables qui nous préconisent la réduction du nombre de budget annexes gérés par les collectivités.

Et je crois que tu t'en étais saisi à un moment donné. Tu nous avais dit que ça avait du sens de réduire in fine dès qu'on pouvait ces budgets annexes. Donc, on y va, et on avance. Et, par conséquent, après discussion et accord de la responsable du service de gestion comptables de Saint-Vincent de Tyrosse, il est proposé de clôturer le budget annexe du Casino, donc en clôture du 31 décembre 2024 et de transférer, après le vote du compte administratif 2024, donc ça sera en mars prochain, les résultats de ce budget sur le budget principal.

Y a-t-il d'autres remarques ?

Lionel BARBERIS

Non, je n'ai aucune remarque.

Christophe VIGNAUD

Allez, on va passer au vote, donc, qui est contre ? Qui s'abstient et qui est pour ? À l'unanimité, merci.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération 240927-03 : Clôture du budget annexe Casino au 31 décembre 2024 et transfert au budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle que les budgets annexes constituent une dérogation aux principes d'universalité et d'unité budgétaire.

Ainsi, parallèlement au budget principal qu'elles élaborent, les collectivités peuvent créer des régies afin de suivre l'exploitation directe d'un service public industriel et commercial (SPIC) relevant de leur compétence ou d'individualiser la gestion d'un service public administratif (SPA) relevant de leur compétence.

Depuis plusieurs années, les Services de Gestion Comptable (SGC) préconisent la réduction du nombre de budgets annexes gérés par les collectivités.

Il est conseillé aux communes de clôturer petit à petit les budgets annexes et d'intégrer au budget principal les activités jusqu'à alors retranscrites dans les budget annexes.

Seuls les budgets annexes lotissements permettant la tenue d'une comptabilité de stocks donnent lieu à la tenue obligatoire d'un budget annexe pour permettre la gestion des opérations d'aménagement de terrains.

Par conséquent, après discussion et accord de la responsable du SGC de Saint-Vincent-de-Tyrosse, il est proposé de clôturer le budget annexe Casino (73801) au 31 décembre 2024 et de transférer après le vote du compte administratif 2024 (mars 2025) les excédents de ce budget sur le budget principal.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptables M57 applicable aux communes,

VU l'accord de Madame la Responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Vincent-de-Tyrosse en date du 26 septembre 2024,

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission des finances réunie le 4 juin 2024,

CONSIDÉRANT que les opérations traitées jusqu'à présent dans le cadre du budget annexe casino (73801) seront suivies dans le budget principal à partir de l'exercice 2025 en utilisant un code service pour gérer la TVA,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DECIDE de clôturer le budget annexe du Casino au 31 décembre 2024 et de transférer préalablement les résultats de ce budget (actés sur lors du vote du compte administratif 2024), sur le budget principal.

ACTE qu'à l'issue du transfert de ces résultats 2024 sur le budget principal, le budget annexe Casino sera clôturé.

DECIDE que les dépenses et les recettes afférentes au service du Casino seront suivies dans le budget principal de la Commune à partir de l'exercice 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

INTERCOMMUNALITE

4. Communauté de communes MACS- Convention de contribution de la commune en faveur de l'Etablissement Public Foncier "LANDES FONCIER" (EPFL)

Christophe VIGNAUD

On va passer aux sujets de l'intercommunalité.

Edouard DUPOUY

Oui, la convention de contribution de la commune en faveur de l'EPFL, l'établissement public foncier, l'ordre foncier.

On en a déjà parlé pas mal de fois, mais juste l'EPFL, grâce à cet organisme départemental, ça nous permet notamment d'acquérir un bien avec leur appui financier et ils prennent en charge, ils prennent à leur charge 80% du montant de l'acquisition, et au bout de cinq ans, on doit payer leur solde.

On avait notamment utilisé ce mécanisme, si vous vous en souvenez, sur la maison Bonhomme ; et donc, pour cela, chaque commune de max participe en fonction de la moyenne des droits de mutation sur la période de 2021 à 2023, et le calcul se fait sur cette somme, donc 8% de ce montant est donné à MACS, et donc, la commune d'un tiers de ces 8%.

On vous a mis un petit tableau, il me semble, avec le détail du calcul et les chiffres.

Et donc, tout simplement, cette délibération, elle a pour but de valider le chiffre et le fait qu'on continue à contribuer pour bénéficier de l'EPFL, c'est un mécanisme qui fonctionne plutôt bien. Je ne sais pas s'il y a des remarques là-dessus.

Christophe VIGNAUD

On va passer aux votes, qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui est pour ? à l'unanimité.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n°240927-04 : Signature d'une convention de contribution de la commune à MACS en faveur de l'Etablissement Public Foncier (EPFL) "Landes Foncier"

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article L. 324-1 relatif aux établissements publics fonciers locaux ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2005 portant création de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 mars 2007 portant modification des statuts de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » et notamment son article 2 en ce qui concerne les modalités d'adhésion et de contributions financières des membres de l'établissement ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 7 juin 2005 sollicitant la création d'un établissement public foncier local dénommé « Landes Foncier » et approuvant le projet de statuts de cet établissement ;

VU la délibération de l'Assemblée générale de l'établissement public foncier local « Landes Foncier » en date du 21 mars 2024 conformément à laquelle le taux applicable aux produits issus des droits de mutation est maintenu à 8 % de la moyenne des trois dernières années desdits droits perçus sur le territoire de chaque EPCI ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du approuvant :

- Le tableau 2024 des contributions :

VU la délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2024 approuvant :

- Le tableau 2023 des contributions :
 - De MACS à l'Établissement Public Foncier « Landes Foncier », soit une contribution en 2024 de 689 000 €,
 - Des communes à MACS à hauteur de $1/3 * 8 \%$ de la participation annuelle versée par la communauté pour ses communes membres, soit une contribution en 2024 de 229 666,62 €,
- La convention type avec les communes ayant pour objet le versement de leurs contributions à MACS pour 2024 ;

CONSIDÉRANT que les 23 communes de MACS participent chacune au financement de la contribution de MACS à l'EPFL par le versement au budget de la Communauté de communes d'une cotisation représentant $1/3 * 8 \%$ de la moyenne de leurs droits de mutation respectifs perçus entre 2021 et 2023 ;

COMMUNES	Moyenne droits de mutations 2021 à 2023	Participation MACS à Landes Foncier 8%	Participation commune à MACS 1/3 * 8%	<i>Après en avoir</i>
SOORTS-HOSSEGOR	1 794 647€	143 572€	47 857,24€	

*délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le projet de convention à intervenir entre MACS et la Commune de Soorts-Hossegor pour une contribution 2024, d'un montant de 47 857,24 €.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et d'en poursuivre l'exécution,

INSCRIT les crédits nécessaires au versement de cette somme sur le budget de la Commune,

DÉCIDE de verser cette somme à la Communauté de communes dans les trois mois qui suivent l'émission du titre de recette correspondant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

5. Communauté de communes MACS-Modification des attributions de compensation

Christophe VIGNAUD

Point numéro 5

Edouard DUPOUY

Modification des attributions de compensation, alors, là, pour le coup, c'est un sujet sur lequel tu t'étais abstenu Lionel.

Parce que ça rejoint le sujet de la canalisation lac et mer, puisqu'en fait, il s'agit de la traduction du mode de financement de cette convention, et qui passe par ce mécanisme qui peut paraître un peu farfelu, barbare, de l'attribution de compensation.

Donc, on va modifier les attributions de compensation de fonctionnement en tenant compte des critères du pacte financier fiscal 2024 et puis on va modifier les attributions de compensation d'investissement.

Donc, à la fois, une partie sur la compétence GEMAPI, gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations. Et puis, il y a l'évaluation des montants des attributions de compensation liées à la compensation GEMAPI sur la gestion du trait de côte pour la commune.

Donc, voilà, la délibération a pour objet de valider le travail qu'on a effectué sur la gestion de la canalisation, enfin, sur le lac et sur son avenir et la modification va s'effectuer.

Et on l'avait déjà vu au dernier conseil sur la mise en place avec la stratégie de l'exploitation de la canalisation.

Bon, il me semble qu'on avait suffisamment parlé, juste pour rappel, le montant s'élève à 37 000 euros par an sur trois ans de 2025 à 2027.

Est-ce qu'il y a des remarques à part si c'est pour dire que c'était une compétence MACS et qu'on n'aurait pas dû prendre les devants là-dessus ?

Lionel BARBERIS

Ah bon ? Tu fais mon discours maintenant ?

Christophe VIGNAUD

Non, parce que...

Edouard DUPOUY

Pas du tout.

Lionel BARBERIS

Je n'étais pas parti pour dire ça, c'est incroyable, comme quoi on peut se reprendre des fois.

Non, l'attribution de compensation, effectivement, ça permet de définir les mécanismes financiers entre les collectivités, entre un taux max et nous.

Non, c'était pour rappeler notamment que j'avais demandé un point de vigilance particulier sur les coûts de ce transfert et sur l'analyse.

J'aimerais bien qu'en commission finance, on ait une vraie analyse sur les coûts de ce transfert une fois que ça sera fait ; parce que là j'ai vu qu'il y avait une décision qui établissait le marché pour l'attribution

de la canalisation et qu'on était déjà sur des montants qui me semblaient supérieurs à ce qui était marqué.

Christophe VIGNAUD

Non c'est en dessous.

Lionel BARBERIS

Alors, c'est pour ça quand je regardais, il y avait 550 000 et on est à 560 000 dans la décision. Oui, donc on est au-delà.

Christophe VIGNAUD

Non, non, non, non, on était à 700 000. Alors, on était à 700 000 euros.

Lionel BARBERIS

Non, non, 700 000 en intégrant les études.

Christophe VIGNAUD

Non, alors, on était à 700 000 études comprises mais les études sont de 20 000 euros ou 30 000 euros plus.

Lionel BARBERIS

Moi, j'ai un tableau, où il y a marqué "travaux pour 550 000, Monsieur le Maire, et on est à 560 000 dans la décision.

Christophe VIGNAUD

Non, non, non, on est dans les clous ; on est réellement dans les clous par rapport à ça.

Par contre, ça coûte un peu plus cher parce que si tu as bien lu et je sais que tu as bien lu, il y a une partie SIDEX sur assainissement qui est en plus mais qui ne correspond pas à la stratégie.

Donc, on est exactement dans le budget qui était prévisionnel.

Lionel BARBERIS

C'est pour ça que ce que je répète ici et je l'ai dit la dernière fois, ce que j'attends, c'est qu'on ait une analyse fine de ce que ça coûte vraiment.

Parce que l'attribution de compensation, c'est vraiment fait pour faire en sorte que l'intercommunalité paye le juste prix de ce que ça nous coûte.

Oui, oui. Donc, n'oublions pas d'intégrer tous nos coûts annexes.

Christophe VIGNAUD

Ok, voilà.

Lionel BARBERIS

Parce que ça va aller très vite sur une personne qui est présente pour sécuriser la canalisation ; parce qu'il ne faut pas même une personne à l'entrée au départ, c'est du personnel qui va nous coûter cher au global.

Et ça, c'est quelque chose qu'il ne faut absolument pas négliger dans cette attribution de compensation parce que c'est beaucoup d'argent à la clé.

Christophe VIGNAUD

Absolument, et d'ailleurs, d'ailleurs, ça va être vérifié et le marché que tu as lu, il est dans les clous.

Maintenant, il y a toute la partie transfert qui va être qui va être fait.

Lionel BARBERIS

Alors, justement, on vérifiera parce que c'est pour ça que j'insiste ; dans le tableau qui nous a été transmis la dernière fois, on avait bien des travaux à hauteur de 550, je crois, ou quelque chose comme ça et dans la décision on fait des tas de dépenses supérieures à 550 000 euros.

Donc c'est juste ça, alors au global, il y avait 700 000 euros, mais il y avait des décompositions dedans.

Christophe VIGNAUD

Oui mais on est réellement en dessous.

Edouard DUPOUY

Bon, ok, on fera l'analyse.

On passe au vote ?

Christophe VIGNAUD

Qui est contre ? qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci.

Alors, on va passer toujours, Édouard.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n° 240927-05 : Modifications des attributions de compensation

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a créé une compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI), et l'a attribuée aux communes, aux communautés et aux métropoles.

Cette compétence nouvelle repose sur les principes suivants fixés par le législateur :

- Confier à une seule autorité publique l'intégralité de la compétence et mettre un terme aux interventions d'autorités multiples (Etat, Départements, syndicats intercommunaux, riverains, associations propriétaires d'ouvrages de protection contre les inondations, etc.) sur les mêmes champs de compétences ;
- Attribuer cette compétence aux communes, aux communautés et aux métropoles, en raison, selon le législateur, de leur responsabilité en matière d'aménagement de l'espace (SCOT, PLUI, PLU, etc.) ;
- Instituer une nouvelle taxe, « GEMAPI », affectée au financement de cette nouvelle compétence.

Depuis la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre exerceront obligatoirement cette compétence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Cette nouvelle compétence obligatoire recouvre les missions inscrites au 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;

5° La défense contre les inondations et contre la mer ;

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Il convient de noter que la défense contre la mer prévue au 5° du I de l'article L. 211-7 du code précité comprend, outre la problématique de la submersion marine, les opérations de gestion intégrée du trait de côte contribuant à la prévention de l'érosion du littoral.

Pour information, la compétence GEMAPI est séable :

- D'un point de vue fonctionnel : MACS peut confier une ou plusieurs des missions composant la GEMAPI à une ou plusieurs structures, à condition que chaque mission soit entièrement sous la responsabilité d'une structure unique ;

- D'un point de vue géographique : MACS peut confier une ou plusieurs missions constitutives de la GEMAPI à une structure sur tout ou partie de son territoire ou à plusieurs structures situées chacune sur des parties distinctes de son territoire, afin de respecter les périmètres des bassins hydrographiques ; c'est d'ailleurs l'organisation qui avait été retenue pour l'exercice de la compétence gestion équilibrée des cours d'eau, répartie sur trois syndicats mixtes.

Ainsi, la Communauté de communes pourra faire le choix d'exercer directement la compétence GEMAPI mais aussi de la transférer à :

- Des syndicats mixtes de droit commun ;
- Des syndicats mixtes Etablissements publics d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE), qui assurent, au niveau du sous-bassin hydrographique, la prévention des inondations et des submersions marines, ainsi que la gestion des cours d'eau non-domaniaux (article L. 213-12 du code de l'environnement) ;
- Des syndicats mixtes Etablissements publics territoriaux de bassin (EPTB), qui sont constitués en vue de faciliter à l'échelle d'un bassin ou groupement de sous-bassins, la prévention des inondations et la défense contre la mer, la gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que la préservation et la gestion des zones humides, et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux. L'EPTB assure la cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des EPAGE. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation (article L. 213-12 du code de l'environnement).

Le législateur a enfin prévu la possibilité de déléguer l'exercice de la compétence, par convention, mais uniquement auprès de syndicats mixtes type EPAGE ou EPTB.

Au-delà de l'organisation institutionnelle, le financement de cette nouvelle compétence est déjà assuré par une « taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations » (article 1530 bis du code général des impôts) et par un prélèvement sur les attributions de compensation des communes, au regard des compétences exercées actuellement par ces dernières (présent rapport).

Pour rappel, cette compétence GEMAPI a fait l'objet de plusieurs évolutions d'évaluation des charges au gré des évolutions récentes législatives et réglementaires en 2018, 2019 et 2020.

Le tableau ci-dessous permet de déterminer les charges relatives à la « GEMAPI » concernant le volet « PI » : Préventions des Inondations (item 5 de l'article L. 211-7 du code de l'Environnement), ce dernier concernant à la fois les Dignes de protection (Système d'endiguement) et la gestion du trait de côte.

Dignes de protection : Système d'endiguement

Concernant les digues reconnues comme système d'endiguement, les charges n'évoluent pas. Cependant, une actualisation sera nécessaire dans les années qui viennent du fait que les diagnostics techniques réalisés en 2018 semblent avoir été sous-estimés.

Gestion du trait de côte

Les communes de Capbreton-Hossegor-Labenne et la commune de Vieux Boucau ont engagé une réflexion sur la stratégie locale de gestion du trait de côte sur leur territoire.

Les 3 communes de Capbreton-Hossegor-Labenne ont validé leur 2^{ème} stratégie locale en mars 2023 pour une durée allant de 2023 à 2027.

La 1^{ère} stratégie de Vieux Boucau s'étale de 2021 à fin 2027.

Les conditions de révisions des Attributions de Compensation prévues dans la CLECT de 2018 prévoyait la révision des montants au regard des actions inscrites dans les nouvelles stratégies et au regard du montant des subventions escomptées.

En ce qui concerne la commune de Soorts-Hossegor, il y a lieu de tenir compte des actions inscrites dans la stratégie locale 2023-2027 pour la gestion de l'équipement de transfert de sable allant des plages du lac d'Hossegor jusqu'à la plage Océane. Tout comme pour les communes de Capbreton et Vieux Boucau, la communauté de communes a délibéré pour déléguer à la commune de Soorts-Hossegor la gestion de l'équipement de transfert de sable compte tenu de sa technicité et de sa proximité (canalisation sous terrain et moyens d'aspiration et de propulsion). Les attributions de compensations seront effectives à compter du 1er janvier 2025, année de démarrage de l'exploitation de l'équipement.

AC Investissement : les charges ont été évaluées à l'issu du diagnostic et du programme d'action de la stratégie locale de gestion du trait de côtes. Elles ont été évaluées, déduction faite des subventions prévisionnelles des partenaires, et réparties jusqu'en 2027 pour ce qui relève des charges de gestion.

Conditions de révisions des Attributions de Compensation (AC) :

Les montants des Attributions de Compensation pourront être revus lors des bilans en fonction des besoins et au plus tard à l'issu de la période des stratégies locales de gestion du trait de cotes en 2027 pour Capbreton-Hossegor-Labenne et pour Vieux Boucau. Les montants seront également revus, si par cas, l'obtention des subventions n'étaient plus possibles ou si les subventions prévisionnelles devaient être revues à la hausse ou à la baisse ou si de nouvelles subventions étaient accordées, ceci au regard des dépenses réelles.

Conformément aux dispositions de l'article 81 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, les EPCI peuvent désormais imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement, en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés calculé par la commission locale d'évaluation des charges transférées (alinéa 2 du 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts).

Lors de la fixation libre de l'attribution de compensation et des conditions de sa révision, il sera proposé aux organes délibérants de MACS et des communes concernées par le transfert de compétence GEMAPI d'imputer la partie du montant de l'attribution de compensation correspondant au coût des dépenses d'investissement précitées en section d'investissement. Par analogie, les attributions de compensation d'investissement versées par les communes considérées constitueront des subventions d'équipement versées.

Stratégie locale de gestion de la bande côtière n°2 - 2023 à 2027

Le calcul des attributions de compensation au regard des dépenses et des subventions « prévisionnelles » inscrites auprès des partenaires est la suivante :

L'action est « financée » par les partenaires à hauteur de 75% sur un montant de 150 000 € HT/an

Au regard des prévisionnels ci-dessus, le reste à charge de l'opération et des travaux réalisés par la commune pour le compte de MACS s'élève à 202 500 €.

Après récupération du FCTVA, le solde à financer par MACS sur les attributions de compensation s'élève à 113 918,40 € sur la durée de la stratégie locale (3 ans), soit un montant des attributions de compensation d'un montant de 37 972,80 €/an (2025, 2026 et 2027).

Le montant des attributions de compensation démarrera à compter du 1er janvier 2025.

Les montants des attributions de compensation seront révisés, au regard des dépenses et subventions réelles.

Proposition de variation de l'attribution de compensation

Conformément aux engagements pris au titre de la solidarité de MACS envers les communes, il est proposé pour les communes éligibles aux fonds de concours solidaires et dont l'attribution de compensation est négative, que MACS assume 1/3 du montant de cette attribution de compensation.

Le nouveau montant des attributions de compensation en **investissement sur une année pleine** correspond au tableau ci-dessous :

Investissement annuel sur une année pleine	AC de référence précédente	GEMAPI - Gestion du trait de côte CAP- règle phase 1	GEMAPI - Gestion du trait de côte CAP- phase 2	GEMAPI - Gestion du trait de côte HOS	Nouvelle AC de référence 2024 (sur année pleine)	Nouvelle AC de référence 2025 (sur année pleine)
	Depuis le 04/05/2023	du 01/01/2024 au 31/12/2024	du 01/01/2024 au 31/12/2027	du 01/01/2025 au 31/12/2027		
ANGRESSE	15 360,00				15 360,00	15 360,00
AZUR	0,00				0,00	0,00
BENESSE-MAREMNE	0,00				0,00	0,00
CAPBRETON	-264 800,23	-361 346,26	-286 297,50		-912 443,99	-912 443,99
JOSSE	0,00				0,00	0,00
LABENNE	0,00				0,00	0,00
MAGESCQ	0,00				0,00	0,00
MESSANGES	0,00				0,00	0,00
MOUETS-ET-MAA	0,00				0,00	0,00
ORX	0,00				0,00	0,00
SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	4 581,94				4 581,94	4 581,94
SAINT-JEAN-DE-MARSAcq	0,00				0,00	0,00
SAINT-MARTIN-DE-HINX	0,00				0,00	0,00
SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE	0,00				0,00	0,00
SAINTE-MARIE-DE-GOSSE	0,00				0,00	0,00
SAUBION	0,00				0,00	0,00
SAUBRIGUES	0,00				0,00	0,00
SAUBUSSE	0,00				0,00	0,00
SEIGNOSSE	0,00				0,00	0,00
SOORTS-HOSSEGOR	-60 197,14			-37 972,80	-60 197,14	-98 169,94
SOUSTONS	0,00				0,00	0,00
TOSSE	0,00				0,00	0,00
VIEUX-BOUCAU-LES-BAINS	-7 200,00				-7 200,00	-7 200,00
	-312 255,43	-361 346,26	-286 297,50		-959 899,19	-997 871,99

Le nouveau montant des attributions de compensation en investissement sur 2024 correspond au tableau ci-dessous :

Investissement annuel proratisé sur 2024	AC totale précédente au	AC totale nouvelle au	AC totale et imputations sur
	31/12/2023	01/01/2024	2024
ANGRESSE	0,00	0,00	0,00
AZUR	0,00	0,00	0,00
BENESSE-MAREMNE	0,00	0,00	0,00
CAPBRETON	-124 133,56	-771 777,32	-771 777,32
JOSSE	0,00	0,00	0,00
LABENNE	0,00	0,00	0,00
MAGESCQ	0,00	0,00	0,00
MESSANGES	0,00	0,00	0,00
MOUETS-ET-MAA	0,00	0,00	0,00
ORX	0,00	0,00	0,00
SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	0,00	0,00	0,00
SAINT-JEAN-DE-MARSAcq	0,00	0,00	0,00
SAINT-MARTIN-DE-HINX	0,00	0,00	0,00
SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE	0,00	0,00	0,00
SAINTE-MARIE-DE-GOSSE	0,00	0,00	0,00
SAUBION	0,00	0,00	0,00
SAUBRIGUES	0,00	0,00	0,00
SAUBUSSE	0,00	0,00	0,00
SEIGNOSSE	0,00	0,00	0,00
SOORTS-HOSSEGOR	-60 197,14	-60 197,14	-98 169,94
SOUSTONS	0,00	0,00	0,00
TOSSE	0,00	0,00	0,00
VIEUX-BOUCAU-LES-BAINS	0,00	0,00	0,00
	-184 330,70	-831 974,46	-869 947,26

Pour rappel, le tableau des attributions de compensation en fonctionnement sur 2024 se présente ainsi, sans modification proposée sur cette CLECT :

Fonctionnement annuel proratisé sur 2024	AC totale précédente (y compris services communs et sur année pleine)	Modification AC	AC totale nouvelle (y compris services communs et sur année pleine)	AC totale et imputations sur 2024	1/3 AC négatives prises en charge par MACS (communes bénéficiant de la solidarité)	Pacte financier et fiscal 2024	AC totale proratisée sur 2023 (y compris PFF, services communs et prise en charge 1/3 AC négatives)
	Depuis le 04/05/2023		à compter du 01/01/2024	2024		2024	
ANGRESSE	109 456,78	0,00	109 456,78	110 749,04		-2 140,55	108 608,49
AZUR	-28 086,20	0,00	-28 086,20	-27 278,54	9 092,85	3 524,22	-14 661,47
BENESSE-MAREMNE	231 375,22	0,00	231 375,22	233 313,60		2 638,87	235 952,47
CAPBRETON	172 190,56	0,00	172 190,56	177 682,65		1 582,85	179 265,50
JOSSE	-12 061,24	0,00	-12 061,24	-11 253,58	3 751,19	3 868,11	-3 634,27
LABENNE	755 823,03	0,00	755 823,03	756 630,69		2 969,05	759 599,74
MAGESCQ	74 243,99	0,00	74 243,99	75 859,31		1 725,08	77 584,39
MESSANGES	56 892,95	0,00	56 892,95	57 700,61		2 393,58	60 094,19
MOLIETS-ET-MAA	-132 265,57	0,00	-132 265,57	-131 134,85		1 511,61	-129 623,24
ORX	-8 531,68	0,00	-8 531,68	-7 724,02	2 574,67	4 900,31	-249,04
SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	509 147,31	0,00	509 147,31	510 762,63		-19 016,70	491 745,93
SAINT-JEAN-DE-MARSACQ	74 126,23	0,00	74 126,23	75 418,49		2 497,03	77 915,52
SAINT-MARTIN-DE-HINX	19 411,08	0,00	19 411,08	20 703,34		1 639,32	22 342,66
SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE	693 640,03	0,00	693 640,03	698 324,46		3 497,95	701 822,41
SAINTE-MARIE-DE-GOSSE	11 537,11	0,00	11 537,11	12 344,77		1 696,80	14 041,57
SAUBION	-334,87	0,00	-334,87	634,32		1 594,55	2 228,87
SAUBRIGUES	-21 602,69	0,00	-21 602,69	-20 633,50	6 877,83	2 264,10	-11 491,57
SAUBUSSE	48 055,97	0,00	48 055,97	48 863,63		3 147,91	52 011,54
SEIGNOSSE	52 479,59	0,00	52 479,59	56 033,29		-799,85	55 233,44
SOORTS-HOSSEGOR	91 224,69	0,00	91 224,69	93 486,14		-2 459,27	91 026,87
SOUSTONS	1 099 640,09	0,00	1 099 640,09	1 104 486,05		-4 386,89	1 100 099,16
TOSSE	54 109,85	0,00	54 109,85	54 917,51		2 190,60	57 108,11
VIEUX-BOUCAU-LES-BAINS	-7 572,44	0,00	-7 572,44	-6 603,25		1 213,23	-5 390,02
	3 842 899,79	0,00	3 842 899,79	3 883 282,79	22 296,55	16 051,91	3 921 631,25

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-4-2 ;

VU le code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2001 portant création de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

VU les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 16 mai 2024 portant modification de la délégation d'une partie des attributions du conseil au bureau communautaire et au président ;

VU le rapport de la CLECT réunie le 13 juin 2024,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 juin 2024 relative aux attributions de compensation -Gestion du Trait de côte GEMAPI

VU la délibération n°240628-07 du conseil municipal de Soorts-Hossegor en date du 28 juin 2024 portant création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention de prestation de services entre la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud et la Commune de Soorts-Hossegor

VU la délibération n° 240628-08 du conseil municipal de Soorts-Hossegor en date du 28 juin 2024 portant création d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention relative au versement d'un fonds de concours par la Commune à la communauté de communes Maremne Adour côte sud

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

PREND acte de la reconduction de l'engagement pris au titre de la solidarité par MACS envers les communes, en vertu duquel, pour les communes éligibles aux fonds de concours solidaires et dont l'attribution de compensation est négative, MACS assume 1/3 du montant de cette attribution de compensation,

PREND acte des modifications d'imputation sur le montant de l'attribution de compensation de la commune sur l'exercice 2025, telle que retracée dans le tableau ci-dessus présenté au point relatif à la compétence GEMAPI,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

6. Communauté de communes MACS-Versement d'un fonds de concours communal pour les travaux de réaménagement de la signalisation de police pour la « ville apaisée » à Soorts-Hossegor en faveur des modes de déplacement actif

Edouard DUPOUY

Point numéro 6, il s'agit du versement d'un fonds de concours communal pour les travaux de réaménagement de la signalisation de police pour la ville apaisée en faveur des modes de déplacements actifs.

Donc la commune en lien avec la communauté de communes a engagé une étude de mobilité en 2023 pour améliorer la sécurité routière et la cohabitation entre tous les usagers en rendant compatible les vitesses de ces différents modes.

L'objectif du projet est de réglementer toute la ville en y abaissant la vitesse à 30 km/h pour tendre vers une ville apaisée.

Toutes les voies de circulations sont concernées, sauf les axes structurants qui permettent d'entrer dans la ville ou d'en sortir afin de contourner le centre-ville.

La réglementation à 50 km/h deviendra l'exception sur ces axes très roulants.

Comme vous le savez, tout ça a été mis en place en début d'été et la volonté c'était de réduire la vitesse.

Il y a un maillage qui a été fait avec un cabinet de conseils et il y a eu un marquage au sol qui a été pris en compte en partie par la communauté de communes et c'est l'objet de la délibération.

Ils prennent en charge 50% du montant hors taxe, donc on a un montant TTC de 24 000€.

La part prise en charge par MACS s'élève à 10 000€ et puis nous, non c'est l'inverse, 10 000 € pour nous et 14 000 € pour MACS.

Est-ce qu'il y a des questions ?

Lionel BARBERIS

Oui, je vous en avais parlé, Monsieur le Maire, mais on a effectivement dans ce dispositif des endroits dans la commune où on sent qu'il y a du travail à faire puisqu'on a des 30 à 50 sur la même voie.

On s'y perd beaucoup mais l'opportunité de faire ce genre de dispositif, écoutez, je vous laisse le choix de le faire, je pense que c'est lié à l'ère du temps.

Je ne pense pas que les accidents sur la commune soient si nombreux sur ces années qui justifient le passage à 30 mais comme c'est dans l'ère du temps je comprends que les communes petit à petit y passent.

Mais on a quand même quelques dysfonctionnements qui me semblent assez clairs. Au niveau du radar notamment à Soorts où on est d'un côté à 50 devant le radar et puis là on est à 30 avant et 30 après sur la même voie. Il faut changer à 30 le radar dans ce cas-là.

Christophe VIGNAUD

Mais non !

C'est un sujet qui a été abordé ce matin avec une association.

Tout d'abord la ville à 30, c'était un test et qui est assez probant puisqu'on s'est rendu compte que les gens roulaient relativement doucement, pas toujours à 30, ça c'est vrai il faut être tout à fait honnête, et pas toujours à 50 mais en tout cas ça a fait descendre.

En ce qui concerne le marquage, tu as raison de souligner, mais on est à 50 sur les rues structurantes et on passe à 30 dès qu'on rentre dans la commune, donc c'est quelquefois à quelques mètres près.

Alors c'est vrai que ça pose un problème car il y en a un autre identique qui se trouve à la sortie du pont Mercedes où tu as un 50 pour rentrer le long du lac et tu as un 30 de l'autre côté qui correspond à la montée pour aller à la plage.

Ce qu'on a fait c'est que, en ce qui concernait l'avenue de Bordeaux comme cette opération-là, il y a eu un retour d'expérience des agents, un retour d'expérience des gens qu'on a pu avoir en réunion de quartier qui ont fait état de tout ça.

Et il y a eu une commission de travaux, à laquelle Alain été Président, lors de cette commission on a rediscuté de tous ces sujets là pour essayer de les éviter, de les gommer et de faire en sorte que ça soit plus lisible pour le conducteur ou pour celui qui est à pied ou celui qui est à vélo.

Donc ça va s'améliorer, comme tu le sais, quelquefois la précipitation est une des choses qui n'est pas la meilleure mais qui nous permet en tout cas de faire avancer les projets, maintenant c'est d'arriver à les caler pour que ça soit correct. C'est bon ?

Lionel BARBERIS

Oui, du coup j'en profite pour juste un point qui est un peu parallèle à ça, qui concerne la piste cyclable entre Soorts et Hossegor, aujourd'hui c'est une piste cyclable, pas une voie partagée si on regarde le marquage, c'est qu'on a quand même des piétons.

Christophe VIGNAUD

On a très peu de piétons...

Lionel BARBERIS

Oui, mais même si on a très peu de piétons, à plusieurs endroits de cette voie, on va avoir des piétons.

Alors je comprends que les voies partagées ce soit un peu compliqué pour les techniciens, on dit oui, vous comprenez il ne faut pas faire les voies partagées, etc.

La réalité c'est que quand vous êtes sur ces voies là, vous n'avez pas de solution pour les piétons. Alors quand vous avez un trottoir c'est une chose, mais aujourd'hui on voit qu'on a réduit la voie. Certes, les gens se croisent, du coup c'est fait exprès.

Christophe VIGNAUD

Les gens se croisent, c'est fait exprès. On est dans les 5m50 qui est les préconisations du CERN.

Lionel BARBERIS

Mais ça Monsieur le Maire, je connais ça effectivement, les voitures se croisent, elles ralentissent. Quand c'est deux bus, ce n'est pas pareil parce qu'ils ne se croisent pas et du coup on entraîne la conséquence de ça, c'est qu'on a tout l'accotement de l'avenue de Bordeaux qui est en train de fissurer, parce qu'on n'a pas de trottoir, on n'a rien qui tient l'accotement.

Christophe VIGNAUD

Tu n'as pas écouté ce que j'ai dit, on a travaillé dessus pour qu'on essaye d'améliorer les choses. Il faut juste laisser le temps. On a laissé passer l'été parce qu'on voulait que ça soit fait avant l'été.

L'été est passé, il y a plein de choses qui vont être modifiées, plein de choses qui vont être améliorées dont les accotements.

Lionel BARBERIS

Voilà, et pensez à ces piétons parce que je pense que les piétons pour le coup c'est un peu compliqué.

Christophe VIGNAUD

Les piétons sont tolérés.

Lionel BARBERIS

En fait il y a du bon partage jusqu'à ce qu'il y ait beaucoup de monde.

Céline LUNARDELLI

Même cet été pour l'avoir utilisé aussi, et même les... moi je n'ai pas ce genre de vélo mais les fat bikes qui vont quand même à une allure ralentissent quand même parce que j'ai vu avec des enfants, il y a eu des enfants qui utilisent aussi cette partie-là. Et de ce que j'ai vu pour l'avoir utilisé Il y a un bon partage et un bon civisme.

Lionel BARBERIS

Dans l'usage, on sait qu'il y a de la densité qui va monter forcément dans toutes ces voies, Il y a plus en plus de monde, ce qu'on espère.

Le partage entre piétons et vélo doit être quand même signalé au sol aussi.

Là il n'y a qu'une piste cyclable.

Céline LUNARDELLI

Mais il y a du bon civisme enfin...

Lionel BARBERIS

C'est comme ça et quelquefois c'est un peu plus voilà, et comme je dis, oui effectivement le bitume commence à se fissurer vraiment à force de se croiser. Les gens mettent les roues dans les accotements, dans la terre. Voilà donc je pense qu'il y a des choses à faire.

Christophe VIGNAUD

Il faut juste laisser un tout petit peu de temps pour que toutes les choses se mettent en place.

On va voter si vous en êtes d'accord. Donc qui est contre ? Qui s'abstient et qui est pour ? Merci.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n° 240927-06 : Versement d'un fonds de concours communal pour les travaux de réaménagement de la signalisation de police pour la « ville apaisée » à Soorts-Hossegor en faveur des modes de déplacement actif

Le projet de territoire de MACS, approuvé en conseil communautaire du 30 juin 2022, au travers de son volet mobilité, a permis de définir les mobilités alternatives comme axe prioritaire de développement visant à améliorer la qualité et les possibilités des déplacements quotidiens et durables des habitants du territoire par une gestion adaptée des espaces publics. C'est notamment le cas avec l'apaisement des circulations pour partager l'espace routier avec les circulations piétonnes et cyclables.

Le schéma cyclable approuvé en conseil communautaire du 25 mars 2021, présente le plan d'action relatif aux modes de déplacements cyclables, et notamment le soutien au développement du réseau local à l'échelle des déplacements quotidiens à l'intérieur des communes.

La commune de Soorts-Hossegor, en lien avec la Communauté de communes, a engagé une étude de mobilité en 2023 pour améliorer la sécurité routière et la cohabitation entre tous les usagers (véhicules motorisés, piétons, cyclistes, etc.) en rendant compatibles les vitesses de ces différents modes.

L'objectif du projet est de réglementer toute la ville en y abaissant la vitesse à 30 km/h, vers « une ville apaisée ». Toutes les voies de circulation sont concernées sauf les axes structurants qui permettent d'entrer dans la ville ou d'en sortir et de contourner le centre-ville (voir plan en annexe). La réglementation à 50 km/h y deviendra donc l'exception sur ces axes très roulants.

Les travaux comprennent l'installation de signalisation verticale et horizontale de police. À chaque entrée de zone, des marquages « zones 30 » et des panneaux seront installés.

Conformément à la définition de l'intérêt communautaire en matière de liaisons cyclables et de voirie, ces travaux de réaménagement relèvent de la compétence communautaire et sont donc réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de communes.

Considérant que l'opération de réaménagement d'évolution vers la « ville apaisée » relève du maillage local défini dans le schéma cyclable de MACS et contribue à l'amélioration du patrimoine mis à disposition de la Communauté de communes au titre de sa compétence voirie, le versement d'un fonds de concours communal à la Communauté de communes est prévu.

En application du règlement financier précité, la participation financière de la commune qui bénéficie de la solidarité intercommunale au sein de MACS selon les critères inscrits dans le fonds d'investissement local (FIL), est définie à hauteur de 50 % du montant hors taxes des études et des travaux sans pouvoir excéder la part du financement assurée, hors subventions, par MACS.

L'estimation totale de l'opération est de 24 000,00 € TTC. Les dépenses éligibles au titre du PPI cyclable s'élèvent à 20 000,00 € HT, soit 24 000,00 € TTC.

Le plan de financement de l'opération, intégrant le traitement complet de l'emprise, est retracé dans le tableau ci-après :

Total des dépenses éligibles HT	20 000,00
TVA	4 000,00
Total des dépenses éligibles TTC	24 000,00
Autres financeurs	A communiquer par la commune le cas échéant
Fonds de concours communal HT	10 000,00
Financement MACS y compris la TVA	14 000,00
Total financement	24 000,00

Dans le cadre de cette opération, la participation financière définitive de la commune sera arrêtée par référence au montant réel des dépenses, dans la limite d'une augmentation de 10 % par rapport au plan de financement ci-dessus.

En toute hypothèse, en application de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage assure une participation au financement de l'opération d'investissement d'au moins 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques. Le total des financements apportés par des personnes publiques s'entend apport du maître d'ouvrage et fonds de concours inclus.

Le versement du fonds de concours par la commune interviendra pour chacune des phases selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % à la transmission de l'ordre de service de démarrage des travaux ;
- le solde de 50 % trois (3) mois après la réception de travaux et la transmission du décompte général définitif.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-10, L. 5211-10 et L. 5214-16-V ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 novembre 2020 portant approbation du règlement financier, de l'enveloppe globale et des conditions d'inscription et de financement des opérations, du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 28 janvier 2021 portant adoption du règlement d'intervention du fonds d'investissement local (FIL) ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 mars 2021 portant approbation de la priorisation des opérations du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 novembre 2021 portant ajustement du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 1er décembre 2022 portant ajustement du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 4 mai 2023 portant modification du règlement d'intervention du fonds d'investissement local et création d'un fonds d'investissement local « environnement » ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 30 novembre 2023 portant ajustement du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 janvier 2024 portant modification du règlement financier du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 28 mars 2024 portant modification du FIL et du FIL environnement ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 16 mai 2024 portant modification de la délégation d'une partie des attributions de l'assemblée communautaire au bureau communautaire et au président ;

VU le projet de convention relatif au versement d'un fonds de concours communal pour l'opération de réaménagement concernée, ci-annexé ;

CONSIDÉRANT les travaux de réaménagement de la signalisation de police pour la « ville apaisée » à Soorts-Hossegor, et le plan de financement prévisionnel correspondant ;

CONSIDÉRANT que ces travaux de réaménagement relèvent du maillage local du schéma cyclable de la Communauté de communes ;

CONSIDÉRANT qu'en application du règlement financier précité, la commune doit verser un fonds de concours à la Communauté de communes afin de participer au financement desdits travaux de réaménagement ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le versement d'un fonds de concours par la Commune de Soorts-Hossegor à la Communauté de communes, d'un montant total prévisionnel 10 000,00 € HT, pour la réalisation de l'opération de réaménagement concernée sous maîtrise d'ouvrage communautaire, étant précisé que ce montant sera arrêté définitivement par référence au montant réel des dépenses dans la limite d'une augmentation de 10 % par rapport au plan de financement prévisionnel,

APPROUVE le projet de convention s'y rapportant, ainsi que ses annexes décrivant le projet de réaménagement de la signalisation de police pour la « ville apaisée » à Soorts-Hossegor, tels qu'annexés à la présente,

APPROUVE l'inscription des crédits nécessaires au versement dudit fonds de concours sur le budget de la commune

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le projet de convention, ainsi que tout document ou acte se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

7. Communauté de communes MACS-convention portant sur la mise à disposition de matériels informatiques dans les cantines municipales

Christophe VIGNAUD

On continue avec Caroline (CHABRES DUC) qui va nous parler des matériels informatiques dans les cantines municipales.

Caroline CHABRES DUC

C'est juste un ajustement demandé par la MACS. La MACS prête aux communes une tablette, un matériel informatique pour gérer les repas des cantines. Ce prêt de matériel est soumis à convention qui doit être renouvelée tous les ans.

Vu que c'est automatique, la MACS a décidé de faire de renouveler les conventions que tous les cinq ans.

Christophe VIGNAUD

Très bien. On va voter. Qui est ?

Lionel BARBERIS

Je suis désolé Monsieur le Maire. Même quand il n'y a rien à dire, j'ai quelque chose à dire. C'est juste...et je sais, même à la maison, c'est insupportable. Mes enfants n'en peuvent plus.

Juste, on a un conseil tous les trois mois, et je reviens sur les délais.

Là il y avait l'été, ok, très bien. J'espère vraiment que la fréquence des conseils sera plus élevée.

Ça nous évitera d'avoir des conventions signées qui nous sont soumises dans la tablette parce que la convention que vous nous proposez est déjà signée.

C'est dommage de faire une délibération alors que la convention est déjà partie, voilà, c'était juste une petite remarque.

Christophe VIGNAUD

On n'est que sur la technique.

Lionel BARBERIS

C'est de la technique mais c'est important. Une convention est valable à partir du moment la délibération a été validée. C'est de la technique mais c'est du juridique aussi.

Christophe VIGNAUD

Allez, on va passer au vote. Est-ce que vous en êtes d'accord ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Et qui est pour ?

Séance du 27 septembre 2024

**Délibération n°240927-07 : Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud :
Convention de mise à disposition de matériel informatique dans les cantines municipales**

Monsieur le Maire rappelle que les agents des cantines municipales utilisent du matériel informatique fourni par la Communauté de communes MACS.

Il précise qu'il convient d'autoriser le Maire à signer la convention de mise à disposition de ce matériel avec MACS.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les statuts de la Communauté de communes MACS ;

CONSIDERANT l'intérêt pour la Commune de bénéficier du matériel informatique mis à disposition par MACS pour la gestion des repas des cantines municipales ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la convention à intervenir avec la communauté de communes MACS concernant la mise à disposition de matériel informatique dans les cantines municipales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

8. Convention relative au fonctionnement de la fourrière animale du Chenil de Birepoulet à Capbreton

Christophe VIGNAUD

Allez, on passe à la délibération numéro 8, qui est une convention relative au fonctionnement de la fourrière avec notre fameux chenil de BIREPOULET.

Maëlle, puisque Cathy n'étant pas là, Maëlle, tu te substitues à elle, Vas-y.

Maelle DUBOSC-PAYSAN :

Cette convention a pour objet de redéfinir le cadre et les modalités d'exploitation de la fourrière animale du syndicat mixte du chenil de BIREPOULET qui est situé sur la commune de CAPBRETON.

C'est la convention à la sortie de CAPBRETON quand vous vous rendez à LABENNE.

Cette convention a pour objet de régir également l'action coordonnée des communes membres en précisant les rapports, les obligations et les engagements de chacune des parties, c'est un simple réajustement.

Donc l'Assemblée délibérante est invitée à approuver cette convention et donc à approuver, Monsieur le maire, à la signer ce soir.

Christophe VIGNAUD

Est-ce qu'il y a des questions sur le fonctionnement du chenil ? Non ? Oui ? Vas-y Henri.

Henri ARBEILLE :

Juste une remarque, vous votez tous pour, en sachant que certaines communes sont en train de se désolidariser déjà depuis quelque temps.

Christophe VIGNAUD

Il y en a une, oui. TARNOS.

Henri ARBEILLE :

Parce que ça pose un problème pour le devenir de ce chenil en tout cas.

Maelle DUBOSC-PAYAN

D'où cette convention effectivement, j'aurais pu le préciser quand on est sur une communauté, un syndicat, etc. quand il y a un départ.

Ça a été le cas pour nous quand nous avons récupéré l'instruction de l'urbanisme. Il y a forcément...

Intervention inaudible

Non, c'est négligeable, s'il y avait un sujet financier, je l'aurais soulevé.

C'est compliqué, le sujet du chenil qui peut faire sourire effectivement, mais il y a un vrai sujet, il y a une vraie problématique.

On est très nombreux à adhérer dans ce syndicat. On est très peu nombreux à siéger quand il y a les comités.

On a même plus d'une fois, je crois qu'une fois sur deux, on n'a pas le quorum, alors qu'on est un nombre de communes de double de MACS. Il n'y a personne.

Le fonctionnement, ça a été soulevé déjà dès 2020.

On leur a reproché d'être obscurs, un peu nébuleux, où on entend systématiquement quand vous êtes confrontés à devoir les solliciter : « ça ne répond pas, ça ne répond pas. »

En fait, ce qui est remonté très souvent, c'est que le service, en tout cas les communes se plaignent de plus en plus.

Alors eux se justifient. J'y assiste avec Catherine CERIZAY MONTAUT à chaque fois, et eux se justifient, en affirmant mettre des choses en place, mais bon, c'est effectivement un petit peu.

Il y a des choses qui ont été faites. Je ne vais pas dire qu'on est dans la même situation qu'en 2020. Ce serait mentir. Il y a des choses qui ont été faites.

Ça avance. Mais c'est typiquement la situation d'un service où on attend beaucoup, mais il n'y a pas d'investissement.

Quand vous faites une réunion et que personne ne vient, il y a un moment, c'est normal, effectivement, de se plaindre d'un service non rendu, mais j'invite tous mes collègues siégeant au syndicat mixte à venir.

Venez, parce que quand on n'a même pas le quorum pour faire valoir un service qui n'est pas rendu, c'est un peu compliqué. Et oui, effectivement, une commune de taille a fait le choix de se retirer pour assurer elle seule puisque, je rappelle à tout le monde qu'effectivement le maire a la responsabilité de gérer les animaux errants, etc.

Or là, dans ces cas-là, on s'en remet au chenil, d'où ce petit réajustement, mais qui était aussi l'occasion de revoir les fondamentaux.

Christophe VIGNAUD

Bien, on va passer au vote, pardon, qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? à l'unanimité. Merci.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n° 240927-08 : Fonctionnement de la fourrière animale du chenil de Birepoulet

En application de l'article L211-22 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM), il appartient au maire, au titre des pouvoirs de police qu'il détient, de prendre toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats et de prescrire que ceux qui sont errants et ceux qui sont saisis sur le territoire de la commune soient conduits à la fourrière.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article L. 211-24 du code rural et de la pêche maritime, chaque commune doit disposer soit d'une fourrière communale apte à l'accueil et à la garde des chiens et des chats trouvés errants ou en état de divagation, soit du service d'une fourrière établie sur le territoire d'une autre commune.

La convention annexée à la présente délibération a pour objet de définir le cadre ainsi que les modalités d'exploitation de la fourrière animale du Syndicat mixte du chenil de Birepoulet à Capbreton.

La convention a aussi pour objet de régir l'action coordonnée des communes membres du syndicat et du chenil de Birepoulet à Capbreton, en y précisant les rapports, obligations et engagement de chacune des parties. Elle s'applique à définir les conditions de capture, transport et prise en charge des animaux relevant de la fourrière animale.

Vu le Code rural et notamment ses articles L. 211-11 et suivants, R. 211-11 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-1 donnant pouvoir au maire de diriger la police locale ;

Vu la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 avril 1999 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux ;

Vu la loi n°2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte du chenil de Birepoulet modifiés le 19 février 2023 ;

Vu la délibération n°12 du Syndicat Mixte en date du 25 juin 2024 ;

Considérant le besoin de clarifier par convention le fonctionnement de la fourrière animale du chenil et notamment de préciser les engagements de chacun ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les modifications de fonctionnement de la fourrière animale dans une convention annexée à la présente délibération ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

PREND ACTE des modifications apportées à la convention relative au fonctionnement de la fourrière animale du chenil de Birepoulet.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée relative au fonctionnement de la fourrière animale du chenil de Birepoulet.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

9. Servitude de passage Lotissement « La Cantère »

Christophe VIGNAUD

On passe aux travaux. Alain, tu nous parles du lotissement « La Cantère ».

Alain CLAVERIE

Voilà, cela concerne un fossé mitoyen entre le passage communal de la copropriété La Cantère, c'est dans le secteur sud-est de Soorts, cadastré AV 299, Il a été busé par la commune en 2020.

La limite de propriété entre ces deux parcelles se situe donc à l'axe de ce fossé et à l'axe du busage d'aujourd'hui.

Afin de pouvoir intervenir pour l'entretien régulier et pour toute réparation éventuelle sur ce busage, il convient d'établir une servitude au profil de la commune, sur la partie restante entre la limite de propriété de la parcelle AV 299 et leur clôture actuelle située au droit du haut de l'ancien fossé.

Vous avez le schéma qui est un peu plus loin, le schéma de profil en travers et le plan de situation. Cette servitude interdira tout dépassement d'édification de clôture, ainsi que l'interdiction de construction d'annexes.

Donc, il s'agit d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer devant Notaire l'acte authentique, au profil du domaine public avec la copropriété concernée, étant précisé que les frais, droits, taxes et honoraires de quelque nature que ce soit se rapportant à la constitution de la servitude, seront supportés par la commune.

Christophe VIGNAUD

On va passer au vote si vous n'avez pas de questions. Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? et qui est pour ?

Très bien.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n°240927-09 Autorisation de signature de l'acte constitutif de servitude de passage au profit du domaine public communal sur la parcelle cadastrée AV 299 avec les copropriétaires du lotissement « La Cantère »

Un fossé mitoyen entre un passage communal et la copropriété de « la Cantère » cadastrée AV 299 a été busé par la commune (à la demande des copropriétaires) en 2020.

La limite de propriété entre ces deux parcelles se situe donc à l'axe de ce fossé et donc à l'axe du busage aujourd'hui.

Afin de pouvoir intervenir pour l'entretien régulier ou pour toutes réparations éventuelles sur ce busage, il convient d'établir une servitude au profit de la commune sur la partie restante entre la limite de propriété de la parcelle AV 299 et leur clôture actuelle située au droit du haut de l'ancien fossé (cf. schéma de principe et plan de géomètre joints à la délibération).

Cette servitude interdira tout déplacement et/ou édification de nouvelle clôture ainsi que tout interdiction de construction d'annexes

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer, devant notaire, l'acte authentique de constitution de servitude au profit du domaine public avec les copropriétaires concernés, étant précisé que les frais, droits, taxes et honoraires de quelque nature que ce soit se rapportant à la constitution de la servitude, seront supportés par la commune.

PREND ACTE que les crédits nécessaires à la passation des actes précités sont inscrits au budget de la commune,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

10. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Casino

Christophe VIGNAUD

On va passer aux marchés publics et aux DSP. Vous savez que chaque année, on a les délégataires qui viennent nous faire le compte rendu de leur année. Il y a une commission d'ailleurs à laquelle il y avait les élus.

On commence avec le Casino, donc là, on n'a pas à voter. C'est juste pour information, pour que vous puissiez prendre acte de tout cela.

Vous l'avez dans vos notes, le Casino a quand même fait un chiffre d'affaires tout à fait correct, malgré la fermeture de nos salles.

Cette année encore, la partie du jeu était de l'ordre de 2 100 000 € contre 2 000 008€. Ils ont fait 5 % d'augmentation, et un total des jeux annexes de 145 000€ contre 141 000€. Ils sont en progression de 3,52% en totalité, puisqu'ils ont aussi une redevance à donner à l'État. Ce chiffre se fait essentiellement, comme ils nous l'ont précisé, au travers des machines à sous. Le PMU représente peu, mais en tout cas c'est un produit important pour eux.

Ils ont bien entendu la restauration qui est un peu en perdition, puisqu'aujourd'hui ils ne présentent qu'une partie snack et non plus la restauration comme auparavant.

Ils sortent un produit financier positif, ce qui n'était pas le cas les années précédentes, en tout cas ils ont rempli toutes les obligations qui leur étaient attendues via la DSP, en organisant des concerts, des animations avec les associations musicales, l'open des échecs, les chrome etc.

C'est sûr que le Casino aura et pourra avoir une meilleure rentabilité on peut dire dès que l'ensemble des travaux seront établis et ce sera, à mon avis, un fort potentiel d'activité complémentaire à ce que peut proposer la ville.

Donc globalement on peut être satisfait malgré tout, même si on est dans un schéma un peu plus restreint que dans le passé.

Bien entendu les jeux ont aussi changé d'habitude, puisque vous avez beaucoup de jeux qui se font au le ligne maintenant.

Ils ont aussi touché une population différente, et quand ils comparent, puisqu'ils ont les deux casinos, dont celui de CAPBRETON, ils sont quand même relativement en progression, même si c'est difficile. Ce qu'il faut aussi savoir, ils ont eu deux gros lots qui ont été touchés cet été.

Donc, ça veut dire qu'il y a de la fréquentation, de la fréquentation régulière et donc globalement, on peut considérer qu'ils ont répondu à nos attentes.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n°240927-10 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le Sporting-Casino

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Casino établi par la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Il précise que délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation des services publics le 2 septembre 2024.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé aux membres de la commission de délégation de service public le 26 août 2024.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Casino municipal de la Commune de Soorts-Hossegor pour la période allant du 1^{er} mars 2024 au 29 février 2028 avec la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor, délégataire retenu par délibération du conseil municipal en date du 22 septembre 2023.

CONSIDÉRANT que la société a remis à la Commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Casino établi par la société d'exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

11. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Tennis

Christophe VIGNAUD :

Ensuite, on a le tennis. Alors le tennis, ils sont sur une délégation qui est longue puisque c'est un contrat de 12 ans qui a été signé. Les adhésions sont à peu près quasi identiques à celles de l'année dernière. Il y a une légère baisse en ce qui concerne les enfants, ce qui est un peu dommage. Sinon, ça reste relativement stable sur le reste. En termes de chiffres, ils sont à plus de 10% sur la saison.

Ils sont arrivés à un chiffre d'affaires relativement conséquent, puisqu'ils faisaient 469 000€ l'année dernière. Ils en sont à 560 000€ cette année, donc grosse progression, pour un résultat près de zéro, ce qui nous a d'ailleurs tous étonné lorsqu'on a vu ça. Mais bon, il y a beaucoup d'investissements qui sont faits à l'heure des charges.

Ça fait partie du cahier des charges qui avait été signé en 2018, puisqu'ils ont réinvesti dans les terrains, ils ont réinvesti dans la lumière, ils ont fait les paddles, une activité complémentaire.

Il y a encore des choses à faire à mon avis et il y a une progression qui peut être là, maintenant à voir, les locaux ont du mal à y aller puisqu'on a une grosse concurrence avec d'autres clubs, que ce soit SEIGNOSSE ou CAPBRETON.

Donc, il manque un peu cet esprit club mais en tout cas en ce qui concerne la partie entraînement et sportive, ils sont bien présents.

Lionel BARBERIS

Je pense que Monsieur le Maire je me permets de dire...

Christophe VIGNAUD

Non mais attends, je ne vais pas trop rentrer sur le tennis. Tu sais très bien que ce n'est mon sport de prédilection et que je considérerais qu'on pourrait peut-être faire autrement. Cela étant, je m'applique à reprendre l'héritage et à faire avec ce qu'on a.

Lionel BARBERIS

Oui, justement il n'y a pas trop d'esprit club parce que je pense que c'est avant tout un business.

Je l'assume totalement parce que la présentation était claire, et quand vous dites qu'on est à zéro, évidemment que quand on ponctionne tout pour soi-même, à la fin il reste zéro.

Donc voilà, on est sur un business. Pour moi ce n'est pas un club. On va parler du golf où là on est quand même sur un vrai esprit de club. Et là on est vraiment sur quelque chose de très fort.

Mais le tennis clairement, Monsieur le Maire, on ne peut pas se satisfaire du style.

Je ne suis pas sûr que ce soit un club, mais on ne peut pas se satisfaire du style, du club, alors d'un point de vue business, des paddles, les gens sont contents, on va jouer, ça va être super, on est sur la consommation dans le sport.

Christophe VIGNAUD

Oui, tu me dis ça à moi, qui suis un ancien joueur de tennis et qui ait vécu dans des grands clubs. Oui c'est la consommation aussi. Mais il y a encore des joueurs de tennis.

Lionel BARBERIS

Il y a encore des joueurs de tennis oui, les gens vont au paddle, au badminton.

Christophe VIGNAUD

Il y a encore des joueurs de tennis qui viennent. Je sais très bien qu'on pourrait faire quelque chose.

Moi j'ai connu le club avant la délégation. Et voilà, je suis juste un peu triste de voir qu'on a perdu cette âme qui était celle que l'on peut retrouver au club de golf.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n°240927-11 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le complexe tennistique

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 2 septembre 2024.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé aux membres de la commission de service public le 26 août 2024.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du tennis municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la SARL Odyssey Sports signée le 20 juin 2018, délégataire retenu par délibération en date du 14 juin 2018,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe tennistique établi par la SARL Odyssey Sports pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

12. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Trinquet

Christophe VIGNAUD

Je vous passe maintenant au troisième qui est le trinquet.

Alors le trinquet, vous vous souvenez, on a fait une DSP il n'y a pas très longtemps, puisqu'on avait repris, on avait essayé de faire en sorte que ce lieu soit un vrai lieu de vie, même si au moment où ça a été fait, il y a eu des pétitions qui ont été signées.

Mais on se rend compte quand même que c'est vraiment une offre complémentaire pour le village de Soort, et c'est complémentaire à deux titres au niveau de la pelote parce que le club en lui-même est présent, et il y a des gens qui viennent jouer de façon régulière.

Et puis la deuxième, c'est qu'il y a une vraie offre au niveau du restaurant qui est là. Ils ont fait une décoration qui est très belle. Il y a un vrai service qui est proposé, ils sont dans une augmentation de chiffre d'affaires qui est importante.

Ils sont toujours dans une perte en termes d'exploitation parce qu'ils ont fait des investissements importants. Ils ont aussi les mêmes problématiques que dans beaucoup d'entreprises ou dans de nombreuses collectivités, c'est le manque de personnel, ce qui les a un peu bloqués dans leur croissance.

Mais je pense qu'on a bon espoir que ce restaurant, en tout cas ce lieu soit vraiment un rendez-vous important pour le village. Moi, je parie que cette année, ou les années futures, ils vont se sortir d'une gestion qui était certes difficile, mais faire quelque chose de positif, en tout cas, c'est tout ce qu'on leur souhaite parce qu'à chaque fois qu'on y va, c'est toujours rapide, bon et c'est un bel endroit. Voilà. Ça c'était pour le Trinquet.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n°240927-12 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le complexe du Trinquet

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet établi avec la société PELOTE PASSION pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 26 août 2024.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé aux membres de la commission de délégation de service public le 20 août 2024.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet municipal de la Commune de Soorts-Hossegor avec la société Pelote Passion « le Trinquet » signé le 17 mai 2022, délégataire retenu par délibération en date du 29 avril 2022,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du complexe du Trinquet établi avec la société PELOTE PASSION pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

13. Présentation du rapport d'activité annuel du délégataire pour le Golf.

Christophe VIGNAUD

Et le dernier point qui est le quatrième c'est le golf.

Le golf, le premier constat c'est qu'il y a à peu près une trentaine d'adhérents qui rentrent et qui sortent, soit qui ne s'inscrivent pas soit qui partent dans d'autres clubs ou qui malheureusement décèdent. Donc il y a une trentaine de nouveaux adhérents qui reviennent, on est à peu près à 915 joueurs, membres, ils ne jouent heureusement pas tous en même temps.

On est dans une logique qui est une vraie logique de club et ça je tiens à le noter, ce qui n'est pas trop le cas d'autres clubs qui sont autour de chez nous.

Il y a très peu de départs, je dirais, à la sauvage, Il y a pas mal de green Fee qui font que ça donne une forme de business supplémentaire.

Et surtout, on a une chance et qu'on a un parcours qui est exceptionnel et qui est reconnu de tous, que ce soit au niveau français comme au niveau international parce qu'on a des green keeper de grande qualité.

Parallèlement à ça, il y a des engagements de leur part pour effectuer des travaux, puisqu'ils sont en train de faire le nouvel arrosage qui va leur permettre de gagner 30% sur la consommation. Ils ont un investissement à peu près de l'ordre d'1.2M€ en totalité.

Ils ont déjà fait un préfinancement sur leur propre trésorerie de l'ordre de 200 à 300 000 euros et un complément via un emprunt, que nous avons d'ailleurs cautionné en partie et que nous avons voté lors du dernier conseil municipal.

La partie aussi importante qui fait le fait que le club soit un vrai club, hormis les membres qui viennent régulièrement, qui profitent des installations, du restaurant, des vestiaires qui sont relativement propres et de toutes les installations qui sont autour, c'est l'école de golf.

Cette école de golf, elle est au nombre de 120 enfants qui payent et on avait d'ailleurs voté une augmentation très minime et très succincte pour avoir de l'enseignement de qualité avec des professeurs de qualité et avec une vraie prévision, c'est-à-dire de l'entraînement et puis aussi de la compétition, donc ça c'est important.

Donc il faut leur rendre hommage par rapport à ça et ils continuent en tout cas à tenir cet engagement-là qui était, souvenez-vous, une des raisons pour laquelle nous avons choisi cette association-là plutôt qu'un autre opérateur, c'était cet esprit au niveau des jeunes.

Par ailleurs, en termes d'équipes, que ce soit femmes ou hommes, ils sont de très bon niveau, donc ce qui est intéressant d'aller porter la bonne parole en dehors des clubs, au niveau régional, départemental, national et puis autre chose, c'est qu'on a passé un accord avec eux sur la gestion aussi de leurs forêts et des arbres puisque pour une meilleure gestion, pour une meilleure luminosité sur le parcours il y avait des arbres à enlever.

Donc on a mis un plan avec eux pour que ça se fasse en bonne intelligence, ce qui était un peu plus compliqué dans le passé et en fait ils le faisaient un peu seuls, donc d'abord parce que ce n'était pas une DSP et d'autre part parce qu'ils pensaient qu'ils avaient toute la latitude de le faire.

En termes financiers, juste pour que ça soit complet, on est dans une situation encore négative mais de moindre importance par rapport à l'année dernière puisqu'ils sont à -18 000€ contre -91 000€ l'année dernière, ce qui est assez important.

Donc il y a une gestion qui est très rigoureuse qui est tenue par le trésorier et donc de ce fait, moi je considère qu'aujourd'hui, ils sont conformes au business qu'on leur a demandé, ils sont conformes à la prévision que l'on souhaite avoir au travers de cette DSP. Et là encore, c'est un endroit qui est important pour la ville.

Vous le savez, on a la chance d'avoir en plein centre-ville un golf de 18 trous, ce qui est très rare en France et on a cette chance là et il faut qu'on la garde. Voilà.

Moi j'en ai fini au niveau des délégations. Vas-y, oui, parce que vous prenez acte, vous n'avez pas à voter.

Lionel BARBERIS

Non, non, c'est juste pour alimenter au niveau du débat, oui, bien sûr, sur le fait que les commissions effectivement sur le Trinquet, je pense que pour le coup, c'est quand même une réussite, vous avez raison.

Aujourd'hui le restaurant a quand même amélioré largement la qualité et l'offre, donc ça, c'est une bonne chose.

Sur le golf, on a la chance d'avoir une association qui est solide et qui fait du très bon boulot.

Je rappelle quand même pour les enfants, on l'a dit à la commission, ce qui est très important pour nous quand on l'a abordé, c'était cette école de golf qui a la chance d'être accessible au plus grand nombre. On a une école de golf qui permet par son tarif qui était autour de 180€ de mémoire

Christophe VIGNAUD

175€.

Lionel BARBERIS

180€, la possibilité pour beaucoup de familles de permettre l'accès au golf à des enfants qui peut-être n'auront pas cet accès-là normalement dans d'autres clubs. On a vraiment insisté auprès du club là-dessus en disant qu'on était très attaché à avoir une école de golf accessible. Ils souhaitent augmenter un peu les tarifs, je pense liés à l'inflation notamment, on doit être vigilants là-dessus.

Christophe VIGNAUD

Prochain conseil municipal

Lionel BARBERIS

Je crois que j'ai vu qu'il y a eu une délibération sur les tarifs mais apparemment elle a sauté.

Christophe VIGNAUD

Alors ça c'était pour le tennis et du coup on ne les a pas eus, on l'a fait sauter.

En revanche on aura une délibération sur l'augmentation au niveau du golf sur normalement le conseil municipal du mois décembre

Lionel BARBERIS

C'est le prochain conseil en décembre ? dans 3 mois ? (Rires)

Christophe VIGNAUD

Oui, on a hésité de le faire en janvier de 2025 mais on voulait partir en vacances de Noël avant et le faire avec toi.

Lionel BARBERIS

D'accord, on aura un conseil en décembre, dans 3 mois. Ça veut dire que les tarifs qui sont votés ne sont pas applicables en septembre. Ce sera pour l'année prochaine. Donc on est d'accord que si on vote en décembre des tarifs ce ne sera pas applicable en septembre ?

Christophe VIGNAUD

Les tarifs qui vont être votés, il n'y a pas d'augmentation de tarifs aujourd'hui au niveau du golf, du tennis ou autre tant que ce n'est pas passé en conseil, au niveau technicité tu le sais.

Lionel BARBERIS

A part que la dernière fois on l'a fait limite, on l'avait fait limite.

Christophe VIGNAUD

On l'avait fait limite mais ils n'avaient pas augmenté

Lionel BARBERIS

J'apprends que c'est en décembre. Je ne peux encore que regretter qu'il y ait 3 mois d'attente entre chaque conseil mais de toute façon ça limite la parole de l'opposition.

Christophe VIGNAUD

Non, en fait ça te manque de ne pas nous voir, c'est ça te manque ?

Lionel BARBERIS

C'est pour ça qu'après je suis trop long.

Christophe VIGNAUD

Bon allez on passe à la suite.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n°240927-13 : Présentation du rapport d'activité du délégataire pour le Golf

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal le rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Golf établi par l'Association Sportive Golf Hossegor pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Le délégataire a présenté le rapport d'activité à la commission de délégation de service public le 26 août 2024.

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport a été envoyé aux membres de la commission de service public le 20 août 2024.

VU l'article L. 3131-5 du code de la commande publique,

VU l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Golf de la Commune de Soorts-Hossegor avec l'Association Sportive Golf Hossegor signé le 22 décembre 2022, délégataire retenu par délibération en date du 4 novembre 2022,

CONSIDÉRANT que la société a remis à la commune, dans les délais requis par la loi, un rapport annuel d'activité où figurent tous les éléments permettant d'apprécier les conditions d'exercice du service public,

***Après en avoir discuté,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du rapport annuel de délégation de service public pour l'exploitation du Golf établi par l'Association Sportive Golf Hossegor pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

AFFAIRES GÉNÉRALES

14. Signature de conventions de prêt à usage en domaine public privé pour la mise en place d'infrastructures nécessaires au déploiement du réseau FTTH (Fiber To The Home)

Christophe VIGNAUD

Une signature de convention de prêt à usage en domaine public ou privé, c'est pour la mise en place de structures nécessaires pour le déploiement de la fibre, je l'avais expliqué en commission générale, dans le cadre du déploiement de la fibre.

Afin de donner un accès pour tous à ces nombreux services proposés par cette fibre, on avait besoin de matériels de stockage, de types d'armoires que nous devons mettre sur le domaine public ou privé de la commune, en fait c'est une régularisation, que nous devons passer, cela à titre gratuit pour le SYDEC, et c'est sur l'ensemble de la commune, vous l'avez bien vu, il y a quelques armoires à droite, à gauche dans toute la ville, qui sont relativement discrètes malgré tout, un petit peu taguées pour certaines, donc voilà.

Est-ce que vous avez des remarques par rapport à ça ?

Lionel BARBERIS

Non, franchement c'est une remarque qui remarque la gratuité de ces espaces publics que l'on met à disposition de ceux qui installent la fibre. Alors qu'historiquement on avait des renversements d'EDF dans les communes liées notamment à ces armoires qu'on avait sur les occupations de domaine public et autre.

Pour plein de raisons, c'étaient des recettes que les communes pouvaient avoir, je trouve que les opérateurs se mettent en place tranquillement en abusant de cette gratuité. Dans le temps, ça veut dire qu'ils occuperont ce domaine public de façon gratuite et de façon permanente.

Christophe VIGNAUD

Après il n'y a pas d'autres moyens que de faire ce genre d'effort.

Lionel BARBERIS

Je sais qu'ils mettent la pression en disant "sinon on ne vient pas".

Christophe VIGNAUD

Je pense que c'est important qu'on ait la fibre, je sais.

Lionel BARBERIS

La fibre est nécessaire mais je trouve que les méthodes sont de plus en plus agressives, notamment sur le fait de dire aux collectivités : « on ne vous verse rien ».

Christophe VIGNAUD

Allez, on va voter si vous en êtes d'accord. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Et qui est pour ?

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n° 240927-14 : Signature de conventions de prêt à usage en domaine public ou privé pour la mise en place d'infrastructures nécessaires au déploiement du réseau FTTH (Fiber To The Home)

Conscient de la nécessité de garantir sur le long terme un aménagement numérique respectueux des équilibres du territoire landais, en adéquation à la fois avec les besoins actuels et futurs des entreprises et l'augmentation des usages des particuliers, le SYDEC a décidé, en concertation avec la Région Nouvelle-Aquitaine, le Département des Landes et la Communauté de Communes de construire une infrastructure publique de communications électroniques à Très Haut Débit, au sens de l'article L. 14251 du Code général des collectivités territoriales.

L'objectif de cette démarche est de proposer aux particuliers et aux entreprises un accès à de nombreux services tels que l'Internet, la téléphonie, la vidéo, l'échange de données, etc. via un réseau à Très Haut Débit en fibre optique sur les zones délaissées par les grands opérateurs nationaux.

Cette infrastructure publique sera destinée aux opérateurs Fournisseurs d'Accès à Internet dans des conditions d'accès identiques.

Le SYDEC assure, sous sa maîtrise d'ouvrage publique, l'établissement d'un réseau communications électroniques à très haut débit en fibre optique d'initiative publique (FTTH), en application de l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales, et confiera à la Société Publique Locale (SPL) Nouvelle-Aquitaine THD l'exploitation technique et commerciale du réseau, dans le cadre d'une Convention de Délégation de Services Publics.

A la suite de la visite sur site, il est convenu que les infrastructures nécessaires au déploiement du réseau optique seront installées à titre gratuit sur le domaine public ou privé situé aux droits des parcelles précisées sur les conventions ci-annexées.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions nécessaires de prêt à usage en domaine public ou privé de la Commune pour la mise en place d'infrastructures nécessaires au déploiement du réseau FTTH (Fiber To The Home) ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

15. Contrat de prêt à usage avec les ostréiculteurs d'Hossegor pour la mise à disposition d'une aire de stockage sur la parcelle cadastrée AM 17 lieu-dit « Hargous »

Christophe VIGNAUD

Ensuite les contrats prêts à usage pour les ostréiculteurs.

Les ostréiculteurs, comme vous le savez, ils sont sur notre commune concernant les exploitations, mais sur SEIGNOSSE pour l'endroit où ils pouvaient ranger leur matériel.

Cet endroit qui était leur parking de matériel, c'est un endroit qui appartient à la MACS et qui a fait objet de... Comment vous dire ? Pas d'étude mais d'appel à projet.

D'ailleurs, ils en ont parlé encore hier soir, en conseil communautaire, il y a un appel à projet sur ce lieu-là, puisqu'il y a un bâtiment qui est relativement beau, qui pourrait être exploité, plus trois autres bâtiments, donc, ils ont demandé aux ostréiculteurs de partir.

De ce fait, la communauté de communes s'est retournée vers nous pour essayer de trouver un endroit.

Et nous avons, nous, proposé plusieurs endroits dont un qui se trouve à côté d'HARGOUS, dans un lieu qui est complètement protégé, enfin qui ne se voit pas et qui est complètement fermé.

Et donc de ce fait, qui a été d'ailleurs financé par la communauté de communes, en ce qui concerne l'aménagement de l'espace et les différentes clôtures.

Donc aujourd'hui, ce que l'on fait et ce que l'on va faire, on signe un contrat de prêt à usage gratuit pour le compte des sept exploitants pour qu'ils puissent ranger leurs matériels.

Sinon, si on ne faisait pas ça, en tout cas si l'une ou l'autre des communes ne faisait pas ce genre d'efforts, il était question de fermer l'exploitation, c'est-à-dire de fermer les cabanes, ce qui ne nous paraît en tout cas pas viable et pas normal pour une commune comme la nôtre.

Sachant que pour information, la redevance que les cabanes payent, c'est directement à MACS, ce n'est malheureusement pas à nous, donc ça c'est le premier point.

Et puis le deuxième, c'est qu'ils auraient pu, et ils auraient à mon avis, ce qu'ils font en ce moment d'ailleurs, c'est de laisser leur matériel un peu partout et donc de mettre de façon en fait dangereuse tout ce qui est paniers et autres. Voilà.

Donc ce soir, on vous demande de nous autoriser à signer cette convention avec les ostréiculteurs, qui sont au nombre de sept, pour qu'ils puissent entreposer leur matériel d'exploitation à cet endroit-là.

Est-ce qu'il y a des questions ?

Lionel BARBERIS

Pourquoi ? MACS ne loue pas cet espace ?

Christophe VIGNAUD

Pourquoi MACS ne loue pas cet espace ?

Lionel BARBERIS

Et bien oui au profit des ostréiculteurs, puisque là on fait une mise à disposition gratuite d'un espace, ce qui d'ailleurs est, pour une société, il semble illégal, même en ça.

Christophe VIGNAUD

Non, ça c'est... on a vérifié

Lionel BARBERIS

Y a des dérogations pour les ostréiculteurs ?

Christophe VIGNAUD

Non, on a...

Propos inaudibles

Lionel BARBERIS

Ah bon ? Y a une démarche d'intérêt général ? Pour des entreprises privées ?

Non, mais ce sont des entreprises privées.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais c'est un intérêt général au niveau de la commune.

Lionel BARBERIS

Donc MACS, non, mais qu'on soit clair, on est sur des entreprises. Alors ne me dites pas que c'est pour l'intérêt général, donc simplement, sinon moi je vais mettre dans l'intérêt général aussi.

Ce que je veux dire, c'est que là, pour le coup, MACS a effectivement des ostréiculteurs auprès desquels il relève un droit de place. Pourquoi il ne loue pas cet espace pour eux ? Je trouve que c'est un peu facile de dire on met la gratuité aux ostréiculteurs parce que ce sont les ostréiculteurs et qu'on ne va pas se les mettre à dos. En réalité, je comprends tout à fait.

Sinon, il faut appliquer la règle administrative et juridique c'est celle-là.

Maintenant, que ce ne soit pas eux qui payent, je peux l'entendre, parce qu'effectivement, il faut les aider aussi à passer ce cap-là, y a aucun problème et je pense qu'on est tous d'accord pour les aider. Je dis simplement que MACS leur demande de quitter un espace et n'assume pas le fait de les reloger.

Et c'est à nous communes, de reloger les ostréiculteurs qui sont sur l'espace de MACS, qui paient un droit de place à MACS, qui encaisse donc des recettes et en fait n'assume pas la location de ce terrain.

Alors oui, ils ont assuré quoi ? La clôture qu'ils ont payée, c'est ça ?

Donc ils paient la clôture, en revanche, ils n'assurent pas la location du terrain qui appartient à la commune et on demande à la commune de faire un acte qui, pour moi, est illégal, à savoir de faire une gratuité pour des entreprises privées. Intérêt général, pour moi, il est un peu limité quand même.

Christophe VIGNAUD

Alors au niveau du...

Lionel BARBERIS

C'est là, c'est tiré par les cheveux.

Christophe VIGNAUD

Non, alors en ce qui concerne la gratuité, tu peux la faire et franchement, on a vérifié par rapport à ça, il n'y a pas de souci et puis après, on verra si le contrôle de légalité le fera. Je veux dire, tu le sais, ce n'est pas...

Lionel BARBERIS

On revient toujours sur le même sujet, c'est savoir : pourquoi ils ne payent pas ?

Christophe VIGNAUD

Je ne peux pas finir.

Lionel BARBERIS

Oui.

Christophe VIGNAUD

Tu sais combien ça représente en termes de loyer ?

Lionel BARBERIS

Même si c'est un euro, je m'en fous en fait, Monsieur le Maire, je dis simplement que symboliquement...

Christophe VIGNAUD

C'est trois euros.

Lionel BARBERIS

Ça me va. En fait, un euro, deux euros, trois euros. C'est juste le fait de dire que la gratuité me pose un problème dans la mesure où elle n'est pas autorisée.

Christophe VIGNAUD

Alors, je vais mettre trois euros pour sept ostréiculteurs. Tu divises par ça et tu regardes. Est-ce que ça vaut le coup de lancer ça ? Attends, laisse-moi terminer

Lionel BARBERIS

C'est MACS.

Christophe VIGNAUD

Oui, je pense qu'il y a d'autres choses qui sont plus importantes plutôt que de perdre du temps là-dessus.

Et d'essayer de demander à MACS d'autres compensations, c'est, on vous fait ça en revanche, aidez-nous sur d'autres choses.

Lionel BARBERIS

En l'occurrence, les autres compensations à MACS, jusqu'à preuve du contraire, pour l'instant, c'est nous qui payons beaucoup plus de choses sur des compétences qui leur appartient.

La preuve, rien que le service urbanisme, on ne récupère pas le service urbanisme, ils auraient pu l'assurer.

Et puis après, les voiries, etc.

Christophe VIGNAUD

Non, non, non. Mais bon. Je ne sais pas si ça vaut le coup de... tu vois ? Pour 3 euros, je n'en suis pas certain.

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas le sujet, je dis simplement que dans la philosophie, ce n'est pas de faire payer les ostréiculteurs. Dans la philosophie, c'est à dire

Christophe VIGNAUD

Mais 3 euros pour tu vois. Parce que le prix du terrain, c'est ça aujourd'hui. Le terrain agricole, tu le sais.

Lionel BARBERIS

3 euros par mois.

Christophe VIGNAUD

Non, par an.

Lionel BARBERIS

De location ?

Christophe VIGNAUD

Oui, 3 euros par an.

Lionel BARBERIS

Bon, aujourd'hui, toujours est-il que MACS doit aussi assumer le fait de reloger ses ostréiculteurs.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais c'est une forme... enfin bon...

. Alors, est-ce que vous en êtes d'accord ? On va voter.

Et alors, qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien, qui est pour ? Merci pour les ostréiculteurs.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n°240927-15 : Contrat de prêt à usage avec les ostréiculteurs d'Hossegor pour la mise à disposition d'une aire de stockage sur la parcelle cadastrée AM 17 lieu-dit « Hargous »

Les ostréiculteurs d'Hossegor stockent leur matériel au sein de la propriété de l'ancien musée forestier situé sur site appartenant à la Communauté de communes MACS ; cette dernière souhaite récupérer l'usage de l'ensemble de la propriété.

En concertation avec les services de MACS et les ostréiculteurs, il a été convenu de mettre à disposition de sept ostréiculteurs, à titre gracieux, une aire de stockage d'environ 1 500 m² sur la parcelle cadastrée AM 17 lieu-dit « Hargous ».

Cet espace servira uniquement à entreposer le matériel nécessaire à l'activité ostréicole, à savoir nurserie et grillage nécessaires au développement d'huitres, tracteurs, réserves d'eau, etc. Il ne pourra recevoir un autre emploi que celui prévu ci-dessus sous peine et de résolution immédiate du contrat de prêt.

Ce matériel devra être entreposé de manière organisée et ne devra pas empêcher l'utilisation des voies de circulation desservant le reste de la propriété (engins de secours et de lutte contre l'incendie, engins d'entretien du couvert forestier, engins des forces de l'ordre ou assimilés autorisés à utiliser le site. Aucun élément dangereux et pouvant provoquer des risques d'incendie, d'explosion ou autres, ne devra être utilisé et stocké sur le site. En cas de problème lié à ces éléments, les sept ostréiculteurs de manière solidaire seront tenus pour seuls et uniques responsables et pourront être poursuivis pour dommage à biens et/ou à autrui.

Le contrat est d'une durée d'un an avec tacite reconduction. Au-delà de la première année, la Commune pourra récupérer le bien sans motif ni indemnité, en respectant un préavis de six mois.

Vu le CGCT notamment son article L. 2122-22,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant la demande des ostréiculteurs concernant la mise à disposition d'une aire de stockage pour le matériel lié à leur activité suite à la fin de convention avec la Communauté de communes MACS,

Considérant la nécessité de formaliser un contrat de prêt à usage également appelé commodat avec les ostréiculteurs.

Après en avoir délibéré,

Avec 23 voix pour

3 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

ACCEPTE de mettre à disposition et à titre gratuit un espace de stockage de 1500 m² environ aux ostréiculteurs (emprunteurs) pour entreposer du matériel nécessaire à l'activité ostréicole.

DÉCIDE d'établir un contrat de prêt à usage avec les ostréiculteurs d'Hossegor sur la parcelle cadastrée AM 17 lieu-dit « Hargous », pour une superficie d'environ 1500 m².

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de prêt à usage correspondant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

16. Convention de mise à disposition d'intervenants à titre gracieux avec les associations sportives communales dans le cadre des missions du service municipal des sports.

Christophe VIGNAUD

Point numéro 16, une convention de mise à disposition d'intervenants à titre gracieux avec les associations sportives.

Donc, dans le cadre du service municipal des sports que nous avons mis en place, et dans ce cadre-là, la collectivité décide de faire appel à des intervenants qui sont installés sur le territoire de la commune.

Et bien entendu aux associations, et il convient de conventionner avec ces intervenants.

Sachant que les conditions de ces interventions précisées dans la convention qui est annexée à la présente note est gratuite, puisqu'ils travaillent en tout cas pour p faire en sorte de faire connaître leur sport dans les différentes associations.

Est-ce que vous avez des questions ? On va passer au vote. Qui est contre ? Qui est pour ? Merci.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n° 240927-16 : Convention de mise à disposition d'intervenants à titre gracieux avec les associations sportives communales dans le cadre des missions du service municipal des sports

Dans le cadre de la création du service municipal des sports, la commune propose des activités sportives tout au long de l'année scolaire en lien avec les associations sportives communales. Les agents de la collectivité vont collaborer avec des intervenants des associations (à ce jour les associations de pétanque, pelote, tennis de table, sambo, rugby, golf, sauvetage côtier et surf). Pour ce faire, la Commune doit conventionner avec les associations concernées. Les conditions de ces interventions sont précisées au sein de la convention.

L'assemblée délibérante est invitée à autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives par la mise à disposition de moyens humains, locaux et/ou terrains ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de collaboration entre le service municipal des sports et les associations sportives communales ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer avec chaque association sportive communale concernée la convention de mise à disposition d'intervenants à titre gracieux dans le cadre des missions du service municipal des sports.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

RESSOURCES HUMAINES

17. Signature d'une convention de mise à disposition d'un agent communal à l'association Sportive Hossegor Pelote (ASH Pelote)

Christophe VIGNAUD

J'ai fait un, juste pour vous réveiller un petit peu. Allez, on passe aux ressources humaines et je laisse la parole à Jean-Marc pour le point numéro 17.

Jean-Marc LEROY

Dans le point numéro 17, il s'agit de la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent communal à l'association sportive HOSSEGOR Pelote.

En réalité il s'agit de régulariser, de formaliser une situation qui existe depuis 24 ans, et qui ne l'avait jamais été.

Donc l'idée c'est véritablement d'officialiser cette mise à disposition, sachant qu'on découvre que finalement nous ne sommes pas autorisés à faire cette mise à disposition gratuitement et que l'association devra prendre en charge pour le temps consacré par l'agent à cette activité, prendre en charge donc les frais, enfin le coût des salaires chargés et de les rembourser à la commune.

Après restera la possibilité ou la décision à prendre de décider d'une subvention compensatoire ou pas, pour cette association. Voilà.

En fait cette activité existe depuis 24 ans, depuis que cette personne a été recrutée et nous devons donc régulariser une situation qui ne l'avait pas été jusqu'à présent.

Christophe VIGNAUD

Vous avez des questions ? Oui ?

Edouard DUPOUY :

Merci pour le décret de 2008. Merci.

Lionel BARBERIS

De rien.

Edouard DUPOUY :

Et merci à Chat GPT mais la bonne nouvelle c'est qu'on ne peut pas faire confiance entièrement à Chat Gpt.

Lionel BARBERIS

Mais non, ne faites pas confiance à Chat Gpt, ça ne marche pas.

Edouard DUPOUY

C'est la morale de l'Histoire.

Lionel BARBERIS

Mais oui, la morale de l'histoire c'est qu'en l'occurrence, et je dis ça parce que le sujet-là c'est moi qui l'aie levé, et je dis attention, on ne peut pas faire de mise à disposition gratuite d'un agent et il faut effectivement un remboursement de l'association, après on donne une subvention.

Globalement, Monsieur le Maire, pour qu'on ait plus de sujets techniques à aborder de ce type, et en conseil, on en a parlé avec Édouard, donnez tout à SVP, donnez vos délibérations, ils vont vous les vérifier techniquement.

Christophe VIGNAUD

Non, SVP n'a pas ce rôle-là, tu le sais très bien.

Lionel BARBERIS

Mais bien sûr, parce que moi je donnais mes délibérations et ils les contrôlaient en l'occurrence, donc c'était tout à fait possible.

Ils prenaient les délibérations, ils les contrôlaient, ils les lisaient, etc. Alors peut-être qu'ils ne le font plus maintenant parce que ça coûte peut-être un peu cher pour ça, mais bon, vu qu'on a trois mois entre les conseils, on a le temps de les faire vérifier les délibérations, et si on pouvait éviter d'avoir des erreurs techniques, ça m'éviterait d'en parler, Monsieur le Maire, tout simplement, et on pourrait parler de politique pour que ce soit bien entre nous.

Christophe VIGNAUD

On en a parlé politique tout à l'heure, bon après la technicité c'est une chose, mais on passe beaucoup de temps sur la technicité et pas trop sur les projets, c'est ça qui m'énerve, mais à peu près c'est comme ça. En ce qui concerne, il y aura le contrôle de légalité, là on est en train de faire du contrôle de légalité, donc on verra si ça passe.

Lionel BARBERIS

Le contrôle de légalité ne vérifiera pas les délibérations, c'est faux, ils n'ont pas le temps, ils ne le font pas, donc ça veut dire que ça aurait pu passer comme ça, si ce n'est que c'est illégal.

Christophe VIGNAUD

C'est leur rôle.

Lionel BARBERIS

Non mais simplement, si on pouvait éviter ce genre d'erreurs techniques, ça nous permettrait d'avoir un peu de...

Christophe VIGNAUD

Ça peut arriver d'avoir des erreurs techniques, on t'en remercie

Lionel BARBERIS

Alors là en l'occurrence il n'y en a pas mal.

Christophe VIGNAUD

Non, non, non, non, non.

Intervention inaudible

Ah oui, c'est facile.

Allez, ce n'est pas grave, on va voter quand même si vous en êtes d'accord à moins qu'on continue le débat. Bon, qui est contre ? Qui s'abstient et qui est pour ? A l'unanimité. On passe au point suivant, Jean-Marc ?

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n° 240927- 17: Signature d'une convention de mise à disposition d'un agent communal auprès de l'Association Sportive Hossegor Pelote (ASH Pelote)

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L512-6 à L512-9 et L512-12 à L512-15,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu le décret n°2023-845 du 30 août 2023 portant sur la communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions,

Considérant qu'il y a lieu d'établir une convention pour la mise à disposition d'un agent communal entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'Association Sportive Hossegor Pelote (ASH Pelote),

La mise à disposition répondra aux modalités définies dans la convention de mise à disposition jointe à la présente délibération. Sa mise en œuvre s'effectuera par voie d'arrêté individuel à la date de la mise à disposition.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition d'un agent territorial entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'Association Sportive Hossegor Pelote (ASH Pelote), dont un exemplaire est joint à la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

18. Convention avec le Centre de Gestion des Landes CDG 40 pour l'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.

Jean-Marc LEROY :

Le point 18, il s'agit d'une convention à signer avec le centre de gestion des Landes pour l'adhésion aux dispositifs de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.

Donc la collectivité souhaite confier au CDG la gestion de ce dispositif. Ce dispositif a été demandé pour répondre aux documents uniques d'évaluation des risques professionnels, et d'ailleurs qui est en cours de modification au sein de la collectivité.

La mise en place donc cette mission proposée par le CDG permettra : la mise en place d'un circuit de signalement, des réclamations des victimes et des témoins,

La mise à disposition de support de communication montant et descendant, avec l'accord de l'agent à transmission des signalements à l'employeur pour traitement et prise de décision...

La mise en place de système d'accompagnement permettant d'assurer la prise en compte des faits subis par les agents, leur protection et leur soutien, notamment en cas de situation d'urgence, l'établissement de procédures de qualification et de traitement des faits signalés, enquêtes internes, mesures de prévention et de protection sont également prévues.

L'élaboration enfin de données statistiques à destination du CST. Voilà, cette convention donc est conclue pour une durée de deux ans jusqu'à 2026.

Christophe VIGNAUD

Oui, vas-y.

Lionel BARBERIS

Monsieur le Maire, est-ce que cette convention s'applique aussi aux élus ?

Christophe VIGNAUD

Tu peux demander à Jean-Marc, tu n'es pas obligé de demander à moi à chaque fois.

Lionel BARBERIS

Non, mais est-ce que ça s'applique aussi aux élus ?

Jean Marc LEROY :

Je l'espère bien !

Lionel BARBERIS

Voilà, je pense que ce sera nécessaire de faire aussi une application de ça auprès des élus sur les violences et les paroles entre élus. Je pense que le dernier conseil a été un exemple de ça

Christophe VIGNAUD

Il y a plein de formations qui sont proposées entre...

Lionel BARBERIS

Sur la communication non violente, ça permettra de...

Christophe VIGNAUD

Il y a plein de formations qui sont proposées au travers du service RH, Il y a plein de cessions que je vous envoie d'ailleurs au conseil municipal.

À laquelle vous êtes conviés parce que moi je les reçois en direct et c'est vrai que je vous ferai profiter de ça, puisque l'AML nous fait passer. Vous pouvez sans aucun problème en tout cas profiter de ce genre de choses.

On va passer au vote si vous en êtes d'accord ? Qui est contre ?

Tout le monde est pour alors je pense. Oui, très bien. C'est important, très bien.

Allez, on passe au point 19, c'est ça ?

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n°240927-18 : Convention d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes du Centre de Gestion des Landes

Monsieur le Maire rappelle que conformément au décret n° 2020-256 du 13/03/2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique, toute autorité territoriale, depuis le 1^{er} mai 2020, a l'obligation de mettre en place ce dispositif au sein de sa collectivité ou de son établissement public.

Le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale des Landes (CDG 40) propose aux collectivités de gérer pour leur compte ce dispositif de signalement par voie de convention.

La mission proposée par le CDG 40 permettra :

- D'accéder à une plateforme dédiée permettant de recueillir les signalements des agents, dans un cadre de confiance, neutre, impartial et indépendant, et respectueux de la demande d'anonymat ;
- La mise en place d'un circuit de signalement (procédure de recueil des saisines ou réclamations des victimes et des témoins, réception, enregistrement, traitement) ;
- La mise à disposition de supports de communication/d'information pour la collectivité ;
- Avec l'accord de l'agent, la transmission des signalements à l'employeur pour traitement (mesure de protection au bénéfice de l'agent, victime ou témoin) ;
- La mise en place de systèmes d'accompagnement permettant d'assurer la prise en compte des faits subis par les agents, leur protection et leur soutien notamment en cas de situation d'urgence ;
- L'établissement de procédures de qualification et de traitement des faits signalés (enquête interne, mesures de prévention et de protection) ;
- L'élaboration de données statistiques à destination des Comités Sociaux Territoriaux compétents.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L. 135-6 et L. 452-43 ;

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Considérant que toute autorité territoriale a l'obligation de mettre en place depuis le 1^{er} mai 2020 un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes ;

Considérant que le CDG 40 a mis en place ce dispositif, par arrêté n° 1074 du 04 octobre 2021 pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en feront la demande ;

Considérant qu'il semble opportun, dans un souci d'indépendance et de confidentialité, de confier au CDG 40 la mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de la Commune de Soorts-Hossegor ;

Considérant l'intérêt que représente l'adhésion à ce dispositif,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

DECIDE d'adhérer au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes mis en place par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette convention.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

19. Convention avec le Centre de Gestion des Landes CDG 40 pour la mise à disposition du service d'aide et de conseil en organisation du travail.

Jean Marc LEROY

Oui. Donc là aussi il s'agit de signer une convention avec le CDG pour la mise à disposition du service d'aide et de conseil à l'organisation du travail.

Ce dispositif donc répond également au document unique d'évaluation des risques professionnels, qui est donc, comme je le disais tout à l'heure, en cours de modification.

Et cette mission donc proposée par le CDG permettra des conseils en matière d'organisation, un diagnostic partiel ou complet des services de la collectivité, une étude sur la mise en place de nouvelles organisations, des propositions de gestion des plannings et des roulements de services conformes en code du travail et aux textes relatifs à la RTT, la création et l'animation de groupes de projet, l'élaboration et la coordination de groupes de travail.

En fait il s'agit d'analyser, pour faire simple, l'ensemble des activités de chaque service, de mettre ça en parallèle avec l'analyse des effectifs et des organisations de chaque service et de voir dans quelle mesure tout ça est bien en adéquation.

Si ça ne l'est pas, à ce moment-là, de faire des recommandations de modification. Voilà.

Christophe VIGNAUD

Y a-t-il des questions ? Oui ?

Lionel BARBERIS

Monsieur le Maire, parce que je vous l'ai dit tout à l'heure, mais pour moi c'est un constat d'échec.

Ça fait quatre ans et demi que vous êtes à la tête de la collectivité et aujourd'hui on a des points de rupture dans les services, je dis bien dans les services, et le fait de faire appel au centre de gestion pour travailler sur l'organisation des services, alors que ça fait quatre ans et demi que vous mettez en œuvre l'organisation de cette mairie, pour moi c'est un constat d'échec.

Donc je préfère vous le dire, parce qu'en général c'est une intervention, je vous l'ai dit, se fait en début de mandat, se fait avec le renouvellement d'une direction générale. Là ça nous coûte 5 000 euros pour dire des choses que vous savez, pour dire des choses que vous connaissez et que vous savez.

Bon après vous avez raison, faites-les travailler, ils vont vous dire déjà ce qu'on a dit.

Christophe VIGNAUD

On va voter ? Qui est contre ? qui s'abstient ? et qui est pour. ? Très bien.

Séance du 27 septembre 2024

Délibération n° 240927-19 : Convention d'adhésion au service d'aide et de conseil en organisation du travail du Centre de Gestion des Landes

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que l'état des lieux du DUERP (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels) a démontré la nécessité de réaliser un examen et un bilan du fonctionnement de l'ensemble des services de la commune, et plus particulièrement auprès des services administratifs.

Il propose, pour ce faire, l'intervention du service d'aide et de conseil en organisation du travail créé par le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Landes.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L. 135-6 et L. 452-43 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 25 modifié par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 permettant aux centres de gestion d'assurer des missions de conseils en organisation à la demande des collectivités et établissements ;

Considérant qu'il semble opportun, dans un souci d'indépendance et de confidentialité, de confier au CDG 40 la mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de la Commune de Soorts-Hossegor,

Considérant le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) en cours d'évaluation au sein de la collectivité avec l'appui du service prévention du CDG 40,

Considérant l'intérêt que représente l'adhésion à ce dispositif,

Après en avoir délibéré,

Avec 22 voix pour

3 voix contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT)

1 abstention (C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

DECIDE d'adhérer au service de conseil en organisation mis en place par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes,

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette convention.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions contractées du 21 juin 2024 au 20 septembre 2024

Christophe VIGNAUD

Décisions du Maire, est-ce qu'il y a des questions sur les décisions du Maire qui ont été portées à votre connaissance ?

Maelle DUBOSC-PAYAN

Je commence. Oui. C'est pour varier. Oui.

J'avais une question concernant la décision, c'est la 53 qui concerne le droit de préemption sur les espaces naturels sensibles. En fait ce qui m'a interpellée en la lisant c'est que c'était une décision du Maire en l'occurrence, et pas une délibération, puisque ce n'est pas la première fois qu'on préempte sur une parcelle dans les Barthes.

Christophe VIGNAUD

Absolument. Mais ce ne sont que des décisions du Maire à ce niveau-là.

Maelle DUBOSC-PAYAN

C'étaient des délibérations avant ?

Christophe VIGNAUD

Non, il y en a eu d'autres, il y a eu des décisions aussi.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Mais quand on lit la décision, elles se font notamment pour le montant, elle fait référence à la délibération.

Christophe VIGNAUD

Oui, à l'amiable. Après le prix du terrain, là c'est une préemption par rapport à ça.

Maelle DUBOSC-PAYAN

D'accord, non mais ma question ne porte pas sur... Oui, j'avance, ma question ne portait pas sur le fait que ce soit une décision du Maire en lieu et place d'une délibération, ma question, c'est est-ce qu'on a fait le nécessaire pour avoir le soutien financier du conseil départemental ?

Christophe VIGNAUD

À chaque fois.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Mais parce que...

Christophe VIGNAUD

À chaque fois on l'a, à 50% du prix qui n'est pas celui-là, du foncier qui est de l'ordre de 1 600 euros l'hectare.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Du prix d'acquisition. Et le conseil départemental est d'accord pour nous faire ce soutien sans qu'on passe par délibération ?

Christophe VIGNAUD

Oui, absolument.

Maelle DUBOSC-PAYAN

C'était ma question, ok

Christophe VIGNAUD

En fait, ils le font à chaque fois.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Il me semblait qu'il fallait une délibération pour qu'ils nous soutiennent financièrement à 50%.

Christophe VIGNAUD

On a eu la dernière fois, on a eu la même chose sur un des terrains où ils nous ont aidés à ce niveau-là et on a passé la décision du maire après.

Maelle DUBOSC-PAYAN

D'accord. Mais en tout cas, voilà. Du moment qu'on a le soutien, moi, le formalisme administratif...

Christophe VIGNAUD

Après, sur ce dossier-là, nous on fait droit de préemption, ça voudra dire que le vendeur pourra retirer la vente et retirer le terrain parce le prix qui est proposé n'est pas normal. C'est-à-dire celui qui est proposé par le vendeur aujourd'hui, il est hors de prix.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Bien sûr.

Christophe VIGNAUD

Et donc le département, le département nous a alerté, c'est la raison pour laquelle on a fait droit de préemption, et parce que c'est une volonté aussi d'acheter des terrains dans les Barthes.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Oui, mais pas en délibération. On peut le passer en simple décision.

Christophe VIGNAUD

Alors, allez-y, monsieur BARBERIS.

Lionel BARBERIS

Ah, merci, Monsieur le Maire.

Alors... La première décision, déjà, qui m'a interrogée et je pense que c'est vraiment le sujet de fonds pour le coup, c'est la délibération 44 qui concerne l'attribution d'un logement pour un saisonnier pour 100€ par mois pour un T3.

Je trouve que c'est vraiment... Alors, ça fait écho à ce que vous m'avez dit la dernière fois en commission puisque cette fois-ci j'étais là, en l'occurrence.

Du coup, c'est 40 logements que la commune posséderait qui seraient mis comme ça à disposition de personnes qui peuvent être du personnel municipal ou autre, je pense que ça mériterait quand même qu'on ait une sérieuse... Vous m'avez dit en commission, on avait dit 40 logements que la commune dispose de 40 logements.

Christophe VIGNAUD

Non, il y a 30 et là, c'est pour les 30 dont tu parles, parce que les 30 sont réquisitionnés pour la gendarmerie.

Lionel BARBERIS

Non, mais ça, c'est les... Il y a les logements qui sont à Pédebert, ça, ce n'est pas le cas, là

Christophe VIGNAUD

Ça, c'est à Pédebert ça.

Lionel BARBERIS

Non, non.

Christophe VIGNAUD

Ah, c'est au Jai Alai. Pardon.

Lionel BARBERIS

Non, c'est un logement d'urgence. C'est un logement d'urgence dans lequel on met un MNS tout l'été.

En quoi un MNS est un logement d'urgence tout l'été ? C'est-à-dire que c'est un logement d'urgence que vous gardez justement pour les urgences et on le met en location 100 euros par mois pour un T3.

Alors, donc la question que je pose, c'est est-ce qu'on devrait, je pense, avoir une vraie réflexion sur déjà le fait que la ville soit bailleur, déjà est-ce que c'est notre rôle ou pas d'être bailleur d'avoir 40 logements et de les gérer, de les gérer comme ça où je pense qu'il y a peut-être des optimisations locatives à faire.

Parce que même si ce sont des agents qui sont logés à l'intérieur pour pleins de raisons, je ne sais pas, mais j'aimerais savoir... Alors, je ne parle pas des logements qui sont à Pédebert.

Je parle vraiment des logements que la commune posséderait vraiment, qu'on aurait dans la commune et qui sont des logements qui seraient mis à disposition de différentes personnes.

L'optimisation de ces espaces, de ces locations, etc. Quand je vois une décision à 100 euros par mois, ça interroge, je pense, beaucoup de gens de dire 100 euros par mois pour un T3 à Hossegor, ce n'est quand même pas très cher.

Alors ce n'est pas comme ça, et je pense que les règles d'attribution de ce type de logement, il doit y avoir des règles là aussi pour être clair et transparent avec tout le monde.

Je trouve que cette décision, elle m'interroge en fait, elle m'interroge pour tout le reste, sur le mode d'attribution du logement.

Christophe VIGNAUD

Moi je vais répondre sur plusieurs sujets.

Quand tu dis que la ville n'est pas bailleur, oui ce n'est pas notre rôle. Cela étant, on a besoin d'avoir des logements sociaux pour...en fait c'est quand même le rôle d'une ville aussi d'aider les administrés qui sont dans le besoin.

Et si nous avons des appartements qui peuvent être mis à disposition, je pense que c'est aussi notre rôle de le faire.

Lionel BARBERIS :

Oui, c'est le rôle des bailleurs sociaux, Monsieur le Maire, nous on a des logements d'urgence, les communes qui font le rôle de bailleur social, c'est...

Christophe VIGNAUD

D'abord, on loue...

Lionel BARBERIS

La preuve, on n'est pas très bon. On n'est pas de très bons bailleurs sociaux en général dans les communes.

Ça dévie très vite sur du copinage, les règles d'attribution ne sont pas claires, alors que dans des logements sociaux, il y a des règles et des commissions d'attribution, Monsieur le Maire, vous le savez très bien. Là, il n'y a pas de commissions d'attribution. On a attribué le logement aux personnes sans critères.

Christophe VIGNAUD

Alors, pour répondre sur ce cas précis, c'est un garçon qui avait besoin d'avoir un logement pour pouvoir travailler, puisqu'il n'était pas du coin, et donc, pour répondre aux besoins de la collectivité, puisque nous avons, je te rappelle, 45 MNS qui sont difficiles à trouver pour l'été, puisque c'est un choix que nous avons fait, il faut aussi les loger, pour certains.

Donc, on les loge en partie à Pédebert et en partie sur d'autres endroits qui peuvent être disponibles à ce moment-là.

Ça a été le cas pour ce jeune homme, pour la période qui a été la période d'été. Donc voilà.

Et en ce qui concerne les logements qui sont dits des logements sociaux ou des logements qui nous appartiennent, moi, je continue à dire que c'est aussi le rôle de la ville d'aider les gens qui sont dans le besoin à ce niveau-là. Je me vois mal dire aux gens que les attributions, elles sont faites par rapport à une commission qui est faite.

Lionel BARBERIS

Monsieur le Maire.

Christophe VIGNAUD

Il y en a une commission qui est faite.

Lionel BARBERIS

Vous venez d'attribuer celui-là sans commission, arrêtez !

Christophe VIGNAUD

Enfin, on ne va pas faire une commission pour quelqu'un qui a un boulot et pour lequel on a vraiment besoin de l'avoir sur l'été.

Lionel BARBERIS

Oui. Donc, vous avez décidé de celui-là plus qu'un autre de façon unilatérale sans aucune commission.

Christophe VIGNAUD

On l'a décidé parce qu'il fallait l'aider.

Lionel BARBERIS

Il y a d'autres personnes qui sûrement avaient des besoins de logements. Ce que je veux dire, c'est qu'il faut...

Christophe VIGNAUD

Le CCAS, il a le rôle de rétablir tout ce genre de choses.

Lionel BARBERIS

Je vous demande juste de clarifier les choses, je ne remets pas en cause vos choix, je dis simplement que c'est une solution à 100 euros par mois.

Christophe VIGNAUD

Je peux aider un gamin qui peut nous aider à sauver des vies sur les plages pendant 3 mois.

Lionel BARBERIS

Oui. Ça, c'est facile. Vous pouvez le faire payer 300, 400 euros par mois. C'est le prix. 400, 500 euros, etc. et lui donner plus de salaire parce que c'est comme ça que ça se passe d'avoir une vraie.

Là, je pense que c'est pareil juridiquement, j'aimerais bien qu'on regarde tout ça.

Christophe VIGNAUD

Mais il y a une vraie équité au niveau des prix. Qui c'est qui les fait ?

Lionel BARBERIS

Oui. Et puis, on a 40 logements comme ça qui tournent avec des attributions à 100 euros par mois. Je pense que...

Christophe VIGNAUD

Les logements sont déjà tous occupés à des loyers qui sont relativement hauts et qui sont dans les loyers plus classiques. Oui. Donc c'est pour ça que je dis la commune n'a pas vocation à...et puis il n'y a que celui-là qui est libre.

Lionel BARBERIS

En tout cas, vous ne m'empêchez pas de penser qu'il faut une vraie réflexion sur tout le patrimoine municipal, notamment sur comment on l'utilise et comment on l'attribue.

Christophe VIGNAUD

En ce qui concerne le...

Lionel BARBERIS

Mais comme chaque fois que je dis quelque chose vous êtes forcément contre, il n'y a pas de problème, ça revient sur ce que je disais au début.

Christophe VIGNAUD

Moi je ne suis pas toujours contre, en tout cas je suis contre le fait de déposséder pour la ville des appartements qui nous appartiendraient.

Lionel BARBERIS

Je ne dis pas de se déposséder, je dis là il faut gérer autrement, je vous demande de gérer autrement c'est tout.

Christophe VIGNAUD

On n'a à pas gérer autrement, ils sont déjà loués, tu as des gens à l'intérieur qui payent des loyers qui ont été fixés par cette commission là depuis des années.

Lionel BARBERIS

On dit simplement que c'est dangereux, ça se fait à discrétion et ce n'est pas...

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Non.

Lionel BARBERIS

La preuve que si, c'est à discrétion.

Christophe VIGNAUD

À discrétion pour 100 euros pour avoir un gamin qui...

Lionel BARBERIS

Pour 100 euros pour un logement T3 à Hossegor...

Christophe VIGNAUD

Pour un gamin pendant 3 mois qui travaille avec nous alors.

Lionel BARBERIS

C'est vrai, il est avec une famille et des enfants ce monsieur ?

Christophe VIGNAUD

Je n'en sais rien, je ne sais pas.

Lionel BARBERIS

Sûrement parce qu'il a un T3 donc c'est deux chambres non ?

Excusez-moi, non mais là pour le coup c'est totalement...

Christophe VIGNAUD

Très bien, il y a encore une autre décision ? des autres décisions sur lesquelles tu voulais intervenir ?

Lionel BARBERIS

Ah oui, on a l'histoire de la 45 sur le fleurissement, juste une parenthèse, tout ce qui est village fleuri, tout ça, on y est plus du tout ?

Christophe VIGNAUD

Si, on est une fleur.

Lionel BARBERIS

Une fleur ? on était trois fleurs, quatre fleurs et on est une fleur maintenant ?

Christophe VIGNAUD

Si je crois qu'on est une fleur.

Lionel BARBERIS

Ah oui forcément oui, une fleur, super, beau travail !

Christophe VIGNAUD

Je crois avoir vu passer...

Maelle DUBOSC PAYSAN :

Alors on vérifiera mais je crois qu'on a arrêté.

Lionel BARBERIS

C'est juste que les gens sont souvent attachés au fait d'avoir les villes et les villages fleuris, ils aiment bien. Là, d'un coup ça disparaît on ne sait pas pourquoi, on s'en fout, il n'y a pas de problème, on s'en fout vous avez raison.

Intervention inaudible

Mais je pense que vous avez raison, on s'en fout.

Non mais dites-le, on s'en fout, c'est tout. On l'a arrêté mais on est une fleur ! Alors on l'a arrêté ou pas arrêté ?

Maelle DUBOSC-PAYSAN

On l'a arrêté, c'est bien ça.

Lionel BARBERIS

Dites-le qu'on l'a arrêté, point barre, mais au moins tout le monde saura qu'on l'a arrêté.

Christophe VIGNAUD

Alors, honnêtement...enfin, Lionel, on va les faire toutes une par une comme ça ? Et tu es en train de me dire que pour 6 000 euros, tu es en train de remettre en cause le fleurissement de la ville ?

Lionel BARBERIS

Non je vous demande juste si on est village fleuri ou pas encore, c'est tout.

Christophe VIGNAUD

Ben je pense qu'on ne l'est plus.

Lionel BARBERIS

Ben voilà, mais c'est une information qui n'a jamais été diffusée, c'est tout.

Christophe VIGNAUD

C'est important ?

Lionel BARBERIS

La preuve que sûrement ça l'a été pour des gens, je ne sais pas si ça existe et si les villes l'ont fait, mais vous avez raison, c'est des années d'histoire, et il n'y a pas de problème. C'est une connerie depuis des années, c'est ce que vous êtes en train de dire.

Christophe VIGNAUD

Alors non, là tu supposes...

Intervention inaudible

Lionel BARBERIS

C'est ce que vous êtes en train de dire ?

Christophe VIGNAUD

Non.

Lionel BARBERIS

Ça ne sert à rien.

Christophe VIGNAUD

Oui mais il y a plein de choses alors.

Lionel BARBERIS

Moi je n'ai rien dit, vous dites juste que ça ne sert à rien.

Christophe VIGNAUD

Mais non Lionel, il faut arrêter. Alors on les fait une par une ? Il n'y a pas de problème.

Michel VILLEGER

Le logo « Village Fleuri » n'apporte rien.

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas une histoire de logo, je demande si on a encore le label le village fleuri ?

Christophe VIGNAUD

Est-ce que la ville n'est pas assez fleurie à ton goût ?

Lionel BARBERIS

Mais ce n'est pas le problème.

Christophe VIGNAUD

Si c'est le problème, si c'est le problème. C'est à dire qu'en fait tu voudrais avoir une labellisation pour avoir plus de fleurs ?

Lionel BARBERIS

Le label existait mais je vous posais la question, si vous me dites non ça ne sert à rien, très bien.

Intervention inaudible

C'est vous qui en faites une histoire.

Christophe VIGNAUD

C'est toi qui fais une histoire de tout. On va aller prendre une par une, allez on continue.

Lionel BARBERIS

Non, non, il n'y a pas de problème.

Il y a celle du Sporting qui dit qu'aujourd'hui on fait appel à une société externe sur le Sporting.

Christophe VIGNAUD

Alors c'est laquelle ?

Lionel BARBERIS

Peut-être vous allez pouvoir nous éclairer.

Christophe VIGNAUD

C'est laquelle ?

Lionel BARBERIS

C'est la 54 Monsieur le Maire

Christophe VIGNAUD

Comment ?

Lionel BARBERIS

La 54.

Christophe VIGNAUD

Alors,

Lionel BARBERIS

Parce qu'il fallait que je les fasse une par une ?

Christophe VIGNAUD

Ah non mais je les ai eues une par une si tu veux, il n'y a pas de soucis.

Lionel BARBERIS

Non mais apparemment ça gêne tout le monde.

Christophe VIGNAUD

Non, non, non, 54.

Lionel BARBERIS

La démocratie n'est pas variable.

Christophe VIGNAUD

Ouais, 54. Qu'est-ce que tu veux savoir là-dessus ? Tu le sais très bien, tu étais en plus en Commission Finances lorsqu'on en a parlé.

Lionel BARBERIS

Oui mais j'adore parce qu'en fait on est en Conseil Municipal, c'est un lieu où vous prenez des décisions, Monsieur le Maire, où derrière vous prenez la décision d'arrêter le programme du Sporting., vous l'avez fait travailler...

Christophe VIGNAUD

Pas du tout.

Lionel BARBERIS

Vous avez fait travailler...

Christophe VIGNAUD

Pas du tout, le programme du Sporting n'est pas arrêté. Alors ça c'est un vrai mensonge. C'est un vrai mensonge Lionel. Nous avons été en Commission Finances où tu étais présent et nous avons parlé de ce sujet-là,

Intervention inaudible

Lionel BARBERIS

Et donc je ne dois pas en parler aujourd'hui parce qu'on en a parlé en Commission Finances.

Christophe VIGNAUD

Non mais ce n'est pas ça, on va en parler.

Lionel BARBERIS

Je pense que vous perdez de contrôle et vous êtes en train de vous énerver.

Christophe VIGNAUD

Pas du tout, pas du tout, pas du tout. Arrête.

Lionel BARBERIS

Non arrêtez, vous êtes énervé là.

Christophe VIGNAUD

Non c'est toi qui es énervé. On a passé une belle convention, on a passé une belle convention.

Christophe VIGNAUD

Arrête !

Lionel BARBERIS

Il n'y a pas de polémique.

Christophe VIGNAUD

Je vais juste expliquer les choses, Je vais juste expliquer les choses parce que tu es là réellement de mauvaise foi mais ce n'est pas très grave, je te connais là-dessus.

Donc je vais t'expliquer exactement ce pourquoi nous avons pris cette décision du maire, décision pour laquelle tu étais présent, c'était en Commission Finances, et pour laquelle on a établi le parti de se dire...

Aujourd'hui nous avons un plan qui est celui du Sporting établi avec l'aide de Moon Safari et qui nous a donné état d'un établissement dans lequel on avait plein de choses à faire, et qui coûtait, quand nous avons fait les demandes au niveau des budgets, nous avons souviens-toi, 9 millions d'euros, les prévisions étaient bien au-delà de 9 millions.

Lionel BARBERIS

Ce n'était pas l'APCP. Mais bon là,

Christophe VIGNAUD

C'était 9 millions d'euros au départ et en ouvrant les plis, pour certains lots d'ailleurs on n'avait même pas reçu d'offre, on était déjà autour de 11 millions d'euros.

Moi en tout cas, Maire, comme tu dis, je prends cette décision de ne pas engager l'argent de la Commune sur quelque chose alors que je n'ai pas de garantie en fin.

C'est-à-dire la garantie de se dire qu'on y arriverait avec 11 millions voire 12 millions d'euros.

Et tu le sais en tant qu'entrepreneur, à chaque fois, il y a les augmentations de prix, la révision de prix, et puis il peut y avoir en plus comme c'est de la rénovation, quelques petites surprises.

Donc on a décidé, nous avons tous décidé et tu étais présent à ce moment-là, de se dire qu'il fallait plutôt réfléchir à comment on pouvait effectuer les travaux.

Donc on a réfléchi à les faire en deux fois, mais on ne peut pas saucissonner puisque je vous rappelle que c'est un marché dit européen.

Non mais je refais l'histoire pour que les gens comprennent.

Lionel BARBERIS

Vous avez raison parce qu'en l'occurrence le saucissonnage c'est moi qui vous en ai parlé, je n'y peux rien.

Christophe VIGNAUD

En fait c'est toi qui devrais être Maire, franchement.

Lionel BARBERIS

Monsieur le Maire, c'est vous qui le dites.

Christophe VIGNAUD

Non franchement

Lionel BARBERIS

C'est vous qui le dites.

Christophe VIGNAUD

Non, non franchement, entre la technicité et toutes les prévisions que tu as, je pense que tu as intérêt à te présenter, tu devrais le faire.

En tout cas, non, si, si.

Comme ça on aura des débats ensemble, ça sera sympathique.

Lionel BARBERIS

Ça fait un an et demi que vous êtes parti, moi je ne suis pas parti là-dessus.

Christophe VIGNAUD

Oui, moi je suis parti parce que j'ai plein de choses à finir.

Lionel BARBERIS

Ça fait un an et demi que vous pensez à la réélection ?

Christophe VIGNAUD

Non, non, alors on va...

Lionel BARBERIS

Alors que je pense que le plus important c'est de s'occuper de la mairie aujourd'hui.

Je pense que la preuve en est donnée.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

On peut parler du Sporting?

Lionel BARBERIS

Mais ce n'est pas la...

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

On peut parler du Sporting, s'il vous plaît ?

Intervention inaudible

Lionel BARBERIS

Si vous n'êtes pas d'accord c'est pareil. Tu peux partir si tu veux.

Christophe VIGNAUD

On peut parler du Sporting là ?

En ce qui concerne le Sporting, on passe de 9 à 11 voire 12 millions, donc on s'était dit que ce n'était pas possible d'aller au-delà, tu le sais quand tu effectues des travaux.

Toi tu fais des devis et puis tu rajoutes parce que les gens ont rajouté des choses ou parce que ça t'a coûté plus cher et ainsi de suite. Et la révision des prix c'est une chose sur laquelle on ne peut pas revenir. Il a fallu trouver des solutions pour qu'on puisse avoir la possibilité de le faire.

Plusieurs sujets se sont mis sur la table et la preuve en est, tu étais là à la commission finances, et on s'était dit qu'il y avait soit on s'engageait et on mettait le prix qui était annoncé, soit on faisait peut-être appel à des gens extérieurs pour nous aider à trouver quelqu'un qui pouvait opérer pour notre compte les travaux et éventuellement pour l'exploiter, tout en gardant la propriété, tout en gardant la propriété, tu me laisses finir s'il te plaît.

Tout en gardant la propriété du lieu puisque c'est important et tout en gardant l'esprit puisque quoi qu'il arrive, c'est un bâtiment classé dans lequel on ne peut rien faire, autre que ce qui a été fait avec Moon Safari. C'est clair, net et précis.

Et la troisième solution, celle que tu as évoquée, c'était de vendre l'ensemble de nos biens pour pouvoir financer ce projet.

Lionel BARBERIS

Là, vous parlez à ma place.

Christophe VIGNAUD

Non mais c'est ce que tu nous as dit lors de la commission finances.

Lionel BARBERIS

Non mais c'est un raccourci que vous faites qui n'est vraiment pas bon.

Christophe VIGNAUD

Alors voilà, donc aujourd'hui, c'est de se dire, on a un bâtiment dans lequel il faut qu'on fasse quelque chose, et vous savez, il est corrodé, il a des éléments importants sur lequel il faut qu'on effectue des travaux.

On s'est même mis autour de la table pour savoir si remettre le bâtiment juste en sécurité, il était possible de le faire, et on a demandé le devis. Et c'est autour de 6 millions d'euros, et avec 6 millions d'euros, on n'a ni la piscine, ni le bengali, ni le restaurant ; donc c'est beaucoup d'argent là aussi.

Donc voilà, et cette décision qui a été prise, et à laquelle tu as participé, c'était d'avoir des sociétés qui puissent nous aider sur la partie financière, et savoir si nous nous pouvions avec notre capacité de financement de voir sous quelle manière et dans quelle mesure on pouvait monter ce projet avec éventuellement ces partenaires-là.

Et la deuxième c'était de trouver des entreprises qui puissent nous aider dans le financement et éventuellement dans l'exploitation. Voilà.

Patrice BIANCONE

Monsieur le Maire, est-ce que je peux dire un mot là-dessus ? Oui ?

Maelle DUBOSC PAYSAN

Vas-y, non, je passerai après.

Lionel BARBERIS

Je pourrais reprendre la parole après ?

Patrice BIANCONE

Non, je voulais juste te dire, devant l'ampleur de l'investissement financier réclamé par ce bâtiment, qui doit être préservé bien entendu parce que c'est quand même un joyau de la cité.

Je pense qu'il faut le conserver, et il y a trois propositions que vous avez énumérées, trois solutions possibles, est-ce qu'on ne pourrait pas envisager une consultation tout simplement.

Utiliser une arme de la démocratie finalement qui est une sorte de référendum d'initiative locale pour justement que la population tranche sur les solutions que vous venez de proposer ?

Christophe VIGNAUD

Je pense que c'est une très bonne idée qu'on va retenir, pour laquelle on avait une discussion ensemble, mais il est un peu trop tôt de faire cette consultation tant qu'on n'a pas des éléments probants sur la deuxième et la troisième solution.

Patrice BIANCONE

Bien sûr, mais je pense que ça concerne tous les habitants et je pense que, sans aval de la majorité, de toute façon on essuiera toutes les critiques, vous le savez. Et donc je pense que c'est aux habitants de se prononcer sur un projet qui engage la municipalité sur plusieurs années évidemment, sur le plan financier, sur le budget.

Christophe VIGNAUD

Ça engage tout le monde, et donc c'est important que les solutions qui soient mises sur la table et qui seront expliquées puissent être partagées par tous, et la meilleure décision sera là. Voilà.

Patrice BIANCONE

Je pense que c'est la meilleure solution, merci.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Du coup, si on a été un minimum attentif à ce qui a été dit, surtout si on engage de l'argent pour avoir des études, il semble évident que la première solution qui est celle qu'on mène depuis 4 ans ne sera pas mise en œuvre. Pourquoi ne pas le dire en fait ?

Christophe VIGNAUD

Si, elle peut être mise en œuvre.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Elle ne le sera pas, elle est trop chère, vous venez de le dire.

Christophe VIGNAUD

Non, elle peut être mise en œuvre en plus c'est un choix.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Alors pourquoi ne pas le faire ?

Christophe VIGNAUD

Aujourd'hui, alors moi très honnêtement, aujourd'hui...

Maelle DUBOSC-PAYAN

C'est ce qu'on dit depuis quatre ans ?

Christophe VIGNAUD

Non mais moi aujourd'hui...

Maelle DUBOSC-PAYAN

Mais on peut dire que c'est trop cher et on peut l'assumer.

Christophe VIGNAUD

Non, aujourd'hui je trouve que c'est trop cher et qu'il faut réviser de nouveau les études et les prix. Donc voilà, il y a eu une demande à ce niveau-là et on n'a pas pu faire baisser encore. Donc j'étais en train de discuter encore avec Moon Safari, pour essayer de faire en sorte que l'ensemble du prix qui était de l'ordre de 9 millions reste dans cette possibilité-là.

On ne s'interdit pas de garder la première possibilité qui était celle pour laquelle on avait travaillé dès le début. Voilà.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Ce n'est pas le sentiment que ça donne, parce qu'on va quand même engager de l'argent pour aller faire des études, et des études qui vont clairement amener à une situation où nous n'aurons plus la main sur le sporting.

Christophe VIGNAUD

Alors c'est faux, c'est tout à fait faux.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Mais non.

Christophe VIGNAUD

Non, moi très honnêtement, je n'engagerai pas la commune dans un taux d'endettement qui sera au-delà de ce qui est raisonnable.

Et donc de ce fait, on sait sur quoi on peut s'engager aujourd'hui, qui était la première estimation qui n'est pas bonne et sur laquelle il faut retravailler. Ça c'était une première solution.

Il y a l'autre solution qui est celle qui est apportée éventuellement par ces conseillers, et la troisième solution, c'était de vendre une partie de nos biens.

Maelle DUBOSC-PAYAN

J'entends, mais en fait, pourquoi dans ces cas-là, mais pourquoi pas ? Effectivement. Mais moi, il me semblait que la messe était dite, et si on peut, pardon Edouard, si on peut financièrement envisager une meilleure copie, je trouve ça formidable.

Mais vu que c'est ce que nous portons depuis le début, pourquoi ne pas rester concentré justement sur la possibilité d'obtenir ...Et si un jour on se rend compte que non, on ne peut pas descendre en dessous de 13 ou de 11 millions, effectivement, ce serait irresponsable d'aller sur ce terrain-là.

Là, nous pourrions répondre et expliquer à nos administrés qu'un autre choix est nécessaire.

Mais pourquoi d'ores et déjà, alors que nous n'avons pas la réponse sur la possibilité de faire baisser les coûts, pourquoi d'ores et déjà aller chercher des solutions ailleurs ?

Edouard DUPOUY

C'est juste pour gagner du temps parce que ça ne nous empêche pas, mais parce qu'en parallèle, on va peut-être, à partir de cette étude, je n'en sais rien, je ne suis pas optimiste, mais on verra, peut-être que cette étude va nous apporter une autre voie et rien ne nous empêche, même si on va retravailler les prix de la première option, d'ouvrir le champ des possibles et en parallèle, mener cette étude.

Maelle DUBOSC-PAYAN

C'est ce que je tentais de dire, peut-être maladroitement, je pense que l'ouverture sur le champ des possibles n'est pas acceptable.

Christophe VIGNAUD

Et pourquoi ?

Maelle DUBOSC-PAYAN

Parce que ce serait vraiment un échec, un immense échec de ne plus avoir la main sur le Sporting. Nous ne l'aurons plus.

Christophe VIGNAUD

Tu as deux solutions qui ont été évoquées.

Patrice BIANCONE

Il y a trois solutions qui ont été évoquées.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Là, on sait de quelle solution on parle.

Christophe VIGNAUD

Non, non, non, non, non.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Si, si, je pense qu'on s'est très bien compris et cette solution, en tout cas pour moi, elle n'est pas envisageable.

Alors si un jour on se rend compte qu'effectivement financièrement c'est impossible, je peux l'entendre, mais commencer à aller voir sur d'autres terrains, des terrains où nous ne serons plus maîtres de ce qui se passe à l'intérieur.

Patrice BIANCONE

Il faut consulter Maëlle, c'est un sujet à un an et demi.

Jean MARC LEROY

Maelle, tu tires des conclusions sur un projet qui n'est même pas abouti et sur lequel on n'a aucune conclusion et tu es affirmative sur comment ça va se passer. Tu sais déjà.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Il me semble

Patrice BIANCONE

Quel que soit le problème, à un an et demi des échéances électorales, je ne vois pas la mairie s'engager sur 14 millions, 15 millions d'euros, je ne sais pas ce que ça serait.

Je crois qu'il faut, effectivement, peut-être que cette équipe ne sera plus là, mais les habitants seront toujours là. Donc la logique voudrait qu'on consulte les habitants sur un projet qui les concerne.

Voilà, il n'y a pas d'autres solutions à mon sens.

Christophe VIGNAUD

On est tout à fait d'accord et on le fera de cette façon-là.

Lionel BARBERIS

Excusez-moi, mais dans la commission, ce qui nous a été présenté, c'était qu'on lançait une étude pour aller chercher des porteurs de projets, qui pourraient financer les travaux à notre place et donc investir les lieux pour 20, 30, 40 ans.

Christophe VIGNAUD

Non.

Lionel BARBERIS

Après, c'est un cahier des charges. - Ça nous a été présenté comme ça.

Christophe VIGNAUD

Lionel, c'est un cahier des charges qui se fera. - L'étude va servir à ça. - Entre autres.

Lionel BARBERIS

C'est ça que je veux faire comprendre à tout le monde. Mon intervention de départ elle est là-dessus. C'est qu'en fait on fait appel à un organisme extérieur pour nous aider à chercher des idées, des porteurs de projets, etc, pour investir le local, enfin le lieu, avec peut-être mettre 10, 15, 20, 30 millions d'euros parce qu'ils vont dire "nous ce projet nous intéresse et on va investir les lieux »

Effectivement, ce que dit Maelle, c'est "après ils auront la maîtrise des lieux, on aura plus la maîtrise des lieux, ou pas ?". Parce qu'on va dire "vous nous laissez".

Non mais juste pour terminer, parce que j'ai laissé, excusez-moi, juste ce cas c'est qu'avec ça on s'ouvre le champ des possibles de différentes études, etc.

Moi ce que je voulais vous dire, c'est là où je trouve ça dommage, c'est que depuis le début et depuis la première année, je vous dis "Monsieur le Maire » il faut une étude de marché sur le Sporting". Et c'est ce qu'on est en train de faire en fait.

Et c'est ça, vous dites, on a perdu 4 ans et demi, c'est à dire que pendant 4 ans et demi on a cherché à faire travailler Moon Safari, etc. Alors vous dites "oui mais Moon Safari, ce qu'il a fait ça va servir".

En réalité, si le porteur de projet arrive avec une autre idée, mais si vous dites "non-Monsieur le Maire, c'est à dire qu'on interdit quelque part de bâtir un cahier des charges", je comprends...

Christophe VIGNAUD

Non mais tu le sais, tu le sais, Lionel, que c'est un bâtiment qui est classé, qu'est-ce que tu veux faire ?

Lionel BARBERIS

Oui mais les espaces intérieurs.

Christophe VIGNAUD

Mais non mais l'espace intérieur il est classé aussi, on ne peut pas faire tout et n'importe quoi.

Lionel BARBERIS

On risque de ne trouver personne alors.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Je veux dire, si vous me trouvez quelqu'un qui est prêt à investir plus de 15 millions d'euros avec, pour retour sur investissement, une piscine, un bungali et un restaurant, publiquement, je vous dirais bravo.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais je te remercie.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Bravo, sincèrement, mais je ne pense pas que ce soit possible.

Christophe VIGNAUD

D'abord tu tires : 1- des conclusions hâtives, 2 -je pense qu'il faut qu'on aille aussi dans ces voies-là, 3- pour répondre à ce que tu dis Lionel, la personne, la société ou le groupe qui pourrait investir éventuellement à l'intérieur, il ne pourra pas faire tout et n'importe quoi. Il y a des choses qui sont classées.

La DRAC est drastique, on va dire. À ce niveau-là, la preuve en est, vous savez très bien ce qu'ils nous ont demandés de faire. Ils nous ont obligés, par exemple, de refaire tout ce qui est cursive et gradins de les refaire à l'ancienne méthode. On ne peut pas mettre un coup de...

Lionel BARBERIS

Oui, mais ça on peut le comprendre. C'est pour ça.

Christophe VIGNAUD

Donc ça veut dire que la personne qui va investir ne pourra pas faire ce qu'il veut à l'intérieur et comme il le veut.

Lionel BARBERIS

C'est pour ça que ce que je vous dis, c'est qu'on est aujourd'hui en train de rechercher par une étude le fait de dire est-ce qu'on a un investisseur qui veut venir porter à notre place les 10, 15, 20 millions d'euros, qu'importe.

Non mais, on verra ce qu'il y aura derrière, parce que c'est eux qui seraient venus financer potentiellement ou pas.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Vis-à-vis de la DRAC, l'investisseur n'aura pas les financements de la DRAC.

Christophe VIGNAUD

Bien entendu, mais quelqu'un qui met 15 ou 20 millions d'euros, je ne suis pas sûr qu'il ait 800 000 euros lui fasse quelque chose.

Lionel BARBERIS

Alors, juste, c'est pour clôturer mon raisonnement. Je sais que ça fait pourtant que 2 heures qu'on en conseil, donc ce n'est pas dramatique. Je pense que tout le monde s'en remettra. Mais ce sont des sujets importants. Donc, simplement, on a...

Ce que je veux dire, c'est qu'on a, nous, cette capacité d'investissement quand on parle de 10, 12, 15 millions, quelque part, on les avait, ces capacités-là. Alors, on les a par plusieurs secteurs. On les avait. On les avait parce que depuis le début, je vous ai dit...

Christophe VIGNAUD

On les avait...

Lionel BARBERIS

Je vous l'ai toujours dit, le fonctionnement, il faut le maîtriser parce que ça nous permettra d'avoir des capacités d'investissement.

Quand on a les 1 million de recettes supplémentaires sur les résidences secondaires, ce sont des recettes supplémentaires qui ont été mangées largement en fonctionnement. Ce que je veux dire, c'est que ces recettes de 1 million par an sur 10 ans, c'est 10 millions.

En réalité, rien qu'avec la levée de la taxe sur les résidences secondaires, vous avez vos 10 millions sur 10 ans.

Donc, c'est en ça que, je veux dire, on a amputé nos capacités d'investissement, ce qui fait qu'aujourd'hui, on va se poser ce genre de questions pour ce type de projet, mais plein d'autres.

Faire les tribunes, faire tel aménagement, qu'importe. Ce que je veux dire, c'est que notre capacité d'investissement, elle était réelle. Elle est beaucoup moins réelle aujourd'hui, elle est un peu plus dure, même si elle existe encore.

Et effectivement, quand je parle après une fois qu'on a mangé cette capacité de fonctionnement, enfin, de ce fonctionnement qui nous permet d'investir, en réalité, après oui, on se posait à la question du patrimoine. Je n'ai pas dit qu'il fallait vendre tout le patrimoine municipal.

e dis simplement que quand on a 40 appartements, dont l'usage pour le coup, moi, je trouve que 40 appartements, on peut dire on est des bailleurs sociaux, non, Monsieur le Maire.

On peut avoir des logements d'urgence. Oui, tout à fait, parce que quand vous êtes en plein mois d'août à devoir loger des familles, à la suite d'un immeuble qui brûle, etc. Vous êtes content de les avoir. Il n'y a aucun problème.

Mais du coup, la gestion du patrimoine municipal et sa capacité à le rendre meilleur, quand vous avez même un appartement à 100 euros par mois, vous pouvez peut-être le rendre plus rentable et rapporter plus de recettes à la collectivité, tout simplement.

Intervention inaudible

Lionel BARBERIS

Oui, mais enfin là en l'occurrence, on y met à la MNS tout l'été et on s'handicape le logement d'urgence qui aurait pu servir cet été.

Intervention inaudible

Oui, le logement d'urgence, ce n'est même pas 100 euros par mois. C'est tout. On loge une personne en urgence.

Christophe VIGNAUD

En ce qui concerne les 40 appartements dont tu parles, il va y avoir à ta demande, une étude de ce que ça pourra représenter en termes financiers, mais tu oublies...

Lionel BARBERIS

Je parle de tout le patrimoine. Vous nous avez parlé de trois terrains au golf qui valent un million d'euros chacun qui nous appartiennent aussi, Monsieur le Maire.

Christophe VIGNAUD

Je ne souhaite pas...

Lionel BARBERIS

Mais si un jour on devait vendre ces terrains ce serait pour le Sporting, ce serait cohérent ;

Christophe VIGNAUD

Lionel, j'ai combattu le fait que la municipalité d'avant avait vendu un nombre important de biens. Ça a été un leitmotiv, souviens-toi. Je ne souhaite pas aller dans cette voie-là. Les 40 appartements dont tu nous parles...

Lionel BARBERIS

Aujourd'hui, vous souhaitez porter un programme pour le Sporting qui est ambitieux.

Christophe VIGNAUD

Dans les 40 appartements dont tu nous parles, ils sont tous habités. On va voir la valeur de ce que ça représente. A ta demande, on a fait cette étude-là et on fera cette étude-là.

Lionel BARBERIS

Je parle même au-delà, Monsieur le Maire, parce que dans une réflexion patrimoniale à l'échelle d'une commune on ne parle pas que des appartements, on parle du patrimoine communal. C'est-à-dire qu'on parle des locaux associatifs, on parle de plein de choses.

Christophe VIGNAUD

Mais ça veut dire qu'il faut essayer...

Lionel BARBERIS

Et de la maîtrise foncière de tout ça y compris des taxes foncières qui vont avec, parce que nous, tous ces logements-là, on paye la taxe foncière.

Christophe VIGNAUD

Oui, alors, c'est très peu et en termes de travaux...

Lionel BARBERIS

On la paye.

Christophe VIGNAUD

Alors, je me suis renseigné parce que je savais qu'elle allait venir là-dessus. En termes de travaux à l'année, ça représente moins de 10 000 € sur 40 appartements.

Lionel BARBERIS

Non mais, Monsieur le Maire, je ne demande pas à ce que vous regardiez les sujets, quand je vous amène à le regarder. C'est juste que ça, ça fait partie d'une réflexion globale qu'on doit avoir. On doit maîtriser notre patrimoine, Monsieur le Maire, c'est tout.

Christophe VIGNAUD

Mais c'est ce qu'on fait, d'ailleurs

Lionel BARBERIS

Et bien la preuve, que non.

Christophe VIGNAUD

Si, si, on le maîtrise. Parce que sinon, on l'aurait bradé peut-être depuis longtemps.

Lionel BARBERIS

Oui, mais ça veut dire que les recettes, on sera content d'avoir des recettes pour financer ce type de travaux pour le Sporting, par exemple.

Christophe VIGNAUD

On va voir combien ça va nous rapporter, si ça va nous rapporter. Je pense qu'on se fait une fausse idée.

Lionel BARBERIS

Ce que je voulais dire, c'est qu'on était sur un cercle vertueux, ou en tout cas vicieux, vertueux, qu'importe, aujourd'hui fait qu'on a pour notre capacité d'investissement, il faut qu'on regarde tous les sujets, le premier, c'était le fonctionnement, ensuite, les biens. Maintenant, c'est, est ce qu'on porte dans notre projet avec un extérieur ou pas ?

Le Sporting est un sujet central, je rejoins Patrice sur le fait de dire la population doit s'en saisir. Certes, elle s'en saisira. Elle ne s'en saisira peut-être pas avant la fin du mandat, mais en tout cas, je pense que c'est un sujet central et important pour la population.

Christophe VIGNAUD

On s'en moque de ça, l'important, c'est que ça se fasse correctement. Non, je dis on s'en moque, de qu'elle se fasse avant ou après les élections !

Mais l'important, c'est que ça se fasse parce que le patrimoine est hyper important, et ça, en revanche, il faut le garder.

Maelle DUBOSC-PAYAN

J'ai une question par rapport à la première option, qui est celle que l'on était censé porter depuis le début, pour la subvention de la DRAC, qui est quand même, même si pour certains, c'est peu, pour nous, c'était énorme.

On l'a potentiellement ? On en bénéficie ?

Christophe VIGNAUD

On ne l'a même pas écrite de leur part, après avoir fait trois rendez-vous sur place.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Je sais bien.

Christophe VIGNAUD

Et 2024, ils ont dit qu'ils n'avaient pas d'argent et qu'ils réfléchissaient sur 2025.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Mais est-ce qu'il y a un moment, est-ce qu'il y a un moment...Parce que là, on est un peu sur un stand-by, puisqu'on ne va pas avancer sans savoir. Est-ce qu'on sait pendant combien de temps on peut tenir cette subvention de la DRAC ?

Christophe VIGNAUD

On ne l'a pas.

Maelle DUBOSC-PAYAN

Oui, mais c'est qu'il y a un engagement de leur part ?

Christophe VIGNAUD

Oui, il n'y a aucun engagement écrit de leur part. Non, il n'y a aucun engagement. C'est un engagement oral. Oui, donc de ce fait...

Maelle DUBOSC-PAYAN

On ne peut pas remettre en question la parole des services de la DRAC.

Christophe VIGNAUD

Ah bien si, à partir du moment où rien est acté.

Patrice BIANCONE

Ah la DRAC...

Maelle DUBOSC-PAYAN

Alors, c'est ce que je dis. Là, on revient sur leur engagement à subventionner.

Cependant, effectivement, sur l'année, mais est-ce qu'on sait jusqu'à quand, parce que tout ça est très fragile, jusqu'à quand on peut tenir ces fameux potentiels 800 000€ ?

Christophe VIGNAUD

On n'a aucun accord de leur part, aucune garantie de leur part écrite, rien. Et donc de ce fait, on pourrait considérer qu'on n'a rien.

Ils nous ont dit 800 000 € sur quatre ans et c'est eux qui nous ont obligés d'effectuer des travaux sur quatre ans en plus, sinon, ils ne nous donnaient pas les 800 000 €.

Donc, voilà, aujourd'hui, on n'a rien.

Donc, on ne sait pas à quel moment ils pourraient le déclencher ou pas le déclencher.

Intervention inaudible

Bien, on a fini.

Alors, juste pour information, prochain conseil, le 16 décembre à 19h.

C'est un lundi, le 16 décembre à 19h. C'est un lundi.

Lionel BARBERIS

Ce sera le DOB ?

Christophe VIGNAUD

Comment ?

Lionel BARBERIS

On aura le DOB à ce moment-là ou pas ?

Christophe VIGNAUD

Non, le DOB, c'est en janvier.

Edouard DUPOUY

La dernière DM.

Lionel BARBERIS

La dernière DM le 16 décembre, alors que tout est bouclé ? Le 16 décembre, tu ne passes plus d'engagement. Je veux bien passer une DM, ça veut dire que les écritures sont déjà passées.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Ok. Vous avez noté ? On vous enverra toutes les manières des invitations à 19h le 16 décembre.

Je vous souhaite une bonne soirée et à bientôt.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

CONSEIL MUNICIPAL

16 DECEMBRE 2024

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le lundi 16 décembre 2024 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 septembre 2024

VIE MUNICIPALE

1. **Maintien ou non de la 1^{ère} Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations**
2. **Détermination du nombre d'adjoints au Maire et fixation de l'ordre des adjoints**
3. **Indemnités de fonctions des élus municipaux**
4. **Mise à jour de la composition des commissions municipales**

FINANCES

5. **Décision modificatives n°4 du budget principal**
6. **Décision modificative n°5 « technique » du budget principal**
7. **Autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal**
8. **Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025**
9. **Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme pour l'année 2025**
10. **Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association CHR Capbreton Hossegor Rugby pour l'année 2025**
11. **Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club pour l'année 2025**

12. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour l'année 2025
13. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Pelote pour l'année 2025
14. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Transforms SLB pour l'année 2025
15. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Sports de combats pour l'année 2025

INTERCOMMUNALITE

16. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une opération d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres
17. Communauté de communes MACS - Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables
18. Communauté de communes MACS – Signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)
19. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols
20. Communauté de communes MACS-Avis sur la 4^{ème} modification du PLUI

URBANISME

21. Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations
22. Dépôt d'une déclaration préalable pour des travaux à la concession « Lake House » Plage du Rey
23. Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert
24. Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine
25. Demande de dérogation au cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON

COMMANDE PUBLIQUE- DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

26. Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms.
27. Modifications des tarifs du Golf d'Hossegor

AFFAIRES GÉNÉRALES

- 28. Convention d'objectifs et de moyens avec l'association Pandore dans le cadre de l'occupation de la ferme de Bielle
- 29. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux de rénovation de la ferme de Bielle
- 30. Dérogation au repos dominical
- 31. Reprise de 93 concessions funéraires en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune
- 32. Motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité – Unesco

RESSOURCES HUMAINES

- 33. Modification du régime indemnitaire de la filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de Fonction et d'Engagement (ISFE)
- 34. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)
- 35. Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour l'année 2024
- 36. Participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux
- 37. Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation
- 38. Modalités de prise en charge des frais de déplacements professionnels des agents communaux
- 39. Approbation du règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail pour le personnel communal
- 40. Présentation du Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023
- 41. Validation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels DUERP
- 42. Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan d'action triennal 2024-2026

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions contractées du 20 septembre 2024 au 9 décembre 2024

INFORMATIONS DIVERSES

Soorts-Hossegor, le 9 décembre 2024

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-01 : Maintien ou non de la 1^{ère} Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18 et L. 2122-20 conférant respectivement au Maire les pouvoirs de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et de retirer des délégations consenties à ces derniers ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 fixant à huit le nombre des adjoints au Maire ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 relative à l'élection des adjoints au Maire avec au 1^{er} rang Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN ;

VU l'arrêté n°2021-2-071 en date du 20 mai 2021 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire ainsi que la signature de certains actes et documents à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable ;

VU l'arrêté n°AG-2024-538 en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de préserver la bonne marche de l'administration municipale,

CONSIDERANT que, aux termes de l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions,

Il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte du retrait de délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable et de se prononcer sur la nature du scrutin, public ou secret et de décider du maintien ou non des fonctions de Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire.

Le conseil municipal est invité à se prononcer :

Par un « POUR », pour le maintien de *Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN* dans ses fonctions

Par un « CONTRE », contre le maintien de *Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN* dans ses fonctions

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

PREND ACTE du retrait d'une délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire.

DECIDE de se prononcer par le biais d'un scrutin public.

VALIDE les résultats suivants :

Nombre de voix POUR le maintien de l'adjointe dans ses fonctions : 1

Nombre de voix CONTRE le maintien de l'adjointe dans ses fonctions : 15

Nombre d'abstentions : 10

DECIDE de faire cesser les fonctions de *Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN*, en tant que 1^{ère} Adjointe au Maire

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-02 : Détermination du nombre d'adjoints au maire et fixation de l'ordre des adjoints

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-1 et L. 2121-2,

VU la délibération n°2 en date du 3 juillet 2020, par laquelle il a été décidé de fixer à huit le nombre des adjoints,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions d'un adjoint au Maire,

CONSIDERANT que le poste de premier adjoint au Maire est désormais vacant, il convient que le Conseil Municipal se prononce sur la nouvelle détermination du nombre des adjoints,

Il est demandé au Conseil Municipal de modifier le nombre des adjoints au Maire et le réduire de huit à sept, de promouvoir d'un rang chacun les adjoints et de fixer, en conséquence, l'ordre du tableau du Conseil Municipal comme suit :

Maire	Christophe VIGNAUD
1^{er} adjoint au Maire	Alain CLAVERIE
2^e adjoint au Maire	Mathilde VINTROU
3^e adjoint au Maire	Edouard DUPOUY
4^e adjoint au Maire	Oriane RUVAL
5^e adjoint au Maire	Michel VILLEGER
6^e adjoint au Maire	Céline LUNARDELLI
7^e adjoint au Maire	André JAKUBIEC

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

MODIFIE le nombre des adjoints au Maire et le réduit de huit à sept.

PROMEUT d'un rang chacun des adjoints.

FIXE en conséquence, l'ordre du tableau du Conseil Municipal qui est modifié comme suit :

Maire	Christophe VIGNAUD
1^{er} adjoint au Maire	Alain CLAVERIE
2^e adjoint au Maire	Mathilde VINTROU
3^e adjoint au Maire	Edouard DUPOUY
4^e adjoint au Maire	Oriane RUVAL
5^e adjoint au Maire	Michel VILLEGER
6^e adjoint au Maire	Céline LUNARDELLI
7^e adjoint au Maire	André JAKUBIEC

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

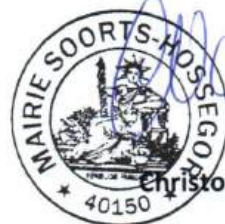
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-03 : Modification du tableau des indemnités des élus

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2123-20 et suivants, modifiés par la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019,

VU le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 fixant, le nouvel indice brut terminal de la fonction publique,

VU les lois n° 2015-366 du 31 mars 2015 et n° 2016-1500 du 8 novembre 2016 qui prévoient que le maire perçoit automatiquement les indemnités de fonction au taux maximum, sauf s'il demande à bénéficier d'un taux inférieur,

VU l'arrêté municipal n°AG-2024-538 en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions d'un adjoint au Maire,

VU la délibération n°241216-02 en date du 16 décembre 2024 portant détermination du nombre d'adjoints au maire et fixation de l'ordre des adjoints,

CONSIDÉRANT que, pour la Commune de Soorts-Hossegor qui compte 3 520 habitants recensés en 2021 par l'INSEE, le taux maximal de l'indemnité de fonction du maire est fixé à 55% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, celui des adjoints à 22% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, et celui des conseillers municipaux à 6% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

CONSIDÉRANT que le poste de premier adjoint au Maire est désormais vacant, il convient que le Conseil Municipal se prononce sur la nouvelle répartition des indemnités des élus.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

DECIDE de ne pas répartir les indemnités liées au poste d'adjoint vacant.

VALIDE la répartition des indemnités de fonction comme suit :

- Maire : 38,50 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- 1^{ère} adjoint : 18,42% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- Adjoints : 12,40% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- Conseillers délégués : 5,04% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Conformément à l'article L. 2123-20-1 du CGCT, un tableau récapitulatif est annexé à la présente délibération.

PRÉCISE que ces modifications seront effectives à compter de la date du caractère exécutoire de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Mme DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Commune de Soorts-Hossegor

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

Annexe à la délibération n°1 en date du 16 décembre 2024

Population totale : 3 520 (recensement INSEE 2021)

Enveloppe indemnitaire globale (plafond des indemnités autorisées par les textes) :

Maire :	55 %
+	
Adjoints : 22 % x 7 adjoints =	154 %
	<hr/>
Total	209 %

INDEMNITÉS ACCORDÉES	
FONCTION	TAUX DE L'INDICE BRUT TERMINAL
Maire	38,50 %
1 ^{er} adjoint	18,42 %
2 ^e adjoint	12,40 %
3 ^e adjoint	12,40 %
4 ^e adjoint	12,40 %
5 ^e adjoint	12,40 %
6 ^e adjoint	12,40 %
7 ^e adjoint	12,40 %
Conseiller délégué	5,04 %
Conseiller délégué	5,04 %
Conseiller délégué	5,04 %
Conseiller délégué	5,04 %
Conseiller délégué	5,04 %
TOTAUX	156.52 %

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-04 : Mise à jour des commissions municipales et de leur composition

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU l'arrêté municipal n°AG-2024-538 en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe en charge de l'urbanisme et du développement durable,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions de la 1^{ère} adjointe au Maire,

Monsieur le Maire propose de mettre à jour les commissions municipales :

- Urbanisme, développement urbain
 - Sous-commission Urbanisme
 - Sous-commission Logement

- Travaux, voirie, patrimoine
- Finances
- Prévention, sécurité, gestion des plages
- Communication
- Environnement, écologie
- Culture
- Développement économique, espaces concédés
- Education, petite enfance, enfance, jeunesse, affaires sociales, EHPAD
 - *Sous-commission Education, Petite Enfance*
 - *Sous-commission Enfance, jeunesse, affaires sociales*
 - *Sous-commission Conseil municipal des jeunes*
- Evènementiel
 - *Sous-commission Evènements sportifs et animations*
 - *Sous-commission Noël*
- Associations
- Ressources humaines
- Médiation avec les commerçants, PME/TPE, artisans
- Gestion des risques sanitaires
- Cimetière
- Commission communale de sécurité relative au contrôle des établissements recevant du public
- Commission de révision des listes électorales

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2121-22 ;
VU les délibérations n°200717-010 du 17 juillet 2020 et 240119-011 du 19 janvier 2024 relative à la composition des commissions municipales ;

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour la composition des commissions municipales suite au retrait de délégation de fonction à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe en charge de l'urbanisme et du développement durable,

CONSIDERANT qu'en application du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut former des commissions présidées de droit par Monsieur le Maire dont la composition doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste de élus au sein de l'assemblée communale,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

8 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, J. BELLOCQ, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal

DÉCIDE de ne pas procéder au scrutin secret aux désignations de représentants et délégués.

DÉCIDE de ne pas fixer le nombre de membres dans chacune des commissions/sous-commissions.

PROCÈDE pour chaque commission/sous-commission, à main levée, à l'élection les membres du conseil municipal :

COMMISSION URBANISME, DEVELOPPEMENT URBAIN

➤ Sous-commission Urbanisme

Membres :	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Henri ARBEILLE
	Alain CLAVERIE
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	André JAKUBIEC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGER
	Christian DUCAMP

➤ Sous-commission Logement

Membres	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Alain CLAVERIE
	Catherine CERIZAY-MONTAUT

COMMISSION TRAVAUX, VOIRIE, PATRIMOINE

Vice-président :	Alain CLAVERIE
Membres :	Véronique CAZAVANT
	Caroline CHABRES-DUC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGER
	Christian DUCAMP

COMMISSION FINANCES

Vice-président :	Edouard DUPOUY
Membres :	Henri ARBEILLE
	Lionel BARBERIS
	André JAKUBIEC
	Patrice BIANCONE
	Myriam LANGLOIS

COMMISSION PREVENTION, SECURITE, GESTION DES PLAGES

Vice-présidente :	Mathilde VINTROU
Membres :	Emmanuelle BESCHERON
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Paul GONCALVES

COMMISSION COMMUNICATION

Vice-présidente :	Oriane RUVAL
Membres :	Quentin BENCHETRIT
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE

Vice-président :	Michel VILLEGER
Membres :	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Alain CLAVERIE
	André JAKUBIEC

COMMISSION CULTURE

Vice-président :	Céline LUNARDELLI
Membres :	Gaétane ARICKX
	Patrice BIANCONE
	Sandrine BOMPAS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Oriane RUVAL

COMMISSION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ESPACES CONCEDES

Vice-président :	André JAKUBIEC
Membres :	Lionel BARBERIS
	Jean BELLOCQ
	Patrice BIANCONE
	Véronique CAZAVANT
	Caroline CABANAC-ESCANDE

COMMISSION EDUCATION, PETITE ENFANCE, ENFANCE, JEUNESSE, AFFAIRES SOCIALES, EHPAD

➤ Sous-commission Education, petite enfance

Vice-président :	Mathieu PARAILLOUS
Membres :	Sandrine BOMPAS
	Caroline CHABRES DUC
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

➤ **Sous-commission Enfance, Jeunesse, affaires sociales**

Vice-président :	Mathieu PARAILLOUS
Membres :	Lionel BARBERIS
	Caroline CHABRES DUC
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Myriam LANGLOIS

➤ **Sous-commission Conseil Municipal des Jeunes**

Vice-présidente :	Caroline CHABRES DUC
Membres :	Sandrine BOMPAS
	Emmanuelle BESCHERON
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Myriam LANGLOIS
	Christian DUCAMP

COMMISSION EVENEMENTIEL

Vice-président :	Céline LUNARDELLI
Membres :	Caroline CHABRES-DUC
	Mathilde VINTROU
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Quentin BENCHETRIT
	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Caroline CABANAC-ESCANDE

➤ **Sous-commission Evènements sportifs**

Vice-président :	Jean BELLOCQ
Membres :	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Véronique CAZAVANT

➤ **Sous-commission Animations de Noël**

Vice-présidente :	Gaétane ARICKX
Membres :	Elsa BECKER
	Sandrine BOMPAS
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	Véronique CAZAVANT
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION ASSOCIATIONS

Vice-président :	Paul GONCALVES
Membres :	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION RESSOURCES HUMAINES

Vice-président :	Jean-Marc LEROY
Membres :	Lionel BARBERIS
	Paul GONCALVES
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

COMMISSION MEDIATION AVEC LES COMMERÇANTS, PME/TPE, ARTISANS

Vice-président :	Patrice BIANCONE
Membres :	Gaétane ARICKX
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

COMMISSION GESTION DES RISQUES SANITAIRES

Vice-président :	Quentin BENCHETRIT
Membres :	Elsa BECKER
	Mathieu PARAILLOUS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Michel VILLEGIER

COMMISSION GESTION DES CIMETIERES

Vice-présidente :	Myriam LANGLOIS
Membre :	Véronique CAZAVANT

COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE RELATIVE AU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Représentant titulaire :	Alain CLAVERIE
Suppléant :	Mathieu PARAILLOUS

COMMISSION DE REVISION DES LISTES ELECTORALES :

Membres titulaires	Membres suppléants
Véronique CAZAVANT	Gaétane ARICKX
Myriam LANGLOIS	Christian DUCAMP
Céline LUNARDELLI	
Lionel BARBERIS	
Caroline CABANAC- ESCANDE	

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-05 : Décision modificative n°4/2024 budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 25 novembre 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

[illegible]

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	I	10	01	10226		Taxes d'aménagement	16 000,00
D	I	10	01	10226		Taxes d'aménagement	1 400,00
D	I	10	01	10226		Taxes d'aménagement	13 500,00
D	I	10	01	10226		Taxes d'aménagement	-50 000,00
D	I	21	845	2151		Réseaux de voirie - Seignosse Av. des Oyats	100 000,00
D	I	23	632	2313	9482	Travaux Sporting casino	-1 000 000,00
D	I	23	632	2313	9499	Travaux Sporting casino - TVA	1 000 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Aménagements de bâtiments divers	288 866,02
D	I	23	847	2315	9472	Travaux Av des Ecoles	-157 458,60
D	I	23	510	2315	9457	Travaux Place des Landais	-86 384,80
D	I	23	11	2313	9460	Travaux Poste de Police	-60 000,00
D	I	4582	020	4582001		Opération sous mandat - Dépenses - Av. du Golf	16 500,00
D	I	4582	020	4582002		Opération sous mandat - Dépenses - Molle-Larnère	1 500,00
D	I	4581	020	4581004		Opération sous mandat - Dépenses - Av des Oyats	-100 000,00
D	I	4581	020	4581006		Opération sous mandat - Dépenses - Gaujacq-Lesbarres	20 000,00
Dépenses d'investissement							3 922,62

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	I	4582	020	4582001		Opération sous mandat - Recettes - Av. du Golf	30 000,00
R	I	4582	020	4582002		Opération sous mandat - Recettes - Molle-Larnère	2 800,00
R	I	4582	020	4582004		Opération sous mandat - Recettes - Av des Oyats	-100 000,00
R	I	4582	020	4582006		Opération sous mandat - Recettes - Gaujacq-Lesbarres	20 000,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	51 122,62
Recettes d'investissement							3 922,62

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°4/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Mairie DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-06 : Décision modificative n°5/2024 du budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 25 novembre 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-02 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-03 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°2 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240927-01 du 27 septembre 2024 portant vote de la décision modificative n°3 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°241216-05 du 16 décembre 2024 portant vote de la décision modificative n°4 de 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°5/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 10 455,61 € et en section d'investissement à 8 455,61 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
D	F	042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	10 455,61
Dépenses de fonctionnement						10 455,61

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	F	77	020	775	Produits des cessions d'immobilisations	2 000,00
R	F	042	01	7761	Différences sur réalisations transférées investissement	8 455,61
Recettes de fonctionnement						10 455,61

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
D/R	I	040	01	192	Moins-value sur cession	8 455,61
Dépenses d'investissement						8 455,61

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	I	040	01	21828	Sortie inventaire - matériel de transport	10 455,61
R	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	-2 000,00
Recettes d'investissement						8 455,61

Après en avoir délibéré,

Avec 21 voix pour

5 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°5/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération 241216-07 : Autorisation de Programme et Crédits de Paiement du budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles L. 2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU les délibérations n°240308-05-06 du 8 mars 2024, n°240628-04 du 28 juin 2024 et n°240927-02 du 27 septembre 2024 actant les autorisations de programmes et crédits de paiement pour 2024,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (APCP).

Il précise la nécessité de créer et/ou modifier des autorisations de programme afin de pouvoir acter de futurs marchés et permettre le paiement des opérations de travaux avant le vote du prochain budget.

Voici le détail des ces modifications et création :

- Création d'une nouvelle autorisation de programme

AP24.003 Ferme de Bielle

Dans le cadre de la future réhabilitation de la ferme de Bielle, il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme (AP). Il est proposé d'y inscrire 1 050 000 € et de répartir les crédits de paiement (CP) sur les exercices 2025 et 2026.

AP24.003	AP	CP 2025	CP 2026	TOTAL CP
+/-	1 050 000,00	262 500,00	787 500,00	1 050 000,00
CM 16/12/2024	1 050 000,00	262 500,00	787 500,00	1 050 000,00

- Modification d'une autorisation de programme existante

AP23.002 Plan Plage

Les travaux du plan plage sont composés de deux phases, l'une pour les plages du lac et l'autre pour celles de l'océan.

Aujourd'hui, le projet a été chiffré par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Pour le lac, les travaux se composent en la réhabilitation du poste de secours de la plage Blanche, la fourniture-fabrication-installation de trois postes de secours mobiles pour les plages des Chênes-Lièges, du Rey et du Parc et en l'aménagement de voiries (accès des plages, parking ...) et d'espaces verts.

Les travaux devraient se terminer à la fin du printemps 2025.

Pour les plages océanes, nous sommes en attente de la validation de la procédure à adopter en matière d'études environnementales.

Il faut donc modifier l'AP déjà créée pour l'ajuster à l'estimatif du coût des travaux pour la phase des plages du lac et de la maîtrise d'œuvre globale. Les CP sont modifiés et répartis sur 2025 et 2026.

AP23.002	AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025
BP 2024	900 000,00	79 517,89	160 000,00	660 482,11
+/-	446 775,65			339 517,89
CM 16/12/2024	1 346 775,65	79 517,89	160 000,00	1 000 000,00

CP 2026	TOTAL CP
	900 000,00
107 257,76	446 775,65
107 257,76	1 346 775,65

- Modification de la répartition des crédits de paiements d'autorisations de programme déjà ouvertes

Si au 31 décembre d'une année, l'intégralité des CP de l'année en cours n'a pas été consommée, il est possible de les reporter sur la tranche de l'année suivante. Cependant, leur reprise ne pourra être effective qu'après le vote du compte administratif.

Pour éviter cette contrainte, il est possible de modifier la répartition des CP dès l'année en cours, en estimant les CP non consommés d'ici la fin de l'année et en les reportant sur la CP de l'année suivante. Ainsi, dès le 1^{er} janvier la collectivité peut utiliser l'intégralité des CP votés.

Les trois autorisations suivantes ont besoin de ce type d'ajustement.

AP23.001 Avenue des Ecoles

AP23.001	AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025
BP 2024	514 174,40	14 174,40	500 000,00	
+/ -			-157 458,60	157 458,60
CM 16/12/2024	514 174,40	14 174,40	342 541,40	157 458,60

TOTAL CP
514 174,40
0,00
514 174,40

AP19.002 Place des Landais

AP19.002	AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021
BP 2024	4 690 045,74	825,12	37 597,80	80 877,54
+/ -				
CM 16/12/2024	4 690 045,74	825,12	37 597,80	80 877,54

CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	TOTAL CP
526 035,88	3 491 709,40	553 000,00		4 690 045,74
		-86 384,80	86 384,80	0,00
526 035,88	3 491 709,40	466 615,20	86 384,80	4 690 045,74

AP21.001 Poste de police

AP21.001	AP	CP 2021	CP 2022	CP 2023
BP 2024	1 147 753,49	31 569,80	428 257,56	567 926,13
+/ -				
CM 16/12/2024	1 147 753,49	31 569,80	428 257,56	567 926,13

CP 2024	CP 2025	TOTAL CP
120 000,00		1 147 753,49
-60 000,00	60 000,00	0,00
60 000,00	60 000,00	1 147 753,49

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la création et les modifications sur les autorisations de programme et les ajustements sur les crédits de paiement tels que définis ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-08 : Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY adjoint au maire en charge des finances, rappelle que conformément à l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), si le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents aux remboursements de la dette.

L'ouverture des crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2025 s'élève donc au quart des dépenses votées sur l'exercice 2024, comme illustré ci-dessous :

Budget principal

Comptes M57	Libellés	Crédits budgétaires (CB) 2024	RAR 2023	CB 2024 moins RAR 2023	Maximun 1/4	CB pour 2025
202	Frais documents d'urbanisme	30 000,00	0,00	30 000,00	7 500,00	7 500,00
2031	Frais d'études	82 060,00	0,00	82 060,00	20 515,00	20 515,00
2051	Concessions et droits similaires	59 000,00	0,00	59 000,00	14 750,00	14 750,00
2041582	Subventions autres équipements - Sydec	516 000,00	0,00	516 000,00	129 000,00	129 000,00
20422	Subventions autres équipements de droit privé	100 000,00	0,00	100 000,00	25 000,00	25 000,00
2046	Attributions de compensation d'investissement	61 000,00	0,00	61 000,00	15 250,00	15 250,00
2111	Terrains nus	30 000,00	0,00	30 000,00	7 500,00	7 500,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 000,00	0,00	20 000,00	5 000,00	5 000,00
2128	- Autres agencements de terrains	103 500,00	0,00	103 500,00	25 875,00	25 875,00
2128	9452 Autres agencements de terrains - Trait de côte	26 741,00	0,00	26 741,00	6 685,25	6 685,25

suite

Comptes M57	Libellés	Crédits budgétaires (CB) 2024	RAR 2023	CB 2024 moins RAR 2023	Maximun 1/4	CB pour 2025
21316	Equipements du cimetières	28 000,00	0,00	28 000,00	7 000,00	7 000,00
21351	- Agencements et aménagements de construction	563 900,00	0,00	563 900,00	140 975,00	140 975,00
2151	Réseau	136 000,00	0,00	136 000,00	34 000,00	34 000,00
2152	Installations de voirie	37 000,00	0,00	37 000,00	9 250,00	9 250,00
21534	Réseaux électrification	10 000,00	0,00	10 000,00	2 500,00	2 500,00
21538	Autres réseaux	348 000,00	0,00	348 000,00	87 000,00	87 000,00
21568	Autres matériels et outillages incendie	46 000,00	0,00	46 000,00	11 500,00	11 500,00
215731	Matériel de voirie roulant	81 400,00	0,00	81 400,00	20 350,00	20 350,00
215738	Autres matériel de voirie	27 800,00	0,00	27 800,00	6 950,00	6 950,00
2158	Autres installations, matériels et outillages	193 100,00	0,00	193 100,00	48 275,00	48 275,00
21611	Œuvres et objets d'art	10 000,00	0,00	10 000,00	2 500,00	2 500,00
21828	Atutres matériels de transport	94 500,00	0,00	94 500,00	23 625,00	23 625,00
21831	Matériel informatique scolaire	2 500,00	0,00	2 500,00	625,00	625,00
21838	Autres matériels informatique	15 000,00	0,00	15 000,00	3 750,00	3 750,00
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	15 000,00	0,00	15 000,00	3 750,00	3 750,00
2188	Matériel divers	229 800,00	0,00	229 800,00	57 450,00	57 450,00
2313	9446 Aménagements de bâtiments (réserve)	1 248 050,50	0,00	1 248 050,50	312 012,63	312 012,63
						1 028 587,88

Budget cinéma

Comptes M57	Libellés	Crédits budgétaires (CB) 2024	RAR 2023	CB 2024 moins RAR 2023	Maximun 1/4	CB pour 2025
21351	Agencements et aménagements de construction	10 000,00	0,00	10 000,00	2 500,00	2 500,00
2188	Matériel divers	10 000,00	0,00	10 000,00	2 500,00	2 500,00
						5 000,00

Budget restaurant front de mer

Comptes M57	Libellés	Crédits budgétaires (CB) 2024	RAR 2023	CB 2024 moins RAR 2023	Maximum 1/4	CB pour 2025
2135	Agencements et aménagements de construction	62 105,48	0,00	62 105,48	15 526,37	15 526,37
2188	Matériel divers	5 000,00	0,00	5 000,00	1 250,00	1 250,00
						16 776,37

VU l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE jusqu'à l'adoption des Budgets primitifs 2025, Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette dont les détails figurent ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n°241216-09 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre
l'Office de tourisme et la Commune**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

La Commission des finances s'est réunie le 25 novembre 2024 afin d'étudier la demande de subvention de l'association Office de Tourisme d'Hossegor pour l'exercice 2024 et sa convention d'objectifs et de moyens.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'Office de Tourisme d'une subvention 2024 à hauteur de 327 100 €.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées à l'affaire : Patrice BIANCONE, Quentin BENCHETRIT, Emmanuelle BESCHERON, Véronique CAZAVANT et Caroline CABANAC-ESCANDE, membres de l'association Office de Tourisme.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens jointe à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de 327 100 € à l'association Office de Tourisme d'Hossegor, au titre de l'année 2025,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'Office de Tourisme d'Hossegor, fixant notamment les modalités d'intervention financière pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-10 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Capbreton Hossegor Rugby

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Capbreton Hossegor Rugby d'une subvention de 15 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de terrains, de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Capbreton Hossegor Rugby, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Capbreton Hossegor Rugby, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-11 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor surf club d'une subvention de 15 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Hossegor surf club, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor surf club, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-12 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Hossegor sauvetage côtier

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor sauvetage côtier d'une subvention de 15 000 €

CONSIDÉRANT la demande de se voir attribuer l'usage de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prend pas part au vote en tant que personne intéressée : Emmanuelle BESCHERON, membre de l'association Hossegor sauvetage côtier.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Hossegor sauvetage côtier, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor sauvetage côtier, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-13 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association ASH Pelote

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor surf club d'une subvention de 14 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de terrain, de locaux et de moyens humain pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 14 000 € à l'association ASH Pelote, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Pelote, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-14 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Transforms SLB

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Transforms SLB d'une subvention de 2 000 €,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 € à l'association Transforms SLB, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Transforms SLB, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-15 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association ASH Sports de combat

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association ASH Sports de combats d'une subvention de 3 500 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prend pas part au vote en tant que personne intéressée : Jean BELLOCQ, membre de l'association ASH Sports de combats.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 500 € à l'association ASH Sports de combats, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Sports de combats, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-16 : Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de communes MACS et la Commune de Soorts-Hossegor pour la réalisation de travaux d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres à Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, en particulier les articles L. 331-1 et L. 331-2 ;

VU le code général des impôts, notamment l'article 1379 ;

VU les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire pour les compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire portant approbation de la convention de prestation de service pour la réalisation des travaux de sécurisation sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres à Soorts-Hossegor et du reversement d'une part de la taxe d'aménagement perçue par la commune à MACS au titre des équipements publics dont elle a la charge ;

VU le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-annexé ;

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ;

La commune de Soorts-Hossegor souhaite sécuriser les flux et les cheminements sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres par une réduction des vitesses des véhicules. Les travaux concernent la réalisation de trois chicanes, deux sur l'avenue de Gaujacq et une sur la rue de Lesbarres.

En effet, l'enjeu est d'accompagner l'augmentation des trafics liée à l'attractivité de la Ville par des travaux d'apaisement des vitesses et de sécurisation des infrastructures existantes.

Cette opération d'aménagement comprend uniquement des travaux de compétence communautaire, non-inscrits au PPI voirie de la Communauté de communes. L'estimation prévisionnelle est de 15 264,12 € HT, soit 18 316,94 € TTC.

La Communauté des communes remboursera à la commune l'équivalent du montant de la TVA, soit 3 052,82 €.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud MACS, relative à la réalisation de travaux sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres

PRECISE que cette convention est signée pour une durée qui démarre à la date de signature de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, et qui s'achève à la réception des travaux par la commune, en présence de la Communauté de communes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-17 : Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables sur le territoire communal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables vise à accélérer le développement des énergies renouvelables de manière à lutter contre le changement climatique et préserver la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité. L'article 15 de la loi a introduit dans le code de l'énergie un dispositif de planification territoriale à la main des communes. D'ici la fin de l'année 2023, les communes sont invitées à identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergie renouvelable.

En application de l'article L141-5-3 du code de l'énergie, ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables : éolien terrestre, photovoltaïque, méthanisation, hydroélectricité, géothermie, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance des projets d'énergies renouvelables déjà installée.

La zone d'accélération illustre la volonté de la commune d'orienter préférentiellement les projets vers des espaces qu'elle estime adaptés. Ces projets pourront bénéficier de mécanismes financiers incitatifs. En revanche, pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas la délivrance de son autorisation ou de son permis. Le projet doit dans tous les cas respecter les dispositions réglementaires applicables. Un projet peut également s'implanter en dehors des zones d'accélération. Dans ce cas, un comité de projet sera obligatoire. Ce comité inclura les différentes parties prenantes concernées par un projet d'énergie renouvelable, dont les communes limitrophes.

Dans le cas où les zones d'accélération au niveau régional sont suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux de développement des énergies renouvelables, la commune peut définir des zones d'exclusion de ces projets.

Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée du 26 août au 16 septembre 2024 sur le site Internet de la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

*Après en avoir délibéré,
Avec 23 voix pour
3 abstentions (O. RUVAL, A. JAKUBIEC, M. LANGLOIS)
Le Conseil Municipal,*

DEFINIT comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune les zones figurant en annexe à la présente délibération.

VALIDE la transmission de la cartographie de ces zones à Monsieur le sous-préfet, référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique, du département des Landes, ainsi qu'à la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-18 : Signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire explique que la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud met à disposition des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) un accès à une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations créée à cet effet.

Cette plateforme a pour objectif de faciliter et favoriser les échanges et le partage de données au sein du réseau enfance jeunesse avec la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud.

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales et notamment son article 66 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-10 et L. 5211-4-3 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes et notamment l'articles 8.3 relatifs au pilotage du projet éducatif communautaire ;

Vu la délibération 231208-010 en date 8 décembre 2023 portant renouvellement de la Convention Territoriale Globale (CTG) pour la période 2023-2026, avec la CAF des Landes et les 23 communes du territoire ;

Vu le projet de convention de mise à disposition de la plateforme numérique aux ALSH, ci-annexé ;

Considérant les orientations de la CTG en matière de politique Enfance-Jeunesse et les compétences de MACS liées à l'accompagnement des communes et la mise en réseau des structures éducatives ;

Considérant que le code général des collectivités territoriales, en son article L. 5211-4-3, prévoit la possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, de se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres, afin de permettre une mise en commun de moyens ;

Considérant l'intérêt de la mise à disposition d'un espace numérique partagé auprès des structures Enfance-Jeunesse du territoire ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) selon les modalités définies dans le projet de convention ci-joint.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune et la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-19 : Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Dans le cadre des compétences attribuées par ses communes, notamment en matière d'urbanisme et d'habitat, la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud est responsable de l'élaboration du Schéma de cohérence Territoriale, du Programme Local de l'Habitat et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. A ce titre, elle doit suivre les évolutions de son territoire afin de calibrer et encadrer son aménagement et son développement.

Par ailleurs, la Communauté de communes dispose d'un service commun d'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols (ADS). Ce service produit des données offrant des possibilités d'observation et d'analyse des phénomènes liés notamment à la construction et à l'urbanisation du territoire. Elles alimentent les réflexions conduites dans le cadre de l'élaboration, la mise à jour et le suivi des documents stratégiques pour lesquels la Communauté de communes est compétente.

Néanmoins, toutes les communes de l'EPCI n'adhèrent pas à ce service facultatif. En effet, les communes de Saint-Vincent-de-Tyrosse, Soorts-Hossegor et Soustons ont souhaité assurer elles-mêmes l'instruction des dossiers déposés sur leur propre territoire. Ainsi, la Communauté de communes ne dispose pas de la complétude des données lui permettant de mener à bien le plein exercice de ses compétences.

Afin de doter la Communauté de communes d'une information uniforme et homogène sur l'ensemble de son périmètre, dans un souci de réactivité et de facilité d'accès, il est nécessaire d'établir les conditions d'accès et d'utilisation des données communales en la matière.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT l'intérêt de mettre à disposition de la Communauté de communes les données communales d'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols dans un objectif de mutualisation de la connaissance territoriale,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune et la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n°241216-20 : Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) -
Avis de la Commune sur le projet de modification n°4**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

L'application du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud depuis son approbation le 27 février 2020 a révélé la nécessité d'évoluer.

Conformément à l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun n°4 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud a été engagée.

Les objets de modification n° 4 sur l'ensemble du territoire de MACS portent sur la nécessité de :

- Réduire la délimitation de zones Urbaines ou à Urbaniser ;

- Soutenir le développement mesuré d'activités existantes par la création de STECAL, sans impacts sur un régime de protections aux titres de l'environnement, du paysage et des risques ;
- Instaurer, modifier ou lever des servitudes (emplacements réservés, périmètres d'attente de projet d'aménagement global) ;
- Encadrer la mutation du tissu urbain par la création d'Orientations d'Aménagement et de Programmation ou d'emplacements réservés ;
- Adapter les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) à l'évolution des projets et des besoins ;
- Renforcer les obligations de production de logements sociaux en zone Urbaine et A Urbaniser ;
- Faire évoluer les règles de mixité des fonctions en zone Urbaine ;
- Renforcer les protections relatives au paysage, à l'environnement et au patrimoine architectural ;
- Améliorer la prise en compte des risques naturels ;
- Mettre à jour la liste des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone Agricole et Naturelle, au titre de l'article L.151-11-2 du code de l'urbanisme ;
- Améliorer l'insertion des projets (reculs, hauteur, traitement des espaces libres, qualité architecturale) ;
- Améliorer la gestion des mobilités (accès, mobilités actives, stationnement) ;
- Clarifier certaines dispositions du règlement écrit et leurs modalités d'applications ;
- Modifier les règles relatives à l'aspect extérieur des clôtures ; Notice explicative – Modification n°4 du PLUi – Octobre 2024 10
- Rectifier des erreurs matérielles ;
- Mettre à jour les annexes du PLUi.

Cette procédure de modification n°4 du PLUi concerne les 23 communes.

La modification d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut, à l'initiative du président d'un établissement public de coopération intercommunale compétent, être adoptée selon la procédure de modification de droit commun prévue aux articles L 153-41 à L 153-44 du code de l'urbanisme.

En vertu de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme, la procédure de modification du PLU peut faire l'objet d'une procédure de modification de droit commun, dès lors que le projet de modification :

- ne change pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables
- ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- n'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

- ne crée pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Conformément à l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme et R. 123-6 du code de l'environnement, le projet de modification de droit commun sera soumis en enquête publique pendant trente jours minimum.

L'évolution du PLUi envisagée répond à ces critères. Le projet peut donc suivre la procédure de modification, qui est engagée à l'initiative du président de la Communauté de communes conformément aux dispositions de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme.

En application de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification du PLUi de MACS a été notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du même code, ainsi qu'aux maires des communes concernées par la présente procédure.

Le projet de modification joint à la présente délibération a été examiné lors de la dernière commission d'urbanisme du 8 novembre dernier, lors de laquelle il a été formulé un avis favorable sous réserve de la correction d'une erreur de désignation de voie au sein du libellé *instauration d'un linéaire commercial entre l'avenue de la Grande Dune (et non des Cèllets) et la Place des Basques jusqu'au restaurant Prohibistro*.

Avant son approbation par le conseil communautaire de MACS, le projet de modification pourra ainsi tenir compte des avis des conseils municipaux, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, conformément à l'article L. 153-43 du code de l'urbanisme.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-36 à L. 153-44, R. 153-20 et R. 153-22 ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20200227D05B en date du 27 février 2020 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20210506D06B en date du 6 mai 2021 approuvant la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20220324D06C en date du 24 mars 2022 portant approbation de la modification n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU l'arrêté du président n° 20211021A12 en date du 21 octobre 2021 relatif à la mise à jour n° 1 des annexes du PLUi (servitudes d'utilité publique pour les PT1 et PT2 et le PPRL du secteur du Bourret Boudigau approuvé) ;

VU l'arrêté du président n° 20211112A14 du 12 novembre 2021 portant prescription de la modification n° 2 du PLUi de MACS ;

VU l'arrêté du président n° 20220720A12 en date du 20 juillet 2022 portant prescription de la modification n° 3 du PLUi de MACS ;

VU la notification du projet de modification n°4 du PLUi par la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud,

VU l'avis favorable émis par la commission urbanisme du 8 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'émettre un avis favorable sur le projet de la modification n° 4 du plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud un avis favorable sous réserve de la correction d'une erreur de désignation de voie au sein du libellé *instauration d'un linéaire commercial entre l'avenue de la Grande Dune (et non des Cèllets) et la Place des Basques jusqu'au restaurant Prohibistro.*

AUTORISE Monsieur le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maelle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-21 : Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La Commune est propriétaire d'un terrain sis 46, rue de Mariotte à Soorts plus communément dénommé « îlot LACOUT ». Par délibération en date du 27 septembre 2019, le Conseil Municipal avait délibéré pour céder ce terrain à la société Patrimoine Languedocienne qui a travaillé sur un projet d'habitat en accession sociale à la propriété. Ce projet a été présenté en réunion publique le 6 juillet 2022. Il a été notamment expliqué le contexte de l'évolution des Prêts Sociaux Locaux Accession (PSLA) vers les Baux Réels Solidaires (BRS) devant être établis par un organisme agréé OFS (Office Foncier Solidaire). C'est le cas de la Coopérative d'Habitations, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif d'habitations à loyer modéré, qui réalisera ce projet suite à l'obtention de son agrément OFS en Nouvelle-Aquitaine en août 2022.

L'OFS (la Coopérative) conservera la propriété du sol et où seuls les murs seront vendus aux acquéreurs afin de réduire le prix de vente.

Le programme projeté portait sur la réalisation de 14 logements collectifs répartis sur 3 bâtiments en R+1 avec combles et stationnements en sous-sol.

La typologie prévisionnelle actuelle était la suivante :

- 9 T3 de 55 à 83 m² SHAB ;
- 5 T4 de 71 à 98 m² SHAB.

Compte tenu de sa configuration, le coût technique de ce projet est élevé. Il nécessite notamment la réalisation d'un sous-sol afin de pas consommer les espaces communs avec des parkings aériens, améliorant ainsi la qualité d'usage dans le bourg de Soorts. Pour absorber le coût d'acquisition de ce foncier (environ 500€/m² de surface de plancher), la Coopérative prévoit une redevance foncière moyenne de 1,35€/m² habitable, ce qui est une limite supérieure compte tenu des surfaces des logements. Le prix de vente moyen des logements se situant à environ 3500€ TTC/m² de surface habitable.

Les projets réalisés en BRS présentent un caractère anti spéculatif dans la mesure où les prix de revente sont plafonnés et indexés sur l'Indice du Coût de la Construction (ICC).

L'OFS sera sollicité par les acquéreurs (via leur notaire) lors de la revente de leurs biens afin que la Coopérative valide le prix de vente mais aussi agréée le nouvel acquéreur (qui doit lui aussi respecter des plafonds de ressources). Ce montage (BRS) garantit ainsi la permanence du caractère social du bien. A ce titre, les logements vendus par le biais du BRS sont comptabilisés dans le « parc SRU » et ce sans limite de durée.

Cet état de projet a été validé lors de la séance du Conseil Municipal du 8 mars 2024. Il avait été convenu que l'opérateur présente un point d'étape devant les élus du conseil municipal avant le lancement des travaux afin de leur faire part des éventuels ajustements liés aux contextes techniques (aléas révélés lors des études techniques) et financiers (emprunt, coût des matériaux). La Coopérative d'Habitations est donc intervenue lors de la Commission Générale du 14 novembre 2024 et a proposé les ajustements suivants :

- Se donner la possibilité d'élargir la gamme des logements proposés en fonction des candidatures effectives : quelques T2 pourraient être intégrés portant le nombre de logements à une quinzaine de logements ;
- Créer une offre plus diversifiée en incluant deux logements à loyers modérés (un PLUS et un PLAI) et trois logements en accession à prix libre limité à environ 6900 euros TTC/m² stationnement inclus.

Les élus ont considéré à l'unanimité que cette version améliorée du projet permettait une offre plus diversifiée tant en termes de produits que de publics au sein du cœur du bourg de Soorts.

Il est proposé d'adopter ces ajustements et de céder le terrain au prix de 540 000€ qui correspond à l'avis du Domaine sur la valeur vénale.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis du Domaine en date du 22 janvier 2024 ;

VU la délibération 240308-013 en date du 8 mars 2024

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'abroger les délibérations précédentes relatives à cette affaire.

DÉCIDE de céder la parcelle cadastrée section AW numéro 123 d'une contenance de 1893 m² à la Coopérative d'Habitations pour la somme de 540 000 euros.

PRÉCISE que les frais d'acte et de bornage seront à la charge de l'acquéreur.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maiëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-22 : Dépôt d'une déclaration préalable pour les travaux à la concession de la Plage du Rey

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire précise que la commission travaux a travaillé sur le projet d'ouverture en façade sous forme d'oculus (dans le même esprit que l'oculus existant) de la concession de la Plage du Rey afin de favoriser la ventilation de ce bâtiment public.

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une demande de déclaration préalable pour les travaux de création d'un oculus à la concession de la plage du Rey.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal


Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-23 : Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Dans l'objectif de limiter le coût des énergies dans le budget de fonctionnement de la Commune par la création d'énergie en autoconsommation, il est prévu la mise en place de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-22,

Vu le Code de l'énergie,

Vu l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314- 15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale,

Considérant la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une demande de déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert.,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces autorisations ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-24 : Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Reconnue d'utilité publique, la Fondation du Patrimoine, organisme privé indépendant à but non lucratif, a pour mission de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine, sur le territoire français, et plus particulièrement celui qui n'est pas protégé au titre des monuments historiques.

La délivrance d'un label permet, sous certaines conditions, aux propriétaires privés de patrimoine non protégé au titre des monuments historiques de déduire de leur revenu global les dépenses d'entretien et de réparation de leurs immeubles patrimoniaux.

La Commune de Soorts-Hossegor abonde le fonds d'investissement créé et géré par la Fondation du Patrimoine d'un montant égal à 1% du coût TTC des travaux effectués par les propriétaires concernés,

CONSIDERANT qu'il est intéressant de renouveler cette convention avec la Fondation du Patrimoine :

- en portant le taux d'intervention de la commune à 2% du coût TTC des travaux effectués et en limitant l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € ;
- en faisant bénéficier les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- en reportant les fonds non utilisés de 7 839 € de la période précédente 2023-2024 pour d'éventuelles opérations à caractère exceptionnel.

VU les articles L. 143-1 et suivants du code du patrimoine portant sur les institutions relatives au patrimoine culturel ;

VU la délibération n°230428-001 en date du 28 avril 2023 portant renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de

- Limiter l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € pour les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- Reporter les fonds non utilisés pour des opérations à caractère exceptionnel ;
- Venir en soutien à la communication de la Fondation en relayant leur documentation et affiches permettant de valoriser in fine le patrimoine local.

APPROUVE la convention à intervenir entre la Commune de Soorts-Hossegor et la Fondation du Patrimoine jointe en annexe.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents liés à cette affaire dont la convention.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maire DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-25 : Demande de dérogation au cahier des charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur et Madame BUZON ont acquis le 03/10/2019 auprès de la Commune un terrain à bâtir d'une superficie de 1099 m² au prix de 235 €/m² soit un coût d'acquisition de 258 265 euros (hors frais de notaire).

Monsieur et Madame BUZON sont actuellement en instance de divorce et souhaitent vendre leur maison au prix de 1 587 000 euros dans une période où la cession est soumise à un accord dérogatoire du conseil municipal.

En effet, la vente de leur maison est règlementée par l'article 20 du cahier des charges du lotissement (document 170922_OJ11 – ANNEXE2) :

- La règle de base est que les acquéreurs ne peuvent pas vendre l'immeuble construit dans le délai de 3 ans à compter de la date de délivrance de certificat de conformité des travaux (2024-2027 dans leur cas) ;
- La règle dérogatoire est que le conseil municipal peut autoriser la vente s'il estime qu'il s'agit d'un « cas de force majeure ou pour une cause dont il apprécie le bien-fondé »

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur cette demande de dérogation sollicitée par Monsieur et Madame BUZON.

CONSIDÉRANT la demande de dérogation de Monsieur et Madame BUZON en vu de la vente de leur bien au prix de 1 587 000 euros ;

VU la délibération du conseil municipal du 9 juin 2017 actant la sortie de la copropriété du Garden Tennis, la division foncière ayant conduit à la création de ce lot de 1 099 m², la définition du prix de vente à 235€/m²,

VU la délibération du conseil municipal du 22 septembre 2017 définissant les critères de sélection (annexe 1) et le cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern (annexe 2) fixant notamment les conditions de revente par les acquéreurs ;

*Après en avoir délibéré,
Avec 25 voix pour
1 abstention
Le Conseil Municipal,*

EMET un avis favorable à la demande de dérogation prévue à l'article 20 du cahier des charges du lotissement communal du Pont d'Hiern au profit de Monsieur et Madame BUZON.

CHARGE Monsieur le Maire de signer tous les documents afférents à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{me} Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-26 : Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La mutualisation des achats constitue un levier important au regard de l'efficacité économique de la commande publique, qui amène de plus en plus à recourir aux centrales d'achats.

En 2023, une nouvelle centrale d'achat a été créée à destination des collectivités territoriales : la CANUT (Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms). Il s'agit d'une centrale d'achat spécialisée dans le domaine du numérique et des télécoms.

Association loi 1901 à but non-lucratif, la CANUT est une ressource dédiée aux collectivités, bailleurs sociaux et autres établissements publics, permettant de bénéficier de conditions d'achat préférentielles, avec des accords-cadres clé en main

dans le respect du code de la commande publique. La CANUT propose des marchés publics qui simplifient les achats de matériels, logiciels et prestations et couvrant l'ensemble des besoins numériques et télécoms de ses adhérents.

La CANUT a la volonté d'adopter une gouvernance représentative des différents adhérents, et des procédures de gestion leur apportant transparence et sécurité. Elle permet aussi une gestion simplifiée de l'achat de fournitures et de services en matière d'informatique et de télécoms.

Les objectifs de la CANUT sont principalement de proposer à ses membres :

- Une gestion simplifiée des achats,
- Des marchés adaptés aux besoins des collectivités territoriales,
- Des frais d'accès réduits,
- Une relation directe avec les titulaires pour l'exécution des marchés,
- Une représentation de leurs intérêts face aux titulaires de marchés,
- Des interlocuteurs dédiés apportant une forte réactivité aux sollicitations qu'elle recevra.

La CANUT est un acheteur qualifié de pouvoir adjudicateur au sens des dispositions de l'article L. 1211-1 du code de la commande publique ayant pour objet d'exercer une activité de centrale d'achats au sens de l'article L.2113-2 du code précité.

L'adhésion à la CANUT est gratuite, seul le coût annuel d'utilisation des marchés est facturé par l'association.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de la commande publique,

Considérant le besoin de la collectivité d'acquérir du matériel informatique et de téléphonie de manière régulière pour garantir ses activités et ses services à la population ;

Considérant que l'achat, dans le domaine du numérique, est un poste budgétaire significatif, et qu'il est dans l'intérêt de la collectivité de rechercher des moyens d'optimiser les coûts tout en garantissant la fiabilité du matériel acquis, la qualité des services et prestations réalisées ;

Considérant que les marchés du numérique et des télécoms sont techniques et évoluent en fonction des avancées technologiques, ce qui nécessite l'expertise d'acheteurs spécialisés et entièrement consacrés au suivi de cet environnement très dynamique ;

Considérant que l'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) permet à la collectivité de bénéficier de tarifs préférentiels, de conditions contractuelles avantageuses et d'une meilleure gestion des achats dans le domaine numérique ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE l'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT), pour en devenir membre,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires pour formaliser cette adhésion et à prendre toutes les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à réaliser et à suivre l'ensemble du processus de souscription aux marchés et aux actes associés auprès de la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT),

PRENDRE acte, qu'en application de l'article 10.1 des statuts de la CANUT, le représentant légal en exercice, ou tout autre personne dont l'habilitation aura été notifiée par écrit, siège à l'assemblée générale de la CANUT, et désigne, à ce titre, le Directeur des systèmes d'information (DSI) pour représenter la collectivité.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-27 : Modification des tarifs du golf d'Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal doit approuver les modifications de tarifs de l'activité de cette délégation de service public ;

CONSIDÉRANT l'offre tarifaire proposée par le délégataire, l'association Golf Club d'Hossegor pour l'année 2025 ;

COTISATIONS 9,5 MOIS ET ANNEE		
Produit	Tarifs 24	Tarifs 25
Cotisation Année Individuel	1 838 €	1 875 €
Cotisation Année Ménage	3 066 €	3 130 €
Cotisation 9,5 mois Individuel	1 344 €	1 370 €
Cotisation 9,5 mois ménage	2 205 €	2 250 €
Abonnement jeunes -18 ans Année	400 €	410 €
Cotisation Année Individuel 18/25 ans	755 €	770 €
Cotisation Ecole de Golf (incluant la licence)	185 €	*185

*Le tarif pour la rentrée école de golf 2025/2026 sera à rediscuter en fonction des différents niveaux de prestation.

DROIT DE JEU VISITEURS				
Produit	Basse saison 24	Haute saison 24 (du 08/4 au 15/10)	Basse saison 25	Haute saison 25 (du 08/4 au 15/10)
Greenfee	85 €	110 €	85 €	110 €
Carnet 10 Greenfees	550 €	750 €	565 €	770 €
Carnet 20 Greenfees	900 €	1 300 €	920 €	1 330 €

CHARIOTS ET PRACTICE		
Produit	Tarifs 24	Tarifs 25
Chariot Manuel	5 €	6 €
1 Seau de balles	4 €	5 €
2 Seaux de balles	7 €	9 €
5 seaux de balles	15 €	18 €
11 Seaux de balles extérieurs	28 €	30 €
11 Seaux de balles membres	20 €	20 €

Tarifs Restauration Golf Hossegor 2025

BOISSONS	
Produit	Tarifs
Apéritif anisé	4,0 €
Whisky	7,0 €
Rhum	7,0 €
Vodka	7,0 €
Gin Tonic	7,0 €
Armagnac	10,0 €
Vins Aperitif	4 à 7 €

BOISSONS sans alcool	
Produit	Tarifs
Café	1,8 €
Café double	3,6 €
Café crème	2,0 €
Café crème double	4,0 €
Décaféiné	1,9 €
Chocolat au lait	4,0 €
Capuccino	4,0 €
Thé	3,5 €
Sodas	4,0 €

BOISSONS	
Produit	Tarifs
Biere 1/2	4 à 5 €
Panaché	4,0 €
Vin Verre	4 à 7 €
Vin pichet 0,25l	5,0 €
Vin pichet 0,50l	10,0 €
Vin pichet 1l	15,0 €
Champagne Coupe	13,0 €
Champagne bouteille	80 à 95€
Kir	5,0 €
Kir Royal	14,0 €
Biere sans alcool	4,0 €

RESTAURATION	
Produit	Tarifs
Plat du jour / Dessert / Verre de vin / Café	19 €
Plat du jour	13,0 €
Entrées de 10 à 12€	
Plats de 13 à 26 €	
Desserts maison de 6 à 9 €	

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,**

En tant que personnes intéressées à l'affaire, ne prennent pas part au vote :

- M. Jean BELLOCQ,
- M. Henri ARBEILLE
- Jean Marc LEROY
- Christophe VIGNAUD

AUTORISE « l'Association Golf Club d'Hossegor » à modifier, à compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs présentés ci-dessus.

PRÉCISE que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

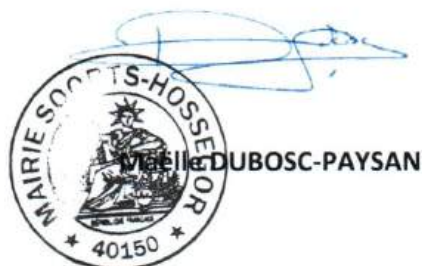
PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-28 : Sollicitation de subventions dans le cadre du projet de rénovation complète de la ferme de Bielle

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire indique qu'il avait été prévu, dès le début du présent mandat, d'entreprendre une rénovation complète de la ferme de Bielle.

Acquise en 2001, ayant bénéficié de travaux de sauvegarde de la charpente et de la toiture en 2005, cet historique corps de ferme est composé d'un bâtiment principal (anciennes habitation et étable) d'environ 365 m² et d'annexes extérieures (anciennes annexes agricoles) d'environ 65 m².

Monsieur le Maire précise qu'il est important de conserver cet édifice patrimonial, dernier vestige de ce qu'était le bourg de Soorts né au XV^{ème} siècle, mais elle souhaite également l'ouvrir au public, afin qu'il devienne un lieu de vie, de cohésion, ouvert toute l'année et développer un projet culturel ouvert aux habitants de la commune mais aussi ceux des communes de la MACS.

Il rappelle que suite à un appel à projet, l'association Pandore en partenariat avec l'association Starcom, a proposé un projet culturel autour de l'audiovisuel ; vidéo, audio et photographie avec un studio d'une radio locale pour faire vivre en continu ce bâtiment lorsqu'il sera rénové.

CONSIDERANT les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet ;

CONSIDERANT la volonté du Conseil Municipal d'engager des travaux de rénovation de la ferme de Bielle afin de répondre aux normes d'accessibilité, et accueillir ce projet culturel ;

CONSIDERANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

ACTE l'intérêt du projet de rénovation complète de la Ferme de Bielle afin de préserver ce bâtiment historique et de le valoriser en y développant un projet culturel.

S'ENGAGE à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération et le plan de financement au fur et mesure des études de maîtrise d'œuvre et de l'engagement des organismes sollicités.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés dans le cadre de travaux de rénovation complète de la ferme de Bielle, auprès :

- de l'Union Européenne ;
- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-29 : Dérogation au repos dominical

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le classement de la ville de Soorts-Hossegor en zone touristique autorise l'ouverture dominicale des commerces non alimentaires tout au long de l'année sans autorisation préalable de l'autorité territoriale.

Les commerces de détail alimentaires restent assujettis à l'article L. 3132-13 du code du travail qui leur impose une fermeture dominicale après 13 heures. Toutefois, le maire peut autoriser les commerces de détail alimentaires à ouvrir de façon ponctuelle le dimanche après 13 heures dans la limite de douze dimanches par an. Les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m² doivent déduire les jours fériés travaillés de la liste des dimanches autorisés.

Ces douze dimanches doivent être fixés par arrêté municipal de manière annuelle et collective (ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité) au niveau du territoire après consultation des commerçants, des organisations syndicales ainsi que des chambres consulaires avant le 31 décembre de l'année n-1.

L'avis de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud doit également être sollicité.

Vu la loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi Macron et notamment son article 250,

Vu la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, couramment appelée loi Travail, et notamment son article 8,

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 3132-26 du code du travail,

Vu l'arrêté préfectoral des Landes en date du 7 avril 2010 classant la commune de Soorts-Hossegor en commune d'intérêt touristique,

Considérant qu'en raison de l'évolution des habitudes de consommation et des activités commerciales, il importe de prendre des mesures de nature à permettre des aménagements dans le temps de travail tout en garantissant la règle du repos hebdomadaire des salariés,

Considérant l'intérêt de faire bénéficier les commerçants des dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 qui tout en réaffirmant le principe du repos dominical donné aux salariés, ont été modifiées en portant à 12 le nombre maximal de dérogations qu'un maire peut donner à cette règle,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ÉMET un avis favorable, sur proposition de Monsieur le Maire, d'accorder annuellement 12 dérogations municipales au repos dominical pour les commerces de détail alimentaires pour l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à saisir les commerçants, les organisations syndicales, les chambres consulaires du département ainsi que la communauté de communes MACS.

PRÉCISE qu'un arrêté fixera les modalités des ouvertures dominicales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-30 : Reprise de 93 concessions en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'un état des lieux a été effectué dans les cimetières communaux n°1-2 et 3 le 18 février 2021. 127 concessions perpétuelles ont été constatées en état d'abandon.

Pour remédier à cette situation et permettre à la commune de récupérer des emplacements délaissés, une procédure de reprise des concessions est prévue au Code Général des Collectivités Territoriales aux articles L. 2223-17, L. 2223-18, R. 2223-12 et R. 2223-23.

Etant précisé que la commune reste propriétaire des emplacements concédés, la concession n'étant qu'un droit d'usage du terrain communal. Les concessionnaires ont toutefois le devoir d'entretenir l'espace ainsi mis à leur disposition.

Monsieur le Maire expose la procédure engagée par la commune :

- Premier affichage du 26 février au 26 mars 2021,
- Deuxième affichage du 12 avril au 12 mai 2021,
- Troisième affichage du 29 mai au 29 juin 2021.

A noter que les différents affichages ont eu lieu sur l'affichage réglementaire situé à l'entrée du cimetière principal ainsi que sur la borne digitale à l'entrée de la mairie.

Le second et dernier constat d'abandon de 93 concessions établi lors de la visite du 04 novembre 2024, et les 93 concessions ont plus de 30 ans d'existence, que la dernière inhumation remonte à plus de 10 ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes des articles précités.

L'ensemble de la procédure ayant été menée à son terme conformément aux dispositions réglementaires, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur la reprise des concessions, ce qui lui permettra ensuite de prendre les arrêtés municipaux de reprise.

VU les articles L. 2223-17 et suivants et R. 2223-13 et suivants, du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis favorable de la commission gestion des cimetières en date du 4 novembre 2024,

CONSIDERANT la première constatation de l'état d'abandon de 127 concessions de plus de 30 ans aux cimetières 1-2-3 qui a eu lieu le 18 février 2021, suivie par les différentes formalités de publicité :

- Premier affichage du 26 février au 26 mars 2021,
- Deuxième affichage du 12 avril au 12 mai 2021,
- Troisième affichage du 29 mai au 29 juin 2021,

CONSIDERANT le second et dernier constat d'abandon de 93 concessions établi lors de la visite du 04 novembre 2024,

CONSIDERANT que les 93 concessions ont plus de 30 ans d'existence, que la dernière inhumation remonte à plus de 10 ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes des articles précités,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

ACCEPTE la reprise des 93 concessions abandonnées au nom de la Commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre un arrêté municipal prononçant leur reprise dont il assurera la publicité conformément à la réglementation en vigueur.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n° 241216-31 : Motion de soutien à la demande de classement
du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité - Unesco**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le sauvetage en mer est une pratique essentielle à la sécurité de nos mers et de nos littoraux, profondément ancrée dans une tradition vivante d'altruisme et de don de soi. Plus qu'une simple mission, il s'agit d'un engagement collectif qui forge un lien unique entre les sauveteurs et leur territoire, incarnant l'esprit d'entraide qui définit la culture maritime et contribue à l'identité des communautés littorales et maritimes. Au fil des années, cette tradition riche d'histoire et de solidarité est devenue un symbole de dévouement et de courage.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Conseil Municipal souhaite se joindre à l'initiative promue par l'Association Nationale des Elus des Littoraux (A.N.E.L.) pour le classement du sauvetage en mer au patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO.

Par cette action, notre commune invite l'ensemble de la communauté des gens de mer, les associations, institutions et collectivités littorales, à unir leurs forces pour que la pratique du sauvetage en mer et l'archipel des stations de la société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) qui constellent la France littorale obtiennent une reconnaissance et une protection par l'UNESCO.

Pour atteindre cet objectif, différentes étapes seront nécessaires :

1. **Lancement d'une enquête nationale** : Cette enquête, à laquelle [Nom de la Collectivité] apportera son concours, permettra de rassembler des témoignages, récits et données quantitatives et qualitatives sur les pratiques de sauvetage en mer, nécessaires à la constitution du dossier d'inventaire.
2. **Inscription du sauvetage en mer à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel** : Au travers de l'initiative relayée par l'A.N.E.L., en collaboration avec le ministère de la Culture, [Nom de la Collectivité] se joint à la procédure visant à inscrire le sauvetage en mer sur l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel. Cette reconnaissance nationale constituera une étape essentielle pour le classement auprès de l'UNESCO.
3. **Soutien des collectivités et des acteurs de la mer** : Nous travaillerons en partenariat avec les autres collectivités littorales, les associations du littoral, les associations de sauveteurs en mer, ainsi que les institutions maritimes, pour construire une communauté forte et mobilisée autour de ce projet.

Cette démarche est à la fois ambitieuse et exigeante, mais elle reflète les valeurs profondes de [Nom de la Collectivité], et de ses habitants. Elle s'inscrit dans un mouvement de reconnaissance et de préservation des patrimoines humains et culturels qui est reflète un caractère essentiel de l'identité de nos territoires littoraux, de la communauté des gens de mer et plus largement de l'histoire de notre nation.

En honorant le courage et le dévouement des sauveteurs en mer, nous transmettons aux générations futures un héritage d'une portée universelle.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

ENCOURAGE et SOUTIEN cette initiative en adoptant la présente motion.

AUTORISE Monsieur Le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Mme DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n°241216-32 : Modification du régime indemnitaire de la
filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de
Fonction et d'Engagement (ISFE)**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes-champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relèvent pas du régime indemnitaire général dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Or, un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024. Il prend la dénomination d'I.S.F.E. (Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement).

Les dispositions du décret répondent à la volonté de simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire des policiers municipaux et gardes-champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.

Par ailleurs l'I.S.F.E. a pour objet de s'harmoniser avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale.

Enfin, l'I.S.F.E. amène à faire disparaître Indemnité Administration et Technicité (I.A.T.) ainsi que l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions (I.S.M.F.), deux régimes indemnitaires, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale.

Au regard de ces éléments et en raison de la nécessité de disposer de policiers municipaux pour mener à bien les missions de prévention et de sécurité au plus près de la population et d'offrir des conditions d'emploi attractives, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'instaurer l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement et abroger les délibération(s) instaurant l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions (ISMF).

VU l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L714-4 à L714-13,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres

VU le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

VU le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

VU le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

VU le décret n°94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

VU l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03/10/2024,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024,

VU la délibération du 29 mai 2015 OJ n°8 portant sur l'actualisation du régime indemnitaire,

CONSIDERANT que les agents appartenant à la filière police municipale et garde champêtre sont, pour le moment, exclus du champ d'application du RIFSEEP,

CONSIDERANT la nécessité de mettre en place le versement de ce nouveau régime indemnitaire au profit de ses agents de la filière police municipale dans les conditions suivantes,

CONSIDERANT la nécessité de tenir compte de l'accord interministériel du 20 octobre 2023, de l'article L. 822-8 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 qui est venu améliorer les garanties de prévoyance dans la Fonction Publique de l'État. Il modifie notamment, les dispositions du décret du 26 août 2010, afin de prévoir que, pendant les périodes de **congé de longue maladie**

(CLM) et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire dans certaines proportions (**33 % la première année, et 60 % les deuxième et troisième année**),

En application de l'article L. 714-13 du code général de la fonction publique, un nouveau régime indemnitaire est instauré pour les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, chefs de service de police municipale, agents de police municipale et gardes champêtres. Cette Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) est constituée d'une part fixe et d'une part variable.

Cette ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le [décret du 14 janvier 2002](#),
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le [décret du 12 juillet 2001](#).

L'organe délibérant détermine pour cette Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement :

- le principe d'attribution du taux individuel de la part fixe,
- des critères pour l'attribution de la part variable,
- le plafond de la part variable.

Lors de la première application de l'ISFE si, après application de la part variable, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage de 50% et dans la limite du montant plafond de la part variable.

I. Les bénéficiaires

Les bénéficiaires de cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois :

- des directeurs de police municipale régi par le [décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006](#)
- des chefs de service de police municipale régi par le [décret du 21 avril 2011](#),
- des agents de police municipale régi par le [décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006](#),
- des gardes champêtres régi par le [décret du 24 août 1994](#).

L'indemnité pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

II. La part fixe de l'ISFE

La part fixe de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux

individuel fixé par l'autorité territoriale dans la limite des taux suivants (taux maxima prévus par les textes susvisés) :

- 33 % pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 30 % pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

La part fixe est versée mensuellement.

Le montant de la part fixe évoluera selon le traitement soumis à retenue des agents concernés.

III. La part variable de l'ISFE

La part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement dans la limite de 50 % des plafonds définis ci-dessous. Elle sera complétée d'un versement annuel* sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

L'autorité territoriale détermine le montant de la part variable de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement dans la limite des montants suivants (montants maxima prévus par les textes susvisés) :

- 9 500 euros pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 7 000 euros pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

Le montant attribué de la part variable de l'ISFE ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

La part variable de l'ISFE ne sera pas versée aux agents absents toute l'année.

*** Périodicité de versement de la part variable annuelle de l'ISFE :**

La part variable annuelle de l'ISFE fera l'objet d'un versement en deux fois par an :

- au cours du dernier trimestre de l'année N**
- et au cours du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel.

**** Intégration de la prime de saison dans la part variable annuelle de l'ISFE :**

La prime de saison est intégrée à la part variable annuelle de l'ISFE.

La prime de saison ne sera plus versée en dehors de l'ISFE car elle constitue désormais une composante de l'ISFE, qui abroge tout autre régime indemnitaire.

Elle fera l'objet d'un versement proratisé au temps de présence effective de l'agent, au cours du dernier trimestre de l'année N suite à un avis circonstancié du responsable de service et à la validation de l'autorité territoriale.

IV. Modalités de retenue pour absence ou de suppression

En cas d'arrêt de travail, l'ISFE sera versée dans les conditions suivantes :

- Les congés pour invalidité temporaire imputable au service (**CITIS**) ; accident du travail, et maladie professionnelle : **l'ISFE suit le sort du traitement.**
- **Le temps partiel pour raison thérapeutique** : les agents à temps partiel pour raison thérapeutique bénéficient du maintien de l'ISFE **au prorata de leur durée effective de service,**
- **Congé de maladie ordinaire** ; **l'ISFE suit le sort du traitement,** durant les périodes de plein traitement et de demi-traitement,
- **L'ISFE suit le sort du traitement** pour les congés de maternité, paternité et adoption, les A.S.A., la Période Préparatoire au Reclassement (PPR), **sans préjudice de la modulation de l'ISFE part variable compte tenu de l'application des critères** (*cette disposition s'impose aux collectivités – issue de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019*)
- Congé de longue maladie (**CLM**) et congé de grave maladie (**CGM**) : **maintien de l'ISFE à hauteur de 33 % la première année et à hauteur de 60 % pour les 2^{èmes} et 3^{ème} années*,**
- Congé de longue durée (**CLD**) : **l'ISFE est supprimé pendant ces congés*.**

*(*Conformément à l'accord interministériel du 20 octobre 2023 et à l'article L.822-8 du Code Général de la Fonction Publique, le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024)*

Les primes instituées cesseront d'être versées : en cas de grève (au prorata du temps d'absence), de suspension conservatoire, d'exclusion temporaire intervenue au titre d'une sanction disciplinaire, d'absence non autorisée, de service non fait, de congé parental, de congé lié à la maladie, au handicap ou à la dépendance d'un membre de la famille, de congé de formation professionnelle, et de disponibilité.

V. Critères d'attribution

Les critères d'attribution applicables à l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement sont les suivants :

1. Compétences professionnelles

- **Connaissance des lois et règlements** : Compréhension et application des lois, règlements municipaux, et procédures internes.
- **Capacité d'intervention** : Compétence dans l'intervention sur le terrain, y compris la gestion des situations d'urgence, la prise de décision rapide, et l'usage proportionné de la force.
- **Maîtrise des outils et équipements** : Utilisation efficace et sécurisée des équipements de police (armes, radios, véhicules, etc.).

2. Comportement et attitude /Manière de servir

- **Éthique et intégrité** : Respect des règles éthiques, honnêteté, et transparence dans l'exercice de ses fonctions.
- **Respect de la hiérarchie et des collègues** : Capacité à travailler en équipe, respect des instructions, et bonnes relations interpersonnelles.
- **Professionnalisme** : Comportement approprié en service, respect de l'uniforme, ponctualité, et courtoisie envers le public.

3. Résultats et efficacité

- **Atteinte des objectifs** : Capacité à atteindre les objectifs fixés par le service, que ce soit en matière de sécurité publique, de prévention ou de gestion de la circulation.
- **Taux de résolution des incidents** : Efficacité dans la résolution des problèmes et des infractions signalées.
- **Gestion du temps et des priorités** : Capacité à organiser son temps de manière efficace, à prioriser les tâches, et à respecter les délais.

4. Relation avec le public/Mission de service public

- **Communication** : Capacité à communiquer clairement et efficacement avec les citoyens, à expliquer les actions prises, et à répondre aux questions ou préoccupations du public.
- **Médiation et gestion des conflits** : Compétence dans la résolution des conflits entre citoyens, capacité à apaiser les tensions et à trouver des solutions équitables.
- **Satisfaction du public** : Retour d'information des citoyens sur l'interaction avec l'agent, y compris la courtoisie, l'écoute, et le respect des droits des personnes.

5. Développement personnel

- **Capacité d'adaptation** : Aptitude à s'adapter aux nouvelles technologies, méthodes de travail, ou changements dans la législation.
- **Proactivité** : Initiative dans l'amélioration des processus de travail ou dans la prise en charge de responsabilités supplémentaires.
- **Prise de responsabilités** : Aptitude à prendre des responsabilités supplémentaires, à diriger des équipes, ou à gérer des projets.

6. Respect des procédures et des consignes

- **Application des procédures** : Respect des protocoles, des procédures administratives et opérationnelles.
- **Tenue des dossiers et rapports** : Exactitude, clarté et ponctualité dans la rédaction des rapports, et la gestion des documents administratifs.
- **Respect des consignes de sécurité** : Application des règles de sécurité pour soi-même, les collègues, et le public.

VI. Clause de revalorisation

Les primes et indemnités fixées par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique, sans nouvelle délibération, lorsque les taux de base seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

VII. Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ABROGE les délibérations précédentes relatives au régime indemnitaire de la filière police municipale.

APPROUVE l'instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement versée selon les modalités définies ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de l'indemnité dans le respect des principes définis ci-dessus.

INSCRIT les crédits nécessaires au paiement de cette indemnité au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 221216-33 : Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.714-4 à L.714-13,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, Conformément au principe de parité,

VU l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU L'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pris pour actualisation des équivalences de la fonction publique de l'Etat des différents cadres d'emplois des filières administrative, technique, médico-sociale, culturelle, sportive et animation,

VU la délibération OJ-n°8 du 29 mai 2015, portant sur l'actualisation du régime indemnitaire,

VU la délibération OJ-n°2 du 13 janvier 2017, portant sur la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération OJ-n°2 du 8 novembre 2019, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération n°211210-12 du 10 décembre 2021, portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), étendant les bénéficiaires de l'IFSE,

VU la délibération n°220708-011 du 08 juillet 2022, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte

des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), et notamment sur la mise en œuvre de la prime de saison.

VU la délibération n° 221209-016 portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et institution du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel),

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer une rémunération équitable et adaptée aux sujétions de l'ensemble des agents éligibles au RIFSEEP,

CONSIDÉRANT la nécessité de tenir compte de l'accord interministériel du 20 octobre 2023, de l'article L. 822-8 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 qui est venu améliorer les garanties de prévoyance dans la Fonction Publique de l'État. Il modifie notamment, les dispositions du décret du 26 août 2010, afin de prévoir que, pendant les périodes de **congé de longue maladie (CLM)** et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire dans certaines proportions (**33 % la première année, et 60 % les deuxième et troisième année**),

CONSIDÉRANT les montants annuels maxima prévus par les textes susvisés,

VU l'avis unanime favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier les délibérations n° 211210-12 et n° 221209-016 comme suit :

Application et modalités de l'Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (I.F.S.E.) :

Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'I.F.S.E. :

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite des plafonds prévus précisés par arrêtés ministériels.

Pour l'attribution de l'IFSE, des groupes de fonctions, par catégorie hiérarchique, sont créés sur la base des critères professionnels suivants ;

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (mise à jour des plafonds) :

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
A1 Direction Générale	46 920 €
A2 Responsable de service	40 290 €
A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	36 000 €

Pour les agents de catégorie B

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	19 660 €
B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	18 580 €
B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	17 500 €

Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	11 340 €
C2 Technicité et expertise transversales	10 800 €

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat (applicable aux fonctionnaires de la FPT), l'IFSE s'appliquera comme suit :

- **En cas de congé de maladie ordinaire** (y compris en cas de congés pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) ; accident de service et maladie professionnelle) : **l'IFSE suivra le sort du traitement**,
- Durant les périodes où l'agent exerce son activité dans le cadre **du temps partiel pour raison thérapeutique**, Les agents bénéficient du maintien de leur régime indemnitaire **au prorata de leur durée effective de service**.

- Pendant les congés annuels, les A.S.A., les congés de maternité, de paternité, et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, et la Période Préparatoire au Reclassement (PPR) : **le régime indemnitaire sera maintenu intégralement.**
- Pendant le congé parental, le congé lié à la maladie, au handicap ou à la dépendance d'un membre de la famille, le congé de formation professionnelle, la disponibilité, l'exclusion temporaire de fonctions, d'absence non autorisée, la suspension conservatoire et les faits de grève, au prorata du nombre d'heures d'absences de l'agent en cas de jour incomplet : **le régime indemnitaire sera suspendu.**

Conformément à l'accord interministériel du 20 octobre 2023 et à l'article L.822-8 du Code Général de la Fonction Publique, le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 vient modifier les dispositions du décret du 26 août 2010 ;

Ainsi, pendant les périodes de **congé de longue maladie (CLM)** et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État (applicable aux fonctionnaires de la FPT) bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire (IFSE et CIA) dans les proportions suivantes :

- **33 % la première année ;**
- **60 % les deuxième et troisième année.**

En revanche, les primes resteront suspendues en cas de placement en **congé de longue durée (CLD)**.

Bénéficiaires de l'I.F.S.E. :

Les bénéficiaires de l'I.F.S.E. sont les agents éligibles au RIFSEEP :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel.

Modulations individuelles de l'I.F.S.E. :

L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise versée aux agents sera réexaminée dans les conditions suivantes :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi relevant d'un même groupe de fonctions ;
- Tous les ans (dans le cadre de l'évaluation professionnelle), en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (cette disposition sera également applicable aux emplois fonctionnels à l'issue de la première période de détachement) ;
- En cas de changement de grade, de cadre d'emplois suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

Application et modalités du Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.)

Principe :

Le C.I.A. est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Il s'agit d'une prime qui valorise également les missions exceptionnelles d'un agent.

L'attribution du CIA s'effectue à l'issue de l'évaluation professionnelle de l'agent ayant atteint ses objectifs de l'année précédente et à partir des critères suivants :

- Posture professionnelle / Manière de servir ;
- Technicité / Engagement Professionnel ;
- Missions exceptionnelles (internes et/ou externes au service, au-delà des attentes).

Bénéficiaires :

Le CIA est institué selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat aux agents titulaires, stagiaires, en CDI et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Détermination des groupes de fonctions, des montants maxima et des conditions d'attributions :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
A1 Direction Générale	8 280 €
A2 Responsable de service	7 110 €
A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	6 350 €

Pour les agents de catégorie B

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	2 680 €
B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	2 535 €

B3	
Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	2 385 €

Pour les agents de catégorie C

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	1260 €
C2 Technicité et expertise transversales	1200 €

Périodicité de versement du C.I.A. :

Le CIA fera l'objet d'un versement :

- en une fois par an au cours du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel ;
- ou en deux fois par an : au cours du dernier trimestre de l'année N* et du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel.

****Intégration de la prime de saison au C.I.A. :***

La prime de saison est intégrée au C.I.A.

La prime de saison ne sera plus versée en dehors du RIFSEEP car elle constitue désormais une composante du C.I.A. (excepté pour la filière Police Municipale qui n'est pas éligible au RIFSEEP).

Elle fera l'objet d'un versement proratisé au temps de présence effective de l'agent, au cours du dernier trimestre de l'année N suite à un avis circonstancié du responsable de service et à la validation de l'autorité territoriale.

Le montant de CIA attribué ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Au même titre que l'IFSE, le C.I.A. versé aux agents à temps non complet sera calculé au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

Le C.I.A. ne sera pas versé aux agents absents toute l'année.

Clause de revalorisation des montants maxima fixés par les textes réglementaires :

Les montants maxima (plafonds) déterminés ci-avant par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique, sans nouvelle délibération, lorsque ces plafonds seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Date d'effet :

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

PRÉCISE que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maelle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-34 : Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour la fin d'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

CONFORMEMENT à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

CONSIDERANT les emplois créés au cours de l'année 2024 et la vacance de certains postes suites aux départs d'agents titulaires (retraite, mutation, démission) ;

CONSIDERANT qu'il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 03/10/2024,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ADOpte le tableau des emplois suivant au 16 décembre 2024 :

TC : temps complet

TNC : temps non complet

TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR AU 16/12/2024

FILIERE	CATEGORIE	GRADE	NOMBRE D'AGENT	TEMPS DE TRAVAIL	VACANT	GENRE	
Administrative	A	DGS	1	TC	0	1 Homme	
		Attaché	0	TC	1		
		Attaché Principal	0	TC	1		
		Attaché hors classe	1	TC	0	1 Femme	
	B	Rédacteur	2	TC	0	2 Femmes et 16 Hommes	
		Rédacteur Principal 2ème classe	1	TC	0	1 Homme	
		Rédacteur Principal 1ère classe	3	TC	1	3 Femmes	
	C	Adjoint Administratif	5	TC	5	3 Femmes et 2 Hommes	
		Adjoint Administratif Principal 2ème classe	2	TC	3	2 Femmes	
		Adjoint Administratif Principal 1ère classe	11	1 TNC	0	11 Femmes	
SOUS TOTAL ADMINISTRATIF				26		11	A : 1 Femme et 1 Homme B : 5 Femmes et 1 Homme C : 16 Femmes et 2 Hommes
Technique	A	Ingénieur Principal	2	TC	0	2 Hommes	
		Ingénieur hors classe	1	TC	0	1 Homme	
	B	Technicien Principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme	
	C	Adjoint Technique	18	TC	3	2 Femmes et 16 Hommes	
		Adjoint Technique principal de 2ème classe	6	TC	2	3 Femmes et 3 Hommes	
		Adjoint Technique principal de 1ère classe	14	TC	3	1 Femme et 13 Hommes	
		Agent de Maitrise	3	TC	1	3 Hommes	
		Agent de Maitrise Principal	7	TC	2	1 Femme et 6 Hommes	
SOUS TOTAL TECHNIQUE				52		11	A : 0 Femme et 3 Hommes B : 0 Femme et 1 Homme C : 7 Femmes et 41 Hommes
Médico-Sociale	A	Educatrice jeunes enfants	1	TC	0	1 Femme	
		Puéricultrice hors classe	1	TC	1	1 Femme	
	B	Auxiliaire Puériculture de classe supérieure	5	TC	0	5 Femmes	
		Auxiliaire Puériculture de classe normale	1	TC	0	1 Femme	
	C	Agent Social	4	2 TNC	2	3 Femmes et 1 Homme	
		Agent Social Principal 2ème classe	2	TC	0	1 Femme et 1 Homme	
		Agent Social Principal 1ère classe	1	TC	0	1 Femme et 0 homme	
		ATSEM Principal de 1ère classe	1	TC	1	1 Femme et 0 homme	
SOUS TOTAL SOCIAL			16		4	A : 2 Femmes et 0 Homme B : 6 Femmes et 0 Homme C : 6 Femmes et 2 Hommes	

Animation	B	Animateur	1	TC	0	1 Femme
	C	Adjoint d'Animation	0	TC	2	0 Homme
SOUS TOTAL ANIMATION			1		2	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 1 Femme et 0 Homme
						C : 0 Femme et 0 Homme
Police Municipale	C	Brigadier-Chef Principal	4	TC	1	1 Femme et 3 Hommes
		Brigadier - Gardien	0	TC	1	0 Femme et 0 Homme
SOUS TOTAL POLICE MUNICIPALE			4		2	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 0 Femme et 0 Homme
						C : 1 Femme et 3 Hommes
Sportive	B	Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
SOUS TOTAL SPORTIVE			1		0	A : 0 Femme et 0 Homme
						B : 0 Femme et 1 Homme
						C : 0 Femme et 0 Homme
TOTAL DES EFFECTIFS			99		30	Cat A : 3 FEMMES et 3 HOMMES
						Cat B : 12 FEMMES et 3 HOMMES
						Cat C : 30 FEMMES et 48 HOMMES

PREND ACTE de la mise à jour du tableau des effectifs.

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal**

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n°241216-35 : Participation au risque prévoyance dans le
cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la
participation obligatoire pour les agents communaux**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé.

Ainsi, et à l'instar du secteur privé, la participation financière de l'employeur deviendra obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 pour les garanties prévoyance pour un montant qui ne pourra être inférieur à 7,00 € par mois et par agent ;

Monsieur le Maire indique les membres du Comité Social Territorial, lors de la séance du 7 novembre dernier, ont unanimement décidé d'opter pour une procédure de labellisation, c'est-à-dire de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance ;
- de fixer le montant mensuel de la participation financière à 10 € brut pour les agents*

**la participation est versée à tous les agents employés par la collectivité quel que soit leur statut (fonctionnaires et agents non titulaires de droit public et de droit privé) qui souscrivent à un contrat labellisé.*

VU le code général de la fonction publique notamment ses articles L. 827-1 à L. 827-12 ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

VU la liste des contrats et règlements labellisés par l'Autorité de contrôle prudentiel ;

CONSIDERANT que les collectivités territoriales et leurs établissements participent, dans les conditions définies à l'article L. 827-11 du code général de la fonction publique, au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'incapacité ou de décès auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient ;

CONSIDERANT que la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité

entre les bénéficiaires, actifs et retraités mentionnés à l'article L. 827-3 du CGFP et qui ont été labellisés dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du code des assurances ;

VU l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03 octobre 2024,

VU l'avis rendu par le Comité Social Territorial en date 07 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

DECIDE de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance.

FIXE le montant mensuel de la participation financière à 10 € brut pour les agents *

**la participation est versée à tous les agents employés par la collectivité quel que soit leur statut (fonctionnaires et agents non titulaires de droit public et de droit privé) qui souscrivent à un contrat labellisé.*

INSCRIT au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025, les crédits correspondants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération 241216-36 : Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire précise aux membres de l'assemblée délibérante la nécessité de construire et de proposer aux agents de la collectivité un

plan de formation qui doit répondre simultanément aux besoins des agents communaux et à ceux de la collectivité.

Il rappelle que la formation du personnel participe à la qualité des missions qui lui sont confiées.

Ainsi, la formation accompagne les changements propres à la collectivité (évolution des besoins de la population, des missions des services, des organisations, des outils etc...), dans une logique d'adaptation régulière, d'anticipation des mobilités internes et externes et donc d'accompagnement des parcours professionnels (le droit à la formation tout au long de la vie professionnelle étant consacré par la loi dans la fonction publique).

Le plan de formation retranscrit donc la politique de formation définie par la collectivité, pour une période donnée. Il consiste à identifier les besoins en formation de la collectivité et des agents.

Toutes les collectivités territoriales doivent se doter d'un plan de formation afin de permettre à leurs agents de bénéficier du droit à la formation.

Le plan de formation doit permettre d'anticiper le développement de la structure, d'améliorer les compétences et l'efficacité du personnel.

La loi de 2007 rappelle l'obligation de tout employeur public d'établir un plan annuel ou pluriannuel présenté pour avis au Comité Social Territorial dont dépend la collectivité.

Ce plan de formation se compose de :

- La charte de la collectivité avec ses objectifs stratégiques,
- Les besoins de formation individuels et collectifs des agents,
- Le règlement de formation propre à la collectivité

La formation professionnelle doit favoriser le développement des compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification existants, permettre l'adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial, contribuer à l'intégration des agents et à leur promotion sociale.

Elle doit également favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois.

Considérant que la formation recouvre :

- Les formations statutaires obligatoires,
- Les préparations aux concours et examens de la fonction publique territoriale,
- Les stages proposés par le CNFPT,
- Les éventuelles actions de formation organisées en interne par la commune pour ses agents, sur des thèmes spécifiques,
- Les actions de formation organisées en partenariat avec d'autres collectivités sur des thèmes spécifiques choisis par la

collectivité territoriale ou auxquels peut adhérer la commune dans l'intérêt de ses agents,

- La participation des agents de la commune à des formations proposées par des organismes privés qui peuvent, le cas échéant, être diplômants ou certifiants.

Considérant dès lors l'opportunité, dès maintenant, d'adopter un règlement de formation interne fixant les modalités de mise en œuvre de la formation des agents de la collectivité, dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique territoriale, et décliné de façon opérationnelle au sein de la collectivité. Considérant que l'organisation des départs en formation relève de la responsabilité de l'autorité territoriale et de la hiérarchie, garante du bon fonctionnement du service, sachant que l'agent doit être acteur de son parcours de formation, tout au long de sa carrière.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, le plan de formation et son règlement de formation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L. 423-3,

Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,

Vu les décrets n° 2008-512 et n° 2008-513 relatifs à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2008-830 du 22/08/2008 relatif au livret individuel de formation

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024 relatif au plan de formation et règlement de formation,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil municipal,

APPROUVE le plan de formation pour l'année 2024-2026 selon le dispositif en annexe,

ADOpte le règlement de formation interne tel que présenté et annexé à la présente délibération ; fixant les modalités de mise en œuvre de la formation des agents communaux et décliné de façon opérationnelle au sein de la collectivité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires,

D'INSCRIRE au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025, les crédits correspondants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

**Extrait du registre des délibérations
du conseil municipal**

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-37 : Modalité de prise en charge des frais de déplacement professionnels des agents communaux

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que les agents territoriaux peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

Une prise en charge s'impose dès lors que l'agent est en mission ou en formation, c'est-à-dire dès lors qu'il est muni d'un ordre de mission et se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative ou familiale.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnités.

Suite à la parution du décret n° 2019-139 du 26 février 2019 précité entré en vigueur le 1^{er} mars 2019, il est nécessaire de prendre une nouvelle délibération notamment afin de mettre à jour les nouveaux montants de remboursement.

En effet, en application de l'article 7-1 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, il revient à l'assemblée délibérante de fixer le barème des taux du remboursement forfaitaire de frais d'hébergement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle des abonnements de transport,

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat, modifié par l'arrêté du 14 mars 2022,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, modifié par l'arrêté du 20 septembre 2023,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Vu la délibération n°OJ-4a en date du 10 juillet 2014 portant sur l'indemnisation de frais de déplacement du personnel communal,
Vu l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03/10/2024,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 07/11/2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DECIDE :

Article 1 : Les bénéficiaires

Les personnels territoriaux qui reçoivent une rémunération au titre de leur activité principale sont les bénéficiaires automatiques du dispositif.

Sont donc concernés :

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet, temps partiel ou temps non complet,
- les agents contractuels,

Pour bénéficier du remboursement, il faut que les membres concernés se déplacent suite à une convocation ou un ordre de mission.

Article 2 : Les motifs donnant lieu à remboursement de frais

Les frais engagés sont pris en charge à l'occasion de déplacements temporaires pour motif professionnel, effectués dans les cas suivants :

- **la mission** s'applique à l'agent en service, muni d'un ordre de mission ponctuel ou permanent qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale ;

La durée de l'ordre de mission dit permanent est fixée à 12 mois. Elle est prorogée tacitement pour les déplacements réguliers effectués au sein du département de la résidence administrative. L'ordre de mission sera signé par l'autorité territoriale.

- **La formation** est relative à celui qui suit une action de formation initiale ou à un agent qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle des personnels ;
- **La préparation à un concours ou un examen professionnel validé par l'Autorité Territoriale**
- **La présentation à un concours, ou à un examen professionnel.**

Article 3 : Les dispositions générales applicables aux transports et à leurs indemnisations

Le déplacement doit se faire selon la voie la plus directe et la plus économique, en recourant au moyen de transport le mieux adapté à la nature du déplacement. **L'usage de droit commun est le recours aux véhicules de services, exception faite pour les formations / concours hors département, où le véhicule de service n'est pas autorisé (indisponibilité, priorisation de déplacements hors formation).**

Le recours à d'autres moyens de transport est apprécié au cas par cas, dans l'intérêt du service et dans les conditions ci-dessous énumérées :

➤ Le recours au véhicule personnel :

L'autorité territoriale peut autoriser les agents à utiliser leur véhicule terrestre à moteur, quand l'intérêt du service le justifie.

Ce recours doit être limité aux besoins du service, sur autorisation du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, notamment en cas d'indisponibilité d'un véhicule de service.

Les autorisations ne sont délivrées que dans les cas suivants :

- si l'utilisation du véhicule personnel entraîne une économie ou un gain de temps appréciable ;
- ou bien lorsqu'elle est rendue nécessaire soit par l'absence, permanente ou occasionnelle, de moyens de transports en commun, soit par l'obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant.

Et si l'agent a souscrit, au préalable, une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

Le remboursement :

Les agents autorisés à utiliser leur véhicule à moteur pour les besoins du service sont indemnisés de leurs frais de transport sur la base des indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par arrêtés ministériels.

L'indemnisation des frais kilométriques se fait sur la base de la législation en vigueur soit actuellement :

- Pour les véhicules (article 1^{er}) :

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2000 km	De 2001 à 10000 km	Au-delà de 10000 km
5 CV et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
6 et 7 CV	0.41 €	0.51 €	0.30 €
8 CV et plus	0.45 €	0.55 €	0.32 €

- Pour les motocyclettes, vélomoteurs ou autres véhicules à moteur (article 2) :

Motocyclettes (cylindrée supérieure à 125 cm 3)	Vélomoteurs et autres véhicules à moteur
0,15 € par kilomètre	0.12 € par kilomètre

Ces indemnités kilométriques seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Le remboursement est effectué sur la base du kilométrage parcouru depuis le 1^{er} janvier de chaque année et nécessite donc un suivi précis par le service gestionnaire.

L'agent autorisé à utiliser son véhicule personnel, pour les besoins du service, peut être remboursé de ses frais de parc de stationnement et de péage d'autoroute sur présentation des pièces justificatives au seul ordonnateur et sur la base des frais réellement exposés.

Dans le cadre de la mission, les frais de stationnement sont pris en charge dans la limite de 72 heures.

➤ Le recours à un autre véhicule :

A titre exceptionnel, les agents et élus peuvent utiliser un taxi quand l'intérêt du service le justifie, c'est-à-dire :

- sur de courtes distances, en cas d'absence justifiée, permanente ou occasionnelle, de moyens de transport en commun et dès lors que le taxi constitue un gain de temps précieux ;
- sur de courtes distances, lorsqu'il y a obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant ;
- quand l'utilisation collective d'un taxi est moins onéreuse que l'utilisation des moyens de transports en commun réguliers.

Dans le cas d'utilisation du taxi, le remboursement des frais s'effectue sur présentation des pièces justificatives et sur la base des frais réellement exposés.

➤ Le recours aux transports collectifs :

Les déplacements doivent se faire par la voie la plus directe et la plus économique.

Aussi, les transports sont effectués prioritairement en 2e classe pour les trajets par voie ferroviaire, en classe économique pour les trajets par voie aérienne.

Le train :

Le recours à la première classe peut être autorisé, sur justification écrite et sous la responsabilité du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, lorsque les conditions

de la mission ou les conditions tarifaires permettent de le justifier. Lorsque l'accès à un train est soumis au paiement d'un supplément de prix, le remboursement de ce supplément est autorisé sur présentation des pièces justificatives. Le remboursement de la couchette ou du wagon-lit est exclusif de l'indemnité de nuitée. Pour les déplacements de nuit par train, entre 0 heure et 5 heures, et lorsque la prestation n'est pas incluse dans le prix du billet, les frais de petit déjeuner peuvent être remboursés au réel, dans la limite du plafond réglementaire pour un repas, sur présentation des justificatifs (notamment titre de transport et facture).

L'avion :

Le recours à la voie aérienne peut être autorisé pour les déplacements situés en dehors des grands axes ferroviaires et supérieurs à 500 km et pour lesquels la durée du déplacement s'en trouverait globalement augmentée, de plus d'une journée, en raison du mode de transport utilisé.

Pour des trajets inférieurs à 500 km et lorsque des circonstances exceptionnelles de voyage le justifient (urgence essentiellement), le recours à la voie aérienne peut être autorisé sur justification écrite et sous la responsabilité du Maire (*ou Président*) ou de la personne ayant reçu délégation.

Le temps passé à bord des avions n'ouvre droit à aucune indemnité de nuitée ou de repas, sauf dans le cas où le prix du passage ne comprend pas la fourniture du repas.

Aucun remboursement n'est accordé à l'agent en déplacement temporaire au titre des bagages personnels transportés en excédent de la franchise consentie par les compagnies de navigation aérienne.

Les autres moyens de transports collectifs :

Le remboursement des frais de transport en autocar, navette, métro, ou tout autre moyen de transport collectif comparable peut être effectué, sur présentation des pièces justificatives et sur la base des frais réellement exposés.

Article 4 : Les dispositions générales applicables aux indemnités de mission

L'agent en mission, c'est-à-dire, qui se déplace pour l'exécution de son service, hors de sa résidence administrative et familiale, doit être muni, au préalable, d'un ordre de mission signé par le Maire ou la personne ayant reçu délégation.

Les indemnités de mission recouvrent, en plus des frais liés aux transports, l'hébergement et les repas.

Le remboursement des frais engagés par les agents en mission se fait sur la base des frais réels, dans la limite des plafonds réglementaires, hors circonstances exceptionnelles liées à l'intérêt du service.

➤ L'indemnisation de l'hébergement :

Les hébergements se font, en principe, à l'hôtel, en chambre simple, avec petit déjeuner. Celui-ci est pris en charge, lorsqu'il n'est pas compris dans le prix de la réservation.

Les taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit déjeuner, sont fixés comme suit :

	France métropolitaine			Outre-mer	
	Taux de base	Grandes villes (+ de 200 000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française
Hébergement	90€	120€	140€	120€	120€ ou 14320 F.CFP

Le taux d'hébergement est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Ces taux seront revalorisés en fonction des textes en vigueur.

Pour prétendre à ce remboursement, l'agent doit se trouver en mission, pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures.

Le dépassement des plafonds réglementaires est possible dans le cadre de l'indemnisation de la mission, sur décision du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, quand l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de circonstances exceptionnelles :

- impossibilité d'être logé dans un hôtel dont le prix de l'hébergement est inférieur aux plafonds réglementaires ;
- urgence et départ imprévu ;
- mission de représentation exceptionnelle de la collectivité.

➤ L'indemnisation des repas :

L'agent perçoit une indemnisation de ses repas pris dans le cadre de la mission, dans la limite des plafonds réglementaires et dans les conditions suivantes :

- s'il se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures pour le repas de midi, et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir ;
- et si les repas ne lui sont pas fournis gratuitement.

Les frais de repas sont remboursés en fonction des frais réellement payés par l'agent sur présentation d'un justificatif dans la limite de 20 euros

(Cette indemnité forfaitaire pourra être revalorisée en fonction des textes en vigueur).

Article 5 : La justification des dépenses engagées

Les frais d'hébergement doivent être systématiquement justifiés par une facture ou toute autre pièce attestant d'un hébergement à titre onéreux.

Il en est de même pour les frais de transport et le frais de repas.

Article 6 : Les dispositions particulières applicables aux déplacements

L'agent en mission hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport, d'hébergement et de repas, dans la limite des barèmes et plafonds réglementaires, sur production des justificatifs de paiement auprès de l'ordonnateur, Il est tenu compte de situations spécifiques.

➤ La distinction entre résidences administrative et familiale :

En principe, lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale à l'occasion d'une mission, il peut prétendre à la prise en charge des frais engagés, à compter de sa résidence administrative.

A titre dérogatoire, le point de départ de l'indemnisation est la résidence familiale, dès lors que le trajet est plus direct pour l'agent ou l' élu et plus économique pour lui et la collectivité.

Le service gestionnaire veille à ces situations particulières, en tenant compte de la situation géographique, les horaires, la durée du déplacement et du coût du transport.

➤ Les horaires de début et de fin de mission :

Pour le décompte des indemnités, les horaires de début et de fin de mission correspondent aux horaires inscrits sur les titres de transport ou sur l'ordre de mission en cas d'utilisation d'un véhicule personnel.

Pour tenir compte du délai nécessaire pour rejoindre une gare et pour en revenir, un délai forfaitaire d'une ½ heure est pris en compte dans la durée de la mission avant l'heure de départ et aussi après l'heure de retour.

Ce délai est porté à 2 heures en cas d'utilisation de l'avion.

Le délai forfaitaire peut être dépassé en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

➤ Les avances sur paiement :

Des avances sur le paiement des indemnités de mission et les remboursements de frais peuvent être accordées aux agents qui en font la demande, dans les conditions suivantes :

- Elles ne peuvent excéder 75% des sommes présumées dues à la fin du déplacement ;
- Elles ne peuvent être versées au plus tôt un mois avant la date effective du déplacement ;
- La dépense à engager doit avoir un caractère significatif.

Le montant est précompté sur le mandat de paiement émis à la fin du déplacement, à l'appui duquel doivent être produits les états de frais.

En cas d'annulation de la mission du seul fait de l'agent, l'avance doit être intégralement remboursée.

➤ Les déplacements en stage ou formation :

***Formations dispensées par le CNFPT :**

↳ Formations Initiales ou continues

La Prise en charges des frais par le CNFPT : Indemnités kilométriques + repas + nuitées (plus de 300 Km aller/retour)

Au demeurant, lorsque la prise en charge des frais de repas et de nuitées est partiellement assurée par le CNFPT, la Mairie de Soorts-Hossegor pallie cette carence dans la limite des plafonds réglementaires.

L'agent doit justifier de frais supérieurs au montant des indemnités versées par le CNFPT.

Sont exclues de la participation aux frais de déplacement par le CNFPT, les formations suivantes :

↳ **Les préparations aux concours et aux examens professionnels autorisées et validées par l'Autorité Territoriale :**

La collectivité indemnise les frais de repas, sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service.

↳ **Les formations organisées en intra :**

Dans la mesure où ces formations sont organisées sur le territoire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service. La collectivité indemnise les frais de repas, sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire.

🔗 Les actions individuelles :

Ne font l'objet d'aucune prise en charge par la collectivité.

🔗 Les formations continues obligatoires des policiers et policières municipaux :

S'agissant de formations payantes et obligatoires, la collectivité indemnise sur présentation de justificatifs et en application des barèmes réglementaires : Indemnités kilométriques + frais autoroute + repas + nuitées

🔗 Les journées d'actualité, séminaires et autres actions « évènementielles ».

Lorsque le repas n'est pas pris en charge par le CNFPT, la collectivité indemnise les frais Kilométriques + les frais autoroute + le repas (+nuitée au-delà 300Km/aller/retour) sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service.

➤ Le cas spécifique des agents en déplacement pour concours ou examens :

Les frais de transport de l'agent amené à se déplacer pour passer un concours ou un examen professionnel nécessaire au besoin de la collectivité **peuvent être pris en charge deux fois par année civile (basés sur la distance du Centre de Gestion organisateur le plus proche)**, une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une seconde fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel,

Article 7 : Le remboursement des frais domicile-travail

La réglementation prévoit la possibilité pour les employeurs publics de prendre en charge une partie des titres d'abonnement à des transports publics utilisés par les agents pour leurs déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Le montant pouvant être pris en charge par la collectivité ne peut excéder 50% du montant du titre d'abonnement dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

Ce plafond est aujourd'hui fixé à 86,16 € par mois (il sera automatiquement réactualisé en fonction des textes en vigueur)

Sur cette base, l'assemblée délibérante décide de prendre en charge les titres d'abonnements souscrits par les agents pour effectuer le trajet domicile – lieu de travail par des moyens de transports publics à raison de 50% de leur montant dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

Article 8 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-38 : Approbation du Règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail du personnel communal de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024 ;

Le maire expose à l'assemblée qu'il est chargé de veiller à la sécurité et à la protection de la santé physique et mentale des agents placés sous son autorité. Il doit alors veiller à l'application de ces mesures de sécurité et de protection des agents.

Ce règlement a pour objet de préciser les conditions de fonctionnement de la Commune de Soorts-Hossegor en matière de d'hygiène, de santé et de sécurité au travail.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ADOpte le règlement d'hygiène, de santé et sécurité au travail du personnel communal de Soorts-Hossegor ci-annexé,

AUTORISE Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services de l'exécution et de la publication de cette délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-39 : Présentation du Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique substitue aux divers rapports qu'élaboraient déjà les administrations publiques ; à savoir le rapport sur l'état de la collectivité ou bilan social, le rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes, le rapport sur les fonctionnaires mis à disposition et le rapport sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, un Rapport Social Unique (RSU) à compter du 1er janvier 2023.

Le RSU fait état des ressources humaines dont dispose la collectivité.

Sa présentation donne lieu à un débat en Comité Social Territorial, qui donne son avis. Il doit également être présenté à l'assemblée délibérante.

Cette présentation, obligatoire une fois par an, démontre la volonté du Législateur de faire instituer un débat politique nouveau et réel sur les questions de personnel.

Ce document indique notamment les moyens budgétaires et en personnel, et rassemble les données sociales de l'année 2023. Il permet :

- D'apprécier les caractéristiques des emplois et la situation des agents de la collectivité, la situation comparée des femmes et des hommes et intègre également une partie sur la santé, la sécurité et des conditions de travail ;
- De donner lieu à un débat sur l'évolution des politiques des ressources humaines dans la collectivité ;
- De répondre aux questions sur les contingents de personnel du territoire ;
- De mesurer l'évolution de l'ensemble des données RH (nombre d'agents, statut, temps de travail, pyramide des âges, emploi des personnes en situation de handicap, absentéisme, etc.) ;
- D'établir et mettre à jour les Lignes Directrices de Gestion (LDG) en matière de stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, obligation pour les employeurs publics depuis le 1^{er} janvier 2021 ;
- De se comparer, le cas échéant, avec des collectivités de taille équivalente ;
- De mettre en place des actions spécifiques mutualisées (GPEEC, plan de formation, etc.).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-9 et L5211-10 et L5219-2 et suivants ;

Vu l'article L231-1 du code général de la fonction publique relatif à l'élaboration du rapport social unique ;

Vu le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales ;

Vu l'avis rendu par le Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023 de la collectivité, annexé à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-40 : Validation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La mise en place du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) est une obligation pour les collectivités territoriales.

Afin de répondre à cette obligation, la collectivité a renforcé sa démarche de prévention en mettant à jour son document unique d'évaluation des risques professionnels.

Ce travail a été réalisé en étroite collaboration avec les services du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes, dans le cadre de leur mission « Accompagnement à la réalisation du document unique ».

L'ensemble des services et matériels a été étudié afin de répertorier tous les risques potentiels. Les agents ont également été consultés afin d'analyser leurs postes de travail.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels permet d'identifier et de classer les risques rencontrés dans notre collectivité afin de mettre en place des actions de prévention pertinentes. C'est un véritable état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Sa réalisation permet ainsi :

- de sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels,
- d'instaurer une communication sur ce sujet,
- de planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque, mais aussi des choix et des moyens,
- d'aider à établir un programme annuel de prévention.

Le document unique doit être mis à jour une fois par an en fonction des nouveaux risques identifiés ou lors d'une réorganisation modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail. Il relève de l'entière responsabilité de l'autorité territoriale qui doit donc veiller à ces prescriptions.

Plus largement, le document unique d'évaluation des risques professionnels est amené à évoluer en fonction des situations rencontrées et des actions mises en place pour diminuer les risques professionnels et améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents de la collectivité.

Le document unique sera consultable par voie dématérialisée et/ou matérialisée auprès du service Ressources Humaines et des différents chefs de service.

VU le Code du travail, notamment ses articles L. 4121-3 et R. 4121-1 et suivants,

VU le Code général de la fonction publique, notamment l'article L. 811-1,

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT l'accompagnement du Centre de de gestion de la fonction publique territoriale des Landes,

VU l'avis favorable Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

VALIDE le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels de la commune de Soorts-Hossegor, annexé à la présente.

APPROUVE l'engagement de l'autorité territoriale à mettre en œuvre le plan d'actions issues de l'évaluation des risques et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du DUERP,

APPROUVE la déclaration d'intention de la politique générale de prévention, annexée à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,


Mlle DUBOSC-PAYSAN


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-41 : Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan d'action triennal 2024-2026

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que les dispositifs des articles L. 321-1 et L. 132-4 du code général de la fonction publique ont institué le principe de l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action triennal visant à assurer l'égalité professionnelle dans les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunales de plus de 20 000 habitants, après consultation du comité social territorial.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les communes de plus de 20 000 habitants doivent également établir un rapport annuel sur la situation en matière

d'égalité entre les femmes et les hommes. Il présente la synthèse des données relatives aux effectifs de la Commune de Soorts-Hossegor.

En tant que station classée de tourisme 20 000 - 40 000 habitants, la Commune de Soorts-Hossegor doit mettre en place un plan d'action triennal pour les années 2024 à 2026.

Par ce plan d'action pour l'égalité professionnelle, la Commune affirme son engagement pour faire monter en puissance l'intégrité de l'égalité entre les femmes et les hommes dans son fonctionnement interne. La collectivité, en tant qu'employeur public, souhaite contribuer à un enjeu majeur et parvenir à des résultats concrets et mesurables.

Pour aboutir à ce nouveau plan, des groupes de travail seront tenus avec les partenaires sociaux. L'objectif étant de décider des actions concrètes et réalistes.

Ce plan d'action, structuré en quatre axes, s'articule autour des thématiques suivantes :

- évaluer, prévenir et traiter d'éventuels écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes ;
- garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;

- favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle familiale ;
- prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

La Commune de Soorts-Hossegor développe sa politique de ressources humaines dans un contexte en perpétuel évolution, guidée par les mêmes principes d'équité, de transparence, de professionnalisme, de performance, de bien-être au travail et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-1-2 et suivants ;

Vu l'article L.231-1 à L.132-4 du code général de la fonction publique relatif au plan d'action pluriannuel en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

Vu la loi n° 2014-873 du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu la loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu Le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 qui définit les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;

Vu L'article L. 2311-1-2 du CGCT instituant, pour les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 20 000 habitants, l'obligation de produire un rapport annuel sur les ressources humaines et la politique menée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, et notamment l'article D.2311-16 du CGCT.

CONSIDERANT que la ville de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20.000 à 40.000 habitants par arrêté préfectoral du 05 avril 2000, il revient donc d'établir, à ce titre, un rapport en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,

Vu le rapport sur l'égalité femmes-hommes de l'année 2024,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

Entendu le projet de plan d'action triennal de Monsieur Le Maire et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ADOpte le plan d'action triennal pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour les années 2024 à 2026, annexé à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-058-2024

Objet : Portant sur un contrat de location d'une balayeuse

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu les besoins du service environnement de la collectivité,

Vu le contrat de financement locatif proposé par l'organisme Union des Groupements d'Achats Publics UGAP,

Considérant qu'il convient de procéder à l'adhésion à ce groupement de commande pour bénéficier d'économies d'échelle,

DÉCIDE

Article 1 : De valider le contrat de location avec l'organisme Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour une durée de 20 trimestres et un montant de 140 488,20€ HT

Article 2 : De signer tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de la location de ce matériel sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 25 septembre 2024

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE
AG-059-2024

Objet : Fixation des tarifs relatifs à l'occupation du domaine public avec la mise à disposition d'un chalet pour le marché de Noël

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu le décret n ° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « De fixer, dans la limite de 2 500€ par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ; et 5 « De décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ».

Considérant la nécessité de fixer les tarifs de l'occupation du domaine public avec mise à disposition d'un chalet dans le cadre du marché de Noël organisé au Parc Rosny pendant les mois de décembre 2024 et janvier 2025.

DÉCIDE

Article 1 : Le tarif de la redevance reversée pour l'occupation du domaine public avec mise à disposition d'un chalet pour les marchés de Noël 2024 et 2025 est de 500 €.

Article 2 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 10 octobre 2024.

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-060-2024

Objet : choix du prestataire pour l'achat d'une scie à ruban manuelle et à descente assistée pour profilés et tubes métalliques

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

Vu la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

Vu les besoins de la collectivité,

Considérant l'ancienneté du matériel acquis en 1999 et hors service à ce jour,

Considérant qu'après recherche, l'offre de la société PROLIANS correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

DÉCIDE

Article 1 : De valider le devis avec la société PROLIANS pour un montant de 5.450,80€ HT pour l'achat d'une scie à ruban manuelle et à descente assistée pour profilés et tubes métalliques pour le service serrurerie de la commune de Soorts-Hossegor

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

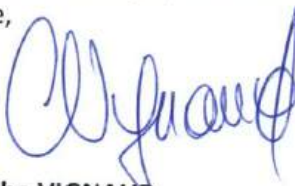
Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 16 octobre 2024

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-061-2024

Objet : Achat de lattes de bois pour des travaux en régie

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

Vu la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

Vu les besoins de la collectivité,

Considérant la vétusté de l'esplanade bois, à la gloriette Nord du Front de Mer,

DÉCIDE

Article 1 : De valider l'achat de lames de terrasse bois avec la société IDEA BOIS Nicolas d'un montant de 10.340,58 € HT pour la réfection de l'esplanade bois, côté Nord du Front de mer, sur la commune de Soorts-Hossegor.

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 22 octobre 2024

Le Maire,




Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-062-2024

Objet : Marché de services pour l'Extension et la Maintenance du dispositif de sureté global pour la commune de SOORTS-HOSSEGOR.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R 2162-1 et suivants et R.2162-13 et R.2163-14,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 07 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté du Conseil Municipal d'étendre son dispositif de sureté global sur la commune,

Vu la consultation s'y rapportant comme suit : dossier de consultation mis en ligne sur les plateformes DEMAT-AMPA et sur le site de la commune le 1^{er} août 2024, publié sur le BOAMP le 3 août 2024, le JOUE le 5 août 2024 et sur le Moniteur et Marches Online le 4 août 2024,

Vu le registre des dépôts clos le 13 septembre 2024 à 17h00 comportant les offres de :

- SERFIM T.I.C SAS,
- INEO INFRACOM,
- Et FMZ Groupe.

Vu les courriels envoyés aux candidats non retenus le 15 octobre 2024.

Considérant que :

L'offre de la société INEO INFRACOM, est économiquement la plus avantageuses et est celle qui répond au mieux aux critères de sélection énoncés dans le règlement de consultation.

Considérant qu'il s'agit d'un accord-cadre passé pour une durée de deux ans, et renouvelable deux fois un an, à compter de sa notification au titulaire, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande pour un minimum de 100 000€ HT et 875 000€ HT ;

DÉCIDE

Article 1 :

De retenir l'offre de la société INEO INFRACOM ;

Article 2 :

De signer le marché avec la société INEO INFRACOM et tous les documents qui lui sont intrinsèques ;

Article 3 :

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune ;

Article 4 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 4 novembre 2024

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-063-2024

Objet : Achat plants de fleurs pour des travaux de fleurissement en régie

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

Vu la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

Vu les besoins de la collectivité,

Considérant les caractéristiques des plants de fleurs particulièrement vigoureux

Considérant les divers travaux d'embellissement et de fleurissement des espaces verts à réaliser en régie sur le territoire de commune de Soorts-Hossegor,

DÉCIDE

Article 1 : De valider l'achat de plants de fleurs à la société SCEA FANFELLE GAUSSENS pour un montant de 12.125,68€ HT pour la réalisation de travaux de fleurissement printanier en régie sur la commune de Soorts-Hossegor

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 14 novembre 2024

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-064-2024

Objet : Revalorisation des redevances d'occupation du domaine public à titre commercial pour l'année 2025

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

Vu l'article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Vu l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux droits de voirie et d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté municipal n°2023-57 en date du 16 février 2023 portant règlement d'occupation du domaine public à usage commercial et entérinant la Charte des terrasses,

CONSIDERANT que le domaine public est un bien inaliénable et imprescriptible,

CONSIDERANT que son occupation privative, est temporaire, précaire, révocable, soumise à autorisation préalable et au paiement d'une redevance,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire et opportun de redéfinir les droits d'occupation privative du domaine public afin d'une part de répondre aux principes de gestion, de préservation, de sécurité et de circulation au sein des espaces publics

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de fixer les tarifs d'occupation du domaine public liés à une activité commerciale,

DECIDE

Article 1 :

A compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs d'occupation du domaine public commercial sont fixés pour l'année, comme suit :

TYPES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	Tarifs 2025 en €
TARIFS TERRASSES	
Terrasses – le m2/mois	
Centre-Ville	17,27
Placette Centre-Ville	6,38
Place et rue des Landais	14,94
Point d'Or	1,70
Extension terrasses Centre-Ville – ml/jour	5,00
Terrasses caillebotis– le m2/mois	
Centre-Ville	20,68

TARIFS MARCHÉ DE PLEIN AIR, BROCANTE	
Marché forain et artisanal	
De 1 à 3 ml/jour les mercredis et vendredis des mois de juin et septembre	12
De 1 à 3 ml/jour les dimanches du mois d'octobre pour les commerçants qui font le choix de s'abonner pour le mois d'octobre	12
De 1 à 3 ml/jour pour tous les autres jours de marché	18
MI supplémentaire/jour pour tous les jours de marché	3
Marché producteurs	
MI/jour	1
Brocante	
Centre-ville - forfait emplacement/jour	25
Parc Rosny – forfait emplacement/jour	15

TARIFS MARCHÉ COUVERT - HALLES	
Etal aménagé quel que soit le commerce – le m2/mois	24,82
Terrasse – le m2/mois	9,86
Annexe – le m2/mois	4,93

TARIFS CHAPITEAUX	
Installation de chapiteaux sur le domaine public – le m ² /jour	3,06

TARIFS INSTALLATION FOOD-TRUCKS (hors événements associatifs)	
Food-Trucks – Forfait emplacement/par Food Trucks/par jour (- de 5 Food Trucks)	50,00
Food-Trucks – Forfait emplacement/par Food Trucks/par jour (au-delà de 5 Food Trucks)	30,00

TARIFS ANIMATION D'ENTREPRISE	
½ journée	102
Journée	153

TARIFS PRIVATISATION HALLES (hors événements associatifs)	
½ journée	500

TARIFS EMPRISE SUR LE DOMAINE PUBLIC/ CHANTIERS	
Echafaudage – le ml/semaine	2,55
Bennes - forfait emplacement/jour	20,00
Dépôts de matériaux – le m ² /jour	0,50
Palissade de chantier - le ml/jour	1,12
Palissade de chantier avec dépôt de matériaux – le m2/jour	2,00
Baraque de chantier	1 ^{er} au 3 ^{ème} mois 16€/m ² /mois
Baraque de chantier	Du 3 ^{ème} mois et au-delà 26€/m ² /mois

Emprises sur stationnement payant (grue, engin de chantier, monte-charge etc..)	40 €/jour (Nuit comprise)
Emprises sur stationnement gratuit, voirie, trottoirs, ... (grue, engin de chantier, monte-charge etc..)	10 €/jour

Article 2 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 25 novembre 2024

Le Maire,

 Christophe VIGNAUD



DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-065-2024

Objet : Portant sur un contrat de location d'une voiture de fonction au Directeur Général des Services

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la délibération prise lors du Conseil municipal du 29 avril 2010 qui attribue un véhicule de fonction pour nécessité absolue de service au directeur général des services,

Vu que le contrat de location du PEUGEOT 3008 arrive à échéance le 7 avril 2025 ;

Vu la consultation lancée le 25 septembre 2024,

Vu les propositions reçues,

Considérant qu'après analyse, il apparaît que l'offre de la société PEUGEOT est la mieux-disante,

DÉCIDE

Article 1 : De valider le contrat de location avec la société PEUGEOT pour un montant de 20 742.84€ H.T pour une durée de 36 mois pour un véhicule Peugeot 3008.

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ce devis sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 03 décembre 2024

Le Maire,




Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE
Décision n°AG-066-2024

Objet : Portant sur un contrat de location d'une voiture de service pour la Police Municipale

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la délibération prise lors du Conseil municipal du 29 avril 2010 qui attribue un véhicule de service pour nécessité de service aux agents de la police municipale,

Vu que le contrat de location du RENAULT Captur arrive à échéance le 21 avril 2025 ;

Vu la consultation lancée le 25 septembre 2024,

Vu les propositions reçues,

Considérant qu'après analyse, il apparait que l'offre de la société PEUGEOT est la mieux-disante,

DÉCIDE

Article 1 : De valider le contrat de location avec la société PEUGEOT pour un montant de 20 742.84€ H.T pour une durée de 36 mois pour un véhicule Peugeot 3008.

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ce devis sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 03 décembre 2024

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-067-2024

Objet : Etude pour descentes de charges de charpente pour installation de panneaux photovoltaïque

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

Vu la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

Vu les besoins de la collectivité,

Considérant l'adhésion au groupement de commandes avec la communauté des communes MACS pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique,

Considérant qu'il y a lieu de faire une étude pour les descentes de charges de la charpente pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures des 2 bâtiments du Pignada, et du Centre Technique Municipal,

DÉCIDE

Article 1 : De valider le devis avec le bureau d'études constructions métalliques DEDENIS d'un montant de 7.640,00 € HT pour la vérification des descentes de charges de la charpente pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures de bâtiments communaux sur la commune de Soorts-Hossegor.

Article 2 : De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 5 décembre 2024

Le Maire,



Christophe VIGNAUD